

# PROGRAMME COMMUNISTE

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementaire.

S  
O  
M  
M  
A  
I  
R  
E

Editorial

La déchéance du parlementarisme

A propos de la polémique russo-yougoslave

Le rôle du parti dans la révolution russe

Notes d'actualité :

Promotion de l'Afrique

Le P.C. et la question coloniale

Les lendemains en Belgique

La réforme de l'enseignement en Russie

A propos du plan septennal soviétique

# Le "Dialogue avec les Morts"

*(Critique du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe)*

contient notre critique de la dégéné-  
rescence de l'Internationale et de  
l'Etat russe.

Envoi franco contre la somme de frs :  
**300** en mandat-carte ou mandat-poste  
adressé à

"PROGRAMME COMMUNISTE"

**ABONNEZ-VOUS!**

**AIDEZ NOTRE DIFFUSION!**

**SOUSCRIVEZ!**

DIRECTEUR - GÉRANT  
F. G A M B I N I

adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille

# EDITORIAL

*Il n'apparaît pas que la défaite des « communistes » aux élections, impressionnante par son ampleur, même si elle n'était pas inattendue, ait été comprise, de quelque côté que ce soit, dans sa signification véritable. Passe encore qu'elle laisse froid « l'homme de la rue », depuis longtemps insensible aux jérémiades sonnantes et frustes de nos démocrates outragés et que l'écroulement des valeurs sacrées de la démocratie laisse totalement indifférent. Mais à ceux que l'événement a secoués, qui ne cessent depuis des années de « repenser » les problèmes ouvriers et qui savent quelle lourde responsabilité porte le stalinisme dans la défaite historique du prolétariat, la brutale rétrogradation du « premier parti (opportuniste) de France » devrait suggérer autre chose que ce pessimisme indécis qui ne voit pas au-delà de la conjoncture immédiate, indiscutablement placée sous le signe de nouvelles épreuves pour les travailleurs. C'est un peu à leur intention que nous voudrions souligner ici l'aspect positif de la défaite de la « gauche démocratique » en général et du P.C.F. en particulier, car si l'écroulement définitif de tous ces fruits de l'opportunisme ouvrier est encore lointain, c'est tout de même sur leurs ruines que doit renaître la véritable force du prolétariat.*

\*  
\*\*

*Depuis près de trente ans, les besogneux militants du parti dit « communiste » s'acharnent à dépouiller les travailleurs de toute spontanéité de classe, à sacrifier toutes leurs revendications positives à la nébuleuse thèse de conquête pacifique, électorale et parlementaire du pouvoir. Malgré tous les échecs et les vicissitudes de cette « tactique », ils y ont pleinement réussi puisque, conjuguant leurs efforts avec ceux des renégats de l'autre Internationale, ils sont parvenus à faire de la classe ouvrière cette masse apathique, dont ils ont le front de condamner (quoique à mots couverts) l'inaction ou « l'égarement ». Mais à ce jeu-là, ils ont brisé leurs propres armes. En liant les travailleurs à une perspective d'une chimérique réforme petit-bourgeoise de la démocratie, ils sont eux-mêmes entraînés dans la chute de celle-ci, dès que la crise capitaliste exige des solutions qui sont incompatibles, sinon avec le contenu économique intégral du « progressisme social », du moins avec son mécanisme traditionnel, parlementaire et électoral.*

*Il ne manquera pas de militants « d'avant-garde » pour trouver qu'à ce prix l'éviction de l'influence opportuniste du P.C.F. sur les masses aura été payée un peu trop cher. Ils regretteront les « grandes » conquêtes sociales que le P.C. est susceptible d'entraîner avec lui dans sa tombe. Pour notre compte, nous ne boudons pas ce résultat, non pas que nous n'eussions préféré l'élimination du stalinisme par une réaction spontanée du prolétariat, mais parce que nous savons qu'un réveil de la classe ouvrière n'est pas possible avant que soient détruits ces illusoire « accommodements » et « adoucissements » de la dictature capitaliste. Il n'appartient d'ailleurs, ni à nous ni à*

personne, de marchander le prix que les ouvriers devront payer pour retrouver leur autonomie idéologique et leur complète liberté d'action. Mais le double-coup que nous voyons poindre, s'il réussit, ne saurait nous décevoir : l'écroulement simultané du progressisme social et de ses promoteurs au sein de la classe ouvrière appelle littéralement la reprise prolétarienne.

En effet, il sera désormais bien difficile aux théoriciens de la voie pacifique et nationale au socialisme de cacher que la cuisante défaite électorale qu'ils viennent de subir constitue un écrasant démenti à ces méthodes. Quant aux ouvriers, qu'aucune illusion ou compromis n'isolent bientôt de la brutale morsure de la misère économique, ils seront contraints de constater que la tactique des chefs qu'ils ont si longtemps suivie, si elle est d'évidence incapable d'inquiéter sérieusement les citadelles de l'ordre bourgeois, les laisse de plus complètement désarmés, lorsqu'il s'agit de se défendre contre la pression patronale ou la politique draconienne du gouvernement. Bon gré, mal gré, lorsque l'une et l'autre seront devenues intolérables, il leur faudra chercher leur salut dans les voies autres que le plat conformisme social auquel la politique capitularde du P.C. les a, depuis de si nombreuses années, pliés. La vraie position de classe, prêchée aujourd'hui dans le désert, s'imposera alors à des masses toujours plus imposantes de travailleurs.

\*  
\*\*

Nous ne dirons pas que la défaite électorale des stalinistes consacre la faillite de la politique de conquête électorale de l'Etat. Il y a bien longtemps, en réalité, qu'une pareille impuissance est acquise et démontrée, mais elle l'éclaire d'un jour plus cru et ne laisse place à aucune équivoque.

Lors des précédentes « consultations », c'est à l'aide de procédés tortueux, de combinaisons obscures, et notamment par le moyen des fameux « appariements », que les hommes de Moscou furent frustrés d'une partie des sièges auxquels ils eussent eu droit, si les « règles de la démocratie » avaient été respectées. Ils avaient donc beau jeu de crier à l'immoralité de ces manœuvres : le truquage avoué était une affaire de partis et nos inguérissables champions d'une démocratie pure, saine, honnête, pouvaient toujours agir comme s'il existait, au-dessus des classes et des partis, un arbitre susceptible de faire respecter l'idéal fumeux de la « volonté générale ». Aujourd'hui c'est ouvertement, froidement et avec le concours déclaré du gouvernement, que les modalités du scrutin ont été établies de telle sorte qu'elles aboutissent à ce paradoxe arithmétique : 3 millions de voix égalent 187 sièges lorsqu'il s'agit d'un parti quasi-gouvernemental, mais n'en valent plus que 10 lorsqu'il s'agit d'un parti d'opposition. Ce qui fut toujours dénoncé par les vrais marxistes comme un mécanisme politique au service exclusif des classes dominantes étale ainsi au grand jour son but et ses moyens. Mais ce qui est encore plus important à nos yeux, c'est que personne ne peut plus croire qu'il soit possible, en régime bourgeois, de « respecter les règles de la démocratie » pour réussir, ne disons pas à imposer une transformation radicale de la société, mais simplement à influencer sur la politique de la bourgeoisie.-



C'est d'ailleurs l'argument même des partis de droite qui le confirme, lorsqu'ils veulent justifier le mauvais tour joué aux « communistes ». Le P.C.F., disent-ils en substance, se situe de lui-même en dehors de la communauté française, il n'est pas national, mais dirigé par Moscou ; de plus son opposition systématique paralyse l'activité parlementaire. Il est donc logique qu'on cherche à lui restreindre les droits nationaux et démocratiques. O la belle « compétition pacifique » en matière d'hypocrisie ! On ne sait ce qui répugne le plus, des protestations patriotiques des représentants de l'oligarchie capitaliste internationale ou des affirmations obséquieuses des ultra-chauvins de la Résistance et de la Reconstruction. Mais passons sur tout cela, sur l'efficacité qu'on prête, bien à tort, à l'opposition loyale des stalinistes comme sur les différentes acceptions du terme « national » auquel petits-bourgeois et opportunistes voudraient donner un contenu qui ne soit pas strictement conforme aux intérêts du capitalisme moderne. Il n'en est pas moins évident que, dans l'opinion des représentants de tous les partis de la bourgeoisie, de l'extrême-droite aux « gérants loyaux du capitalisme » — de tous ces républicains, patriotes sincères, démocrates, etc., auxquels le P.C.F. a toujours fait appel —, le mécanisme démocratique et la volonté des électeurs ne sont valables que pour autant qu'il s'en dégage des volontés politiques conformes à l'intérêt national, c'est-à-dire à l'intérêt des classes possédantes, et respectueuses des règles établies par les partis bourgeois (1). Démonstration irréfutable que toute opposition — ne disons pas de classe, car la politique du P.C.F. n'est pas une politique de la classe ouvrière, mais une démagogie sur le dos des travailleurs — est désormais inacceptable pour la démocratie française. Quand ceci est patent, se termine — piteusement — le cycle d'imposture de la « voie française » au socialisme.

\*  
\*\*

On objectera, très justement, qu'une telle évidence demeure jusqu'ici confinée sur un plan strictement théorique et qu'il faudra des années pour qu'elle gagne les couches profondes de la masse ouvrière. Nous ne tomberons certes pas dans cette erreur grossière qui consiste à faire de la « réorientation » des travailleurs une question de pure propagande et il est bon de rappeler en deux mots que l'impuissance actuelle du prolétariat a des bases matérielles, économiques et sociales bien définies. Mais les analyser ne met que davantage en évidence le rôle joué sur ce plan par le parti : celui des opportunistes et des renégats a disloqué l'énergie prolétarienne en séparant ses motivations

---

(1) Compétition d'hypocrisie disions-nous à propos de ces élections, mais aussi « heure de vérité » dans les deux camps. « Lorsqu'il s'agit de communisme, il n'y a en fait en France que deux partis, le parti communiste et le parti national. » (M. Soustelle, « Le Monde », 2-12-58.) Mais la meilleure est celle qu'énonce « L'Humanité » : « ... il y aura dans l'Assemblée sept ouvriers et employés... ». L'U.N.R. « tient pour nationaux les partis de la bourgeoisie que des bourgeois représentent, et pour non-nationaux la classe ouvrière et ses représentants »... « Les ouvriers sont considérés comme bons à produire des dividendes, non à prendre part à la direction des affaires nationales ». On ne saurait mieux dire que la « voie parlementaire » du socialisme est pure trahison.

objectives du but et du programme historique de toute classe, le parti qui doit renaître, en réalisant à nouveau leur jonction, redonnera aux exploités toute la force contenue dans leur masse sociale et dans leur rôle dans la production.

Pour ceux qui ont suivi objectivement l'évolution opportuniste officiellement adoptée vers 1936 par les organisations ouvrières, la vraie mesure de la déchéance du mouvement tout entier se trouve, non pas dans la situation d'aujourd'hui, mais lors des événements de la guerre et de la Libération. C'est de cette époque que date la réapparition dans toute la société française des tares idéologiques qui lui sont, sinon exclusives, du moins caractéristiques : le chauvinisme, le racisme et le militarisme. Et ce demeurera la honte du prolétariat français que ses propres chefs aient été les plus ardents artisans de leur renouveau. (Certains s'étonneront peut-être du grief de « racisme ». Avant les événements actuels, on en trouve déjà des traces irréfutables à la même époque : pour une Française, coucher avec un Allemand était un crime envers l'Etat et la patrie ; pour un Français coucher avec une Allemande était un gaillard « fait d'armes. » C'était là une opinion populaire très répandue ; si elle ne paraît pas être le résultat direct de la propagande des faux « socialistes » et « communistes », leur responsabilité n'en serait pas pour autant difficile à établir. Ce n'est pas le moindre de leurs méfaits, outre d'avoir mobilisé le prolétariat au service de la bourgeoisie, d'avoir ravivé les instincts de sadisme et de viol que renferme toute société de classe.)

Dès ce moment-là, on pouvait donc prévoir qu'en cas de crise, la lie du militarisme et du nationalisme redonnerait à la France traditionnelle son visage jusqu'au-boutiste un temps dissimulé derrière le progressisme des démocrates et des réformistes. On peut mesurer à ce sujet l'étroitesse de vue et les illusions de ceux qui croyaient possible un redressement du mouvement ouvrier sans rejeter ouvertement et énergiquement ce passé de déshonorante complicité des travailleurs et de leurs chefs avec la bourgeoisie impérialiste : il a fallu un renouveau de la taille de celui d'octobre 1917 pour rompre une telle sujétion. La passivité du prolétariat, lors de la crise coloniale, est chose aisément prévisible sur la considération de tels antécédents.

Il serait utopique d'espérer que la classe ouvrière, sous le régime d'aliénation capitaliste, puisse adhérer dans sa totalité à l'intégrale vision socialiste du monde et en comprendre le programme. On juge toutefois de la vivacité de l'instinct de classe des ouvriers à ce qu'ils demeurent hostiles aux symboles de leur adversaire social. Il suffit de jeter les yeux autour de soi pour juger qu'il n'en est plus rien, et elle ne renaîtra pas par les seules vertus de la persuasion. Mais il ne faudrait pas croire cependant que la passivité actuelle du prolétariat, objectivement motivée par la prospérité du système de production, ne provienne pour une lourde part de l'activité politique de ses organisations. Ce ne sont pas, comme certains le pensent, les mesures du paternalisme étatique ou patronal qui ont suscité l'apathie ouvrière. Au contraire, c'est celle-ci, comme conséquence du découragement et de la désaffection provoquée par des luttes stériles et mal orientées, qui a rendu possible de telles mesures et ont permis à la propagande syndicale et politique

de les présenter comme de véritables conquêtes. Mais ces « améliorations », de même qu'elles ne résolvent pas les contradictions sociales, ne peuvent pas non plus éviter qu'éclatent des actions ouvrières. La neutralisation de la lutte de classe n'est possible qu'autant qu'elle est réalisée avec la complicité des opportunistes des syndicats et partis « ouvriers ». En haut de la pyramide des appareils qui paralysent, trompent, désorientent, isolent chaque membre de la classe exploitée, c'est donc l'opportunisme qui joue le rôle déterminant pour la stabilité de la paix sociale et le respect des valeurs établies. Que son principal représentant, et aussi le soutien et le complément des autres, soit éliminé de la scène sous le jeu des contradictions de la politique qu'il a épousée, voilà donc un fait qui ne peut nous laisser indifférents. Surtout lorsque cette défaite survient sur le terrain historique où la trahison des intérêts prolétariens fut toujours la plus efficace et où elle confirme les bases fondamentales du programme communiste : la dénonciation du parlementarisme et des élections, ces mécanismes exclusivement bourgeois et de conservation sociale.

## PETIT DICTIONNAIRE

*Crétinisme parlementaire.* — Mal qui fait pénétrer dans ses infortunées victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir, est gouverné et déterminé par la majorité dans ce corps représentatif particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres, et que tout ce qui se passe au-dehors des murs de cette Chambre, — guerres, révolutions, constructions de chemin de fer, colonisation de nouveaux continents entiers, découvertes des mines d'or californiennes, canaux de l'Amérique Centrale, armées russes et autres choses semblables exerçant une influence sur les destinées de l'humanité, — que tout cela n'est rien, comparé aux événements incommensurables tournant autour de l'importante question, quelle qu'elle soit, qui, en ce moment précis, occupe l'attention de leur auguste Chambre. (Engels, *Révolution et Contre-Révolution en Allemagne*, Œuvres complètes de Friedrich Engels, Ed. Sociales, p. 282.)

# LA DÉCHÉANCE DU PARLEMENTARISME

La presse et les partis ont amplement fait l'autocritique des élections et du référendum. Il suffit de citer quelques unes de leurs têtes de chapitre pour constater qu'elles confirment pleinement les charges accumulées contre le système électoral par plus d'un siècle de propagande marxiste et révolutionnaire : mode de scrutin, découpage des circonscriptions, délais, pressions, monopole de la propagande, intervention de l'Exécutif et de l'Armée, etc. Certains commentateurs se sont même émus de l'in vraisemblance des majorités que les partis gouvernementaux ont acquises et qui donnent aux élections de novembre un air de parenté extrêmement fâcheux avec ces "unanimités" tant décriées... lorsqu'on les rencontre dans les pays de l'Est. Qui veut trop prouver ne prouve rien, pensent sans doute ces démocrates scrupuleux qui ont voulu réviser les pourcentages de voix obtenus, les abaissant de 96 % à 75 %, pour les rendre "plus proches de la réalité" ! (1)

Nous n'avons pas besoin de tous ces stratagèmes pour comprendre le succès des partis de la "nouvelle république". Jamais les faits n'ont démontré avec autant d'éclat que les masses ne décident rien avec leur bulletin de vote ou que, suivant l'expression de Lénine « elles décident, une fois en quelques années, quel membre de la classe dominante opprimer, écrasera le peuple au parlement ». Mais ce qu'il importe peut-être plus encore de souligner, c'est qu'au moment où le suffrage universel, cet éternel instrument de duperie des classes travailleuses, touche à son maximum d'efficacité, en ce qu'il procure à la bourgeoisie les majorités qui lui conviennent, il est parvenu au terme de son cycle historique et ne peut plus se placer en travers de la lutte du prolétariat. En démontant les rouages profonds de la machine à modeler l'opinion, en suivant sa décrépitude historique à la lueur de la critique marxiste, on comprendra que cette victoire trop facile sur des adversaires indignes ou inexistant, doit être aussi la dernière, car elle signifie que le capitalisme, en tuant la poule aux œufs d'or du système électoral, se prive désormais des produits dorés de la crédulité et des illusions populaires.

## REACTIONNAIRE OU DÉMOCRATIQUE, OUVRIER OU BOURGEOIS, LEUR VOTE EST TOUJOURS LE VOTE DU CAPITALISME.

Le fait que les élections font dire aux masses ce que la classe dirigeante veut, et ensuite que ces mêmes masses acceptent des "consultations" toujours plus décevantes, n'est paradoxal qu'en apparence. Avant de l'expliquer, éliminons l'opposition artificielle que crée la propagande à propos des deux systèmes soi-disant antagonistes de l'Est et de l'Ouest, car c'est cette opposition qui cache l'identité de leurs contenus sociaux que les exigences de la crise politique française obligent maintenant à dévoiler. Dans nos analyses sociales, politiques et économiques de la Russie, nous avons toujours démontré que ce pays n'était pas socialiste

---

(1) "Le Monde", à propos du référendum en Algérie.

ou caractérisé par une évolution spécifique en dehors des critères énoncés par Marx dans le **Capital**, mais qu'il a les mêmes structures que l'Occident capitaliste (1). A des structures économiques capitalistes correspondent aussi des structures politiques et idéologiques capitalistes. Partout, les manipulations, les truquages, la monopolisation des moyens de propagande, l'action de la police, de l'armée et de tout l'appareil d'Etat tendent dans le monde actuel au même but : faire exprimer aux masses la volonté des patrons, ou plus exactement de ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, détiennent le capital mort (machines, installations, matières premières, etc...) dressé contre le capital vivant (le prolétariat).

Si donc le parti "communiste" s'érige en organisation démocratique loyale et sincère, il participe sur le plan international (par son affiliation à Moscou et, de ce fait, en tant que supporter de cet Etat) et sur le plan national (par sa collaboration aux gouvernements et au parlement) au système général des falsifications et des truquages. Cependant, comme les élections sont arrangées pour faire échec aux "communistes", ceux-ci apparaissent, **par leurs pleurnicheries** sur les injustices électorales (pauvre "Millionenpartei" !), comme les seuls démocrates véritables. Ce jeu ne trompe que celui qui le veut bien !

A l'époque impérialiste les pressions, les truquages apparaissent bien plus clairement et plus brutalement, parce que les contrastes d'intérêts et de classes se sont accrus vertigineusement. Non seulement l'économie est planifiée, monopolisée, dirigée, mais la vie politique l'est aussi et à tout moment la bourgeoisie peut se séparer d'un parlement (ou le "planifier" par les élections bien "préparées"), non parce qu'il dispose d'un poids ou d'une autorité quelconques, mais parce qu'il étale à certains moments au grand jour les contradictions internes et les divisions qui règnent au sein de la classe dominante. Mais ce n'est là qu'une question de quantité, les élections ont toujours eu le même contenu. Nous verrons plus loin comment la question se posait au début du capitalisme, le marxisme analysant chaque phénomène en fonction de l'époque et de l'aire géographique.

Pour notre part, nous ne revendiquons nullement des élections "vraiment démocratiques, honnêtes et loyales" et nous ne stigmatisons pas les procédés qui consistent, le jour des élections, à faire ressusciter les morts pour faire l'appoint des voix. Ce qui a dirigé la main des électeurs est tout autre chose, c'est le capital mort. En effet, nous savons que tant que les rapports de production resteront basés sur la marchandise, la monnaie et le salaire, l'antagonisme capitaliste fondamental sera l'opposition, d'une part, entre le travail vivant, actuel, la sueur du prolétaire et, d'autre part, le capital mort, ce travail vivant devenu objet (machines, installations produit), cette accumulation du travail vivant de toutes les générations, le Capital. Nous savons que ce ne sont pas **les hommes qui décident** dans ce rapport de production : ils lui sont subordonnés. Le capital, c'est l'accroissement d'une force étrangère et opposée au travailleur et cet accroissement signifie affaiblissement de la force vivante du travail. Le capital devient ainsi sans cesse plus violent, plus tyrannique, plus totalitaire, à mesure qu'il embrasse de plus en plus tous les secteurs de l'activité humaine et sociale : sa "force de commandement" (Marx) s'accroît sans cesse. L'emprise de ce Monstre, bien au-delà de la personne des titulaires juridiques de la propriété, croît avec le développement de la société

---

(1) Voir, en particulier, le **Dialogue avec les morts**.

capitaliste et avec le "bien-être capitaliste" (il suffit de voir les pays de "vieille démocratie"). Et comme Marx le dit :

« L'augmentation du salaire provoque chez le travailleur (il ne faut pas entendre ici le travailleur isolé opérant un choix moral, mais la classe ou des fractions entières de celle-ci — N.D.R.) le goût de l'enrichissement propre au capitaliste, mais il ne peut le satisfaire qu'en sacrifiant son esprit et son corps (et c'est ainsi qu'il n'est d'autre issue à l'exploitation **physique et intellectuelle** que l'issue révolutionnaire — N.D.R.). L'augmentation du salaire suppose et provoque l'accumulation du capital, opposant le produit du travail d'une manière toujours plus étrangère et hostile au travailleur. En outre, la division du travail le rend toujours plus dépendant et plus unilatéral. Elle ne provoque pas seulement la concurrence entre les humains, mais aussi avec les machines : étant donné que le travailleur est tombé au niveau de la machine (ceci contre l'ouvriérisme et l'émancipation progressive des consciences ! — N.d.R.), la machine est à même d'entrer en concurrence avec lui. » (1)

L'exploitation n'est pas seulement un phénomène matériel comme se l'imaginent les petits-bourgeois de gauche ; c'est à la fois une exploitation physique et intellectuelle qui va croissant dans le capitalisme. C'est pour cette raison que nous sommes les adversaires résolus de l'opinion publique et de toute spontanéité de la conscience pour l'élaboration de notre programme de classe, de notre théorie révolutionnaire, de notre tactique et pour l'organisation de la lutte. Car nous ne considérons pas la conscience **individuellement**, mais conformément à la division de cette société par consciences et idéologies de classe. Et ce ne sont pas les individus particuliers, fussent-ils les plus exploités, qui, spontanément, détiennent à tous moments cette conscience ; mais c'est le Parti, au-delà des générations et des frontières, qui la détient. Individuellement, sans organisation de classe, les individus sont livrés pieds et poings liés à la démocratie : leur intervention se borne au bulletin de vote, et lorsque les choses en sont arrivées là, c'est que le parti qui les dirigeait a depuis longtemps renié et trahi la théorie et l'action révolutionnaires du prolétariat. Il n'est plus alors le Parti de classe.

La conscience de classe se développe contre l'opinion dominante, à l'abri et contre les influences de l'idéologie bourgeoise. Elle n'est pas le produit de l'opinion, même de la majorité, ni la volonté de celle-ci. Ainsi que Marx l'exprime, la nécessité et le contenu de la théorie communiste sont au-dessus des consciences individuelles, « ce sont des idées qui vainquent notre intelligence, qui conquièrent notre pensée, auxquelles la raison enchaîne la conscience, ce sont là des chaînes dont on ne peut se défaire, qu'on ne peut arracher sans s'arracher soi-même le cœur, ce sont des démons que l'homme ne peut vaincre qu'en s'y soumettant » (2).

Ces démons, ce sont les lois du déterminisme (et non du fatalisme : l'action du parti, consciente et volontaire, à **certains moments de l'histoire**, est détermi-

---

(1) Karl Marx, *Zur Kritik der Nationalökonomie*, Oekonomisch-philosophische Manuskripte Kleine Oekonomische Schriften, p. 50, Dietz Verlag Berlin.

(2) *Der Kommunismus und die Augsburger "Allgemeine Zeitung"* - Marx-Engels-Werke. I., p. 108, Dietz Verlag Berlin.

nante pour l'issue révolutionnaire de la lutte du prolétariat, de même que son absence, son insuffisance ou sa dégénérescence pèsent lourdement sur le destin du prolétariat). Ce déterminisme scientifique embrasse tous les cycles de l'histoire de l'humanité, de même qu'il englobe tous les phénomènes en général. Tout cela n'est aucunement affaire d'opinion ou de recensement de celle-ci.

Nous pourrions en rester là, n'était la vivacité toujours plus grande de l'argumentation basée sur la liberté de pensée et d'expression qui, pour nous, sont vides de sens.

## LE PRINCIPE DÉMOCRATIQUE.

Ce principe est le suivant : « Puisque la majorité des hommes est tyrannisée, rendue malheureuse par le système capitaliste, pourquoi n'utilise-t-elle pas sa conscience, bien à elle et libre, pour l'opposer à ce monstre ? Et pourquoi encore, puisque le droit de s'exprimer librement avec le bulletin de vote existe en démocratie pour la masse, celle-ci n'en profite-t-elle pas pour renverser légalement le responsable de ses misères, en s'exprimant clairement contre lui ? »

Le crétinisme parlementaire n'est pas une formule polémique, il caractérise cette position stupide. Les bourgeois qui la répandent sont parfaitement logiques avec eux-mêmes, sachant que ce système est le leur et qu'il fonctionne tout à leur avantage. Mais les dirigeants ouvriers qui défendent ce système sont les valets de la bourgeoisie.

Il suffit de revenir à l'origine du système capitaliste pour voir le contenu de cette idéologie **historique**.

L'opinion gouverne le monde, disaient les philosophes français à la veille de la révolution de 1789, Représentants de l'opinion, nous sommes les démiurges de l'histoire, les héros que la masse doit suivre (et élire). De cette conception découle que c'est la législation **qui fait tout**. Par législation, il faut entendre la législation politique, le régime de l'Etat qu'il faut élire. Les lois constitutionnelles déterminent la nature et le régime de l'Etat, tandis que les lois simples règlent la marche des institutions et la conduite des individus, toutes deux étant issues du suffrage universel (Cf. le référendum et les dernières élections). Tout est ramené à la politique, cause du milieu ambiant, l'économie étant l'effet. "Laissez faire, laissez passer !" était le mot d'ordre dans ce dernier domaine. Dans cette conception, l'activité politique du législateur est toujours une activité consciente (bien qu'il soit admis qu'elle n'est pas toujours conséquente, "l'homme étant sujet à l'erreur"). Bien qu'ils aient voulu mettre en relief l'idée de la toute-puissance du milieu sur l'homme, les Philosophes matérialistes du XVIII<sup>e</sup> siècle revenaient cependant ainsi à la toute-puissance de l'opinion. Cette étroitesse de vues correspondait à la situation des philosophes de la révolution française : ils étaient les représentants de la bourgeoisie et lui fournissaient son idéologie (en citant l'Angleterre capitaliste comme modèle à suivre).

C'est là exactement le principe qui régit les pratiques électorales : la libre opinion, maîtresse d'elle-même (et s'exprimant au gré des événements tous les quatre ou cinq ans), pourrait changer la politique et, en changeant celle-ci, changer le milieu ambiant de la société. En dernière analyse, cette conception correspond à la théorie selon laquelle la propriété privée tire son origine du sentiment de soi de la personne humaine ou à l'idée tout aussi imbécile que la **transformation de la**

**Société** se ramène à une **activité cérébrale des individus** et au libre jeu, à la libre expression de celle-ci : la démocratie.

Pourtant, il est évident que la société bourgeoise ne s'est pas instaurée de cette façon, comme chacun sait. Il fallait d'abord que la bourgeoisie arrache le pouvoir à l'Etat féodal et transforme la société à son image, par la **violence**. Marx explique comme suit ce passage révolutionnaire :

« La révolution politique qui renversa le pouvoir souverain et fit des affaires de l'Etat les affaires du peuple, qui constitua l'Etat politique en affaire **générale**, c'est-à-dire en Etat réel, brisa nécessairement tous les états, corporations, jurandes et privilèges qui n'étaient qu'autant d'expressions de la séparation du peuple et de l'Etat existant. Mais ainsi la révolution politique supprima le **caractère politique de la société bourgeoise**. Elle rompit la société bourgeoise et la décomposa en ses éléments constitutifs simples, d'une part les individus (citoyens) et d'autre part les éléments **matériels** et **intellectuels** constituant la matière de la vie, la situation bourgeoises de ces individus. Elle déchaîna l'esprit politique, qui s'était décomposé, émietté et perdu dans les impasses de la société féodale ; elle en réunit les bribes éparses, les libéra de leur mélange avec la vie bourgeoise et les concentra dans la sphère de l'Etat, en affaire **générale** du peuple... (1). »

Cette révolution dans les structures sociales et politiques se poursuit de nos jours encore dans les pays coloniaux, et elle est évidemment un fait positif. Mais cette émancipation politique qui constitue, certes, un grand progrès, n'est pas encore l'émancipation **véritable** des hommes, comme le dit Marx. En effet, « la révolution politique décompose la vie bourgeoise en ses éléments, sans **révolutionner** ces éléments eux-mêmes et les soumettre à la critique. Elle considère la société bourgeoise, le monde des besoins, le travail, les intérêts privés, le droit privé comme la **base de son existence**, comme une condition préalable qu'il n'y a pas à prouver et qui apparaît donc comme sa **base naturelle**. L'homme en tant que membre de la société bourgeoise est considéré comme l'homme réel en opposition au citoyen, parce que c'est l'homme dans son existence immédiate, sensible et individuelle, tandis que l'homme politique n'est que l'homme abstrait, artificiel, l'homme en tant que personne allégorique, morale » (2).

Pour s'imposer, la bourgeoisie devait vaincre à la fois l'Etat et l'Eglise de la société féodale, et c'est ce qui explique l'argumentation de caractère philosophico-religieux qu'elle utilisa dans la lutte idéologique contre ces deux puissances, et qui marquera pour toujours son idéologie.

Au moment de l'introduction du capitalisme en Angleterre, les sectes et les querelles religieuses foisonnèrent. Pour saper le pouvoir temporel de l'Eglise, le combat fut mené par le biais de la hiérarchie. Le mot d'ordre fut le suivant : Tout chrétien est son propre prêtre. Dans son **Traité de la liberté chrétienne**, Luther écrivait : « Seules la vertu et la liberté sont nécessaires à la vie chrétienne » et « ni Pape, ni évêque, ni aucun autre homme ne peut imposer à un chrétien un iota d'une loi sans son consentement, et s'il le fait cependant, il agit dans un esprit de tyrannie ». Mais du même coup disparurent aussi les privilèges :

---

(1) Marx, Zur Judenfrage p. 368, Marx-Engels Werke J., Dietz Verlag Berlin.

(2) Ibid. p. 369-370.



« Il n'est plus rien qui relève du Très-Haut, du Sacré, etc., puisque tout peut être approprié par l'argent. Les objets (et les domaines) religieux et sacrés, qui ne pouvaient être le bien de quiconque, qui ne pouvaient être estimés et être des objets susceptibles d'être vendus ou achetés, qui étaient exclus du commerce des hommes, ne résistent plus à l'argent, comme chaque être humain est devenu égal devant Dieu » (1).

La religion est devenue pour l'Etat bourgeois une affaire privée, intérieure à chaque individu. Pour les droits politiques du peuple, la bourgeoisie agit de la même manière : elle scinda l'homme en deux parties absolument distinctes, l'homme réel, vivant dans la société bourgeoise, et le citoyen, création de fiction, dépourvu de réalité.

« Dans l'Etat, où l'homme vaut comme être général, il est le membre imaginé (un bulletin de vote, par la détermination et la grâce de l'Etat — N.d.R.), il est le membre imaginaire d'une souveraineté imaginée, il est dépouillé de sa vie réelle d'individu et gonflé d'une généralité irréelle » (2).

(De Gaulle agissait dans la logique du système politique bourgeois lorsqu'il attribua les "parts entières de français", sans que rien ne soit modifié dans la situation sociale, économique et idéologique de ces nouveaux "citoyens".)

« Vis-à-vis de la société bourgeoise réelle, l'Etat politique est aussi spiritualiste que le ciel vis-à-vis de la terre. Il se trouve vis-à-vis d'elle dans la même opposition et il en triomphe de la même façon que la religion triomphe du monde profane : il est forcé de la reconnaître, de la rétablir et de se laisser dominer par elle » (3).

Cette société bourgeoise qui reprend le dessus sur les formes politiques, l'Etat et la volonté, quelle qu'elle soit, des législateurs, est cette jungle des classes, ces rapports de production dominés par le Capital, "cette force de gouvernement sur le travail et le produit". "Et le drame politique se termine nécessairement, nous dit Marx, par la restauration de la religion, de la propriété privée, de tous les éléments de la société bourgeoise, tout comme la guerre se termine par la paix." (Ibid, p. 357.)

Une intervention classique de la politique pour transformer le "milieu" ambiant est celle de Robespierre. Celui-ci ne voyait dans la grande pauvreté et la grande richesse sociale qu'un obstacle à la démocratie pure. Pour faire fonctionner celle-ci, il propose donc d'établir une frugalité spartiate.

## L'ÉTAT NE SE CONQUIERT PAS POLITIQUEMENT PAR L'INTÉRIEUR.

Marx s'exprime nettement : « L'Etat peut-il procéder autrement ? L'Etat ne découvrira jamais dans l'Etat et dans l'organisation sociale la raison des maux sociaux. Là où il a des partis politiques, chacun trouve la raison de **chaque** mal dans le fait que son adversaire tient les rênes du pouvoir. Même les hommes politiques radicaux ou révolutionnaires cherchent la cause du mal non pas dans l'**existence** de

---

(1) Marx - Grundrisse, der Kritik der politischen Oekonomie, p. 766, Dietz Verlag Berlin.

(2) Zur Judenfrage. p. 355 Marx-Engels Werke I. Dietz Verlag Berlin.

(3) Ibid. p. 355.

l'Etat, mais dans une **forme** déterminée d'Etat qu'ils désirent remplacer par une **autre** forme d'Etat.

« Du point de vue politique, l'Etat et l'**organisation de la société** ne sont pas deux choses différentes. L'Etat, c'est l'organisation de la société. Dans la mesure où l'Etat reconnaît l'existence de **disharmonies sociales**, il en cherche la cause soit dans les **lois naturelles** qu'aucune puissance humaine ne saurait dominer, soit dans la **vie privée** qui est indépendante de lui, soit dans le **manque d'efficacité** de l'**administration** qui relève de lui. C'est ainsi que l'Angleterre attribue la misère à une **loi naturelle**, d'après laquelle la population doit toujours dépasser les moyens de subsistance. Elle explique, par ailleurs, le **paupérisme** par la **mauvaise volonté des pauvres** ; comme le roi de Prusse l'explique par l'**absence de sentiments chrétiens chez les riches**, comme la Convention l'a expliqué par l'**esprit contre-révolutionnaire et suspect des propriétaires**. C'est pourquoi l'Angleterre punit les pauvres, le roi de Prusse blâme les riches et la Convention guillotine les propriétaires.

« Enfin, **tous** les Etats cherchent dans les défaillances **accidentelles** ou **intentionnelles** de l'administration la cause et, par conséquent, dans les mesures administratives, le remède à tous les maux. Pourquoi ? Parce que justement, l'administration est l'activité **organisatrice** de l'Etat.

« L'Etat ne peut supprimer la **contradiction** entre le but et la bonne volonté de l'administration d'une part, et ses moyens et ses pouvoirs d'autre part, sans se supprimer lui-même : L'Etat repose sur cette contradiction. Il repose sur la contradiction entre la **vie publique** et la **vie privée**, sur la contradiction entre les **intérêts généraux** et les **intérêts privés**. L'**administration** doit donc se borner à une activité **formelle** et **négative**, car là où la vie bourgeoise et le travail bourgeois commencent, le pouvoir de l'administration cesse. Bien plus, vis-à-vis des conséquences qui découlent de la nature antisociale de cette vie bourgeoise, de cette propriété privée, de ce commerce, de cette industrie, de ce pillage réciproque des différentes couches bourgeoises, vis-à-vis de ces conséquences, c'est l'impuissance qui est la loi naturelle de l'administration. Car ces contradictions, cette bassesse, cet esclavage de la **société bourgeoise** sont le fondement naturel sur lequel repose l'**Etat moderne**. La société bourgeoise de l'esclavage a le même fondement naturel que l'Etat antique. L'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont inséparables. L'Etat antique et l'esclavage — oppositions classiques et franches — n'étaient pas moins intimement **soudés** l'un à l'autre que l'Etat moderne et le monde affairiste moderne — oppositions chrétiennes et hypocrites. Si l'Etat moderne voulait mettre fin à l'impuissance de son administration, il lui faudrait supprimer la **vie privée** actuelle. Mais s'il voulait supprimer la vie privée, il lui faudrait se supprimer lui-même, puisqu'il n'existe que par opposition à elle. » (1)

Marx parle ici de l'opposition **chrétienne** et hypocrite entre la société affairiste bourgeoise et l'Etat, qui ne peut être abolie que par la **suppression de la vie privée**. Nous voici au centre du problème : la contradiction fondamentale du capitalisme est dans le caractère social de sa production (caractère développé par le capitalisme lui-même) et le mode privé, individuel de l'appropriation. Le capitalisme ne peut donc se manifester, sans qu'en même temps apparaisse la création métaphysique qu'est l'individu. Le droit, l'économie, l'idéologie tentent de

---

(1) Karl Marx, *Kritische Randglossen*, p. 400-402, Marx-Engels Werke, Dietz Verlag Berlin.

s'appuyer sur l'individu particulier et privé.

Toute l'idéologie du parlementarisme repose sur le culte des héros, des surhommes, des vedettes, sur l'action de la **volonté** sur les événements, des vertus humaines "qui transportent les montagnes", en même temps que sur le pire arrivisme, les vilénies et les lâchetés, qui sont les corollaires de la vertu. Tout le spectacle nauséeux des grands hommes, corollaires et compléments des masses frustrées, tout le spectacle servant à mettre en vedette un homme politique pour accréditer sa grandeur et faire croire que sa volonté de surhomme saura améliorer le sort des masses, tout cela fait partie intégrante du parlementarisme.

## L'ÉTAT NE SE CONQUIERT PAS ÉCONOMIQUEMENT PAR L'INTÉRIEUR.

Si l'un des éléments de la contradiction bourgeoise va dialectiquement dans le sens de la société communiste (le caractère social de la production), l'autre élément est réactionnaire (l'individu privé avec l'appropriation privée qui constitue l'élément du passé, repris à la société féodale).

Dans la production féodale, le mode de production exigeait cette appropriation privée : le travailleur parcellaire étant l'individu privé disposant de ses instruments, de son lieu de travail et de ses matières premières. Le fait de sa survivance au-delà d'une forme sociale l'a fait admettre comme une donnée naturelle, éternelle et immuable par l'idéologie capitaliste.

Le fait nouveau de la révolution bourgeoise a été, comme nous le dit Marx, l'intervention des **masses**. La bourgeoisie a révolutionnairement détruit tout l'émiettement féodal, les états dans l'Etat (corporations, jurandes, privilèges de la noblesse et du clergé) et a nivelé et poussé à la centralisation. Ce sont ces bouleversements matériels, entraînant le plus souvent des misères sans nom et privant la société de ses bases traditionnelles qui ont entraîné les masses dans la vie et le combat politiques ; ce n'est pas le bien-être individuel. Si les masses sont intervenues dans les affaires publiques, **cela n'a pas empêché la société capitaliste de se développer selon ses normes et lois propres** et d'être « la plus infâme de toutes les sociétés existant à ce jour dans l'histoire » (Marx) : les travailleurs parcellaires allaient être expropriés et transformés en travailleurs sans réserves, surtout dans l'industrie.

Dans la lutte contre la féodalité, les masses populaires s'étaient alliées avec la bourgeoisie révolutionnaire contre les forces féodales. La bourgeoisie souhaitait évidemment que cette alliance, gage de paix sociale **pour elle**, se maintint à tout jamais. L'alliance pouvait se justifier pendant un temps après la victoire de la révolution politique contre une offensive ultérieure de la féodalité et pour réaliser la transformation la plus radicale possible dans l'industrie et l'agriculture. Marx et Engels saluèrent la rupture de cette alliance (cf. la loi sur les blés en Angleterre). Mais les illusions sur le progressisme de cette alliance durèrent pendant toute la période du "capitalisme idyllique" et cette illusion avait une apparence de justification.

C'est ainsi qu'au début de la lutte du prolétariat ont souvent été employées des formules incomplètes qui ne contenaient pas l'expression intégrale de la doctrine. Par exemple, le socialisme était devenu, sur le plan économique, le synonyme de "socialisation des moyens de production". Dühring avait ainsi mis son pied un système d'alliance avec l'Etat pour pousser à la centralisation et à la nationalisation.

Lassalle faillit vendre le prolétariat allemand à Bismarck afin d'aider le progrès. Si Marx et Engels furent appelés à juste raison par les bakouninistes(\*) de la I<sup>re</sup> Internationale les "autoritaires et les centralisateurs", ils ne le furent jamais en s'alliant dans les pays déjà bourgeois aux capitalistes et à l'Etat bourgeois. Ils savaient que c'était à la bourgeoisie (avec la sueur du prolétariat qui doit devenir son fossoyeur) de développer les moyens de production et de les porter à un niveau permettant le socialisme, c'est-à-dire de socialiser les moyens de production dans les **branches les plus importantes de l'industrie.**

Ce sont là les limites que le capital se voit fixé par son propre mode de production et ce n'est pas au prolétariat à collaborer avec la bourgeoisie pour obtenir le maximum compatible avec l'existence du capital, que les guerres réduisent, de toute façon, une fois atteint. Comme il n'est pas possible de conquérir le capitalisme de l'intérieur (par l'Etat), il n'est pas possible, de même, de conquérir l'économie par l'intérieur ; car il n'y a pas de troisième possibilité : c'est le capitalisme ou le socialisme. Engels s'exprime comme suit :

« Ce n'est qu'à un certain niveau des forces productives, niveau très élevé en regard des conditions de notre époque (1883, où ce niveau était très élevé en Europe occidentale par rapport à la Russie, dont l'article traite — N.d.R.), qu'il est possible d'élever suffisamment la production pour que la suppression des différences de classe constitue un progrès réel et puisse être durable sans provoquer un arrêt ou même un recul du procès social de production. Mais ce n'est qu'entre les mains de la bourgeoisie que les forces productives atteignent ce niveau de développement (1). La bourgeoisie constitue donc en ce sens un préalable tout aussi nécessaire que le prolétariat pour la révolution socialiste (2). »

Mais c'est dans l'agriculture que la socialisation des moyens de production fait le moins de progrès sous le capitalisme. Le système bourgeois laisse survivre dans ce secteur des masses importantes de travailleurs parcellaires, propriétaires de leurs moyens de production, et cette masse arriérée constitue les électeurs "naturels" pour la conservation du système bourgeois, — comme les artisans, l'aristocratie ouvrière, les fonctionnaires, employés, experts, etc., que l'on essaie de rendre propriétaires de quelques biens **individuels** (automobiles, logements, frigidaires, participations à l'entreprise, etc., ce que nous avons appelé la "kholkossianisation") **en période de prospérité économique.** Marx avait déjà stigmatisé le plébiscite de Napoléon III, basé sur cette masse paysanne, bastion de la propriété privée. Mais nous voyons maintenant que ce sont les partis ouvriers dégénérés, abandonnant toutes les armes de classe, qui apportent leur concours et leur appui massif à la sauvegarde de la société bourgeoise et livrent le prolétariat à la démocratie, terrain sur lequel il perd son caractère de classe pour n'être plus qu'une collection d'individus autonomes et abstraits, et où il n'est plus considéré

---

(\*) Marx et Engels luttèrent contre les tendances anarchisantes au sein de la I<sup>re</sup> Internationale, qui étaient opposées à l'érection de l'Etat prolétarien, et ils critiquèrent la société capitaliste pour son incapacité inhérente à éliminer des secteurs entiers de la forme parcellaire, base politique de conservation.

(1) L'autre alternative est l'aide du prolétariat de l'Occident industrialisé, à laquelle s'attachait Lénine.

(2) Engels, *Soziales aus Russland, Internationales aus dem Volksstaat* (1871-1875) Berlin 1894, p. 50.

que comme le défenseur de la propriété individuelle, de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, bien que toutes les différences subsistent dans la réalité. Les prolétaires ne sont pas plus à "part entière" que les peuples coloniaux asservis.

La théorie et l'expérience nous montrent que la juste position contre la dégénérescence du parti n'était pas, comme le pensent les groupuscules d'extrême-gauche "antistalinien", de jeter l'anathème sur le parti et de chercher des formes nouvelles d'organisation pour les substituer au parti. En effet, ce serait livrer le prolétariat aux seules méthodes démocratiques et bourgeoises (Cf. les pays anglo-saxons par exemple). Seule la forme du parti peut lutter efficacement contre la démocratie bourgeoise et l'abattre, car elle dépasse le cadre de cette société capitaliste.

Nous savons que le syndicalisme, lutte économique contre le capital, a été très puissant dans les pays anglo-saxons. Il est bien évident que la grève est un tout autre moyen de lutte que le bulletin de vote, puisqu'elle suppose une organisation délimitée, une coordination et une lutte effective contre le capital. Marx nous dit cependant :

« S'il s'agissait vraiment que ce dont il s'agit en apparence, notamment de la détermination du salaire, si les rapports entre le capital et le travail étaient éternels, ces coalitions échoueraient impuissantes devant la nécessité des choses. Mais elles servent à l'unification de la classe ouvrière, à la **préparation** du renversement de toute l'ancienne société avec ses antagonismes de classes. » (1)

Mais les syndicats sont impuissant à eux tout seuls pour **réaliser** cette révolution, sans la liaison avec le Parti et la direction de celui-ci.

L'ironie de l'histoire a voulu que, si le suffrage universel servait les intérêts de la bourgeoisie, celle-ci en eut une sainte peur au début de son histoire. Ce n'est que lorsque les dirigeants ouvriers eurent démontré à la bourgeoisie par leurs illusions sur la conquête de l'Etat par l'intérieur, politiquement et économiquement, que ce système fonctionnait à son avantage, qu'elle l'adopta définitivement et le répandit. Et de Gaulle utilise, aujourd'hui même, le suffrage universel en Afrique et dans ce qui reste de l'empire colonial, pour sauvegarder les intérêts impérialistes français. Il en fut de même pour les coopératives ouvrières qui ne dépassaient pas le cadre de l'aménagement du système capitaliste et pour les syndicats. Engels écrit à ce sujet, dans la préface de la seconde édition allemande de la **Situation des classes laborieuses en Angleterre (1892)** :

« Aussi vit-on se modifier peu à peu l'attitude réciproque entre les deux classes. Les lois de protection ouvrière, autrefois l'épouvantail de tous les fabricants, furent désormais, non seulement respectées volontairement par eux, mais étendues plus ou moins à toute l'industrie. Les **trade-unions** (syndicats), naguère encore honnies comme œuvres du diable, furent désormais cajolées et protégées par eux comme les institutions extrêmement justifiées et comme un utile moyen de répandre de saines doctrines économiques parmi les ouvriers, jusqu'aux grèves, anathémisées avant 1848, qu'on trouvait maintenant très utiles à l'occasion, surtout quand messieurs les fabricants les avaient eux-mêmes provoquées au moment propice. Des lois qui avaient ôté à l'ouvrier l'égalité des droits vis-à-vis du patron, les plus révoltantes au moins, furent abolies. Et la Charte du Peuple, jadis si redoutée,

---

(1) Karl Marx, **Travail salarié et Capital suivi de salaires, Prix & Profits**, Ed. Sociales, Paris pp. 77-78.

devint maintenant, pour le principal, le programme politique des mêmes fabricants qui s'y étaient opposés jusqu'au bout. L'abolition du cens électoral et le secret de vote sont établis par une loi. Les réformes parlementaires de 1867 et 1884 se rapprochent fort, dès à présent, du suffrage universel du moins tel qu'il existe actuellement en Allemagne ; le projet sur les circonscriptions électorales actuellement en délibération au Parlement, crée des circonscriptions égales, pas plus inégales dans l'ensemble que celles qui existent en France et en Allemagne... Et il y a des gens qui disent que le Chartisme est mort ! La Révolution de 1848, ainsi que plus d'une de ses devancières, a eu d'étranges destins. Les mêmes gens qui l'ont écrasée sont, comme Karl Marx avait coutume de le dire, devenus ses exécuteurs testamentaires. » (Page XXVIII, Ed. Costes, 1933.)

Le capitalisme n'en a pas disparu pour autant ; mais, en se réformant (sans que ces réformes constituent une série d'étapes progressives — ni même pacifiques, puisque souvent elles s'imposèrent à la suite de mouvements révolutionnaires), il prépare le moment où l'antagonisme fondamental entre prolétariat et capital, qu'il engendre lui-même, s'imposera avec le maximum de violence et d'évidence, rejetant à l'arrière-plan tous les antagonismes secondaires, ou montrant que leur solution particulière ne peut dépendre que de la solution générale.

## LÉNINE ET L'IDYLLE RUSSE.

La dialectique enseigne comment, très souvent, il importe plus de fournir une réponse aux hypothèses niées par la réalité actuelle, que la réponse à cette réalité elle-même. Nous affirmons que les possibilités existent d'anticiper et de prévoir dans l'histoire et donc d'établir au préalable les grandes lignes programmatiques de la révolution socialiste : donc, affirmation sans équivoque du caractère scientifique de la doctrine marxiste, de son invariabilité.

Avant l'assaut final d'octobre, Lénine fut submergé par les objections : nous sommes en minorité ; les ouvriers ne comprennent pas ; la force est entre les mains du gouvernement provisoire et les Soviets sont en majorité pour lui et non pour nous ; nous avons la possibilité de nous réunir, de parler, d'imprimer, etc. Eh bien, fut la réponse de Lénine, que voulez-vous de mieux ? Est-ce là une raison pour dire ou écrire des bêtises ? Devons-nous peut-être remercier le gouvernement libéral pour ces largesses, lui cirer les bottes ou bien encore lui faire une opposition légale et loyale ?

Nous devons certes profiter de ces largesses : comme Marx l'a toujours répété, le prolétariat est toujours éduqué, et malgré elle, par la bourgeoisie victorieuse, — non pas dans les écoles, mais en étant réveillé à la lutte, à la vie politique. Au cours du présent "lapsus" de liberté, nous devons remonter le courant, ouvrir les yeux aux masses, arracher l'avantage sur nos adversaires.

Tout ceci est possible dans ce moment spécial ; et ici le chef théorique voit déjà clairement le développement qui va suivre. En ce moment, la liberté existe pour les masses, et non pas la violence. Mais faut-il dire à celles-ci que cette situation est définitive, qu'elle est le triomphe assuré de la révolution socialiste ? Non, bien vite nous devons lutter sur le terrain extra-légal. Notre révolution doit encore se faire et si dans quelques mois ce n'est pas nous qui attaquons, ce sera le gouvernement bourgeois-opportuniste qui nous mettra hors la loi ! Effectivement, dès juillet, Lénine devait se cacher. Mais les masses avaient compris désormais.

Certes pas à la suite d'une édition des "Thèses d'Avril" : c'était ces thèses qui avaient compris l'histoire.

Mais pour l'heure la bourgeoisie gouvernait, les Soviets étaient dans l'attente et déléguaient l'essentiel du pouvoir au Gouvernement Provisoire. Ensuite, si dans les élections pour la Constituante, comme cela était certain, les bourgeois et leurs valets, tous les fauteurs de guerre étaient en majorité, le pouvoir passerait définitivement au gouvernement parlementaire, — et que feraient alors les Soviets ?

Devaient-ils se limiter à être un organe de la lutte et du temps révolutionnaires ? Leur tâche aurait été alors de mener les masses travailleuses à l'insurrection contre le Tsar, de recommander aux prolétaires de combattre héroïquement sur le front contre les Allemands, bref de verser leur sang généreux et de rentrer ensuite dans le rang pour que le pouvoir **légal** puisse gouverner sans troubles.

Pour Lénine, les Soviets n'étaient pas seulement les organes de la lutte révolutionnaire, mais bien plus encore : la forme du pouvoir d'Etat révolutionnaire. Le prolétariat assume le pouvoir au cours de la révolution anti-féodale, réalise la transformation sociale qui, en substance, est la création du capitalisme (1), mais pendant cette période il n'enlève pas seulement le pouvoir à la bourgeoisie et aux grands propriétaires terriens : il l'organise dans une forme qui les exclut et leur enlève jusqu'au **droit de représentation**.

La seule délégation politique sera celle constituée par le réseau des Soviets de la périphérie au centre, et c'est sur cette trame que reposera l'Etat ; la bourgeoisie, non seulement n'aura pas le pouvoir, mais n'y figurera même pas comme parti d'opposition. La forme propre à la révolution anti-féodale russe ne sera pas une assemblée parlementaire, comme dans la révolution française, mais **un organe fondé uniquement sur la classe des travailleurs de la ville et de la campagne**.

Non seulement le prétexte d'attendre les élections à la Constituante tombe, mais tombe aussi la nécessité de celles-ci. Et le cycle s'achèvera avec **la dispersion de l'Assemblée par la troupe**.

Il s'agit d'une voie toute différente de celle du parlementarisme : conquérir dans le Soviet une majorité bolchevique, en travaillant légalement (1848 : organiser le prolétariat en parti politique), puis conquérir tout le pouvoir au Soviet (organiser le prolétariat en classe dominante), et pour ce faire abattre, évidemment par la force, le pouvoir du gouvernement provisoire.

## LE MASQUE TOMBE EN FRANCE.

« La France est en train de devenir une puissance atomique et elle le deviendra parce qu'elle n'entend pas rester en dehors de la course aux armements qui continue dans le monde », a dit de Gaulle dans la conférence de presse qu'il donna avant les élections ; retenons cette phrase, qui prend toute sa signification lorsqu'on se souvient que celui qui la prononce fut un de ceux qui firent croire (disons à sa décharge que nos "communistes"-pacifistes l'y aidèrent bien) que, Hitler battu par les "démocrates", la guerre serait expulsée de l'histoire.

---

(1) Nous ne pouvons insister ici sur la caractérisation de la révolution russe ; le lecteur pourra se reporter à "Le marxisme devant la Russie", dans notre numéro 2, et à "Le rôle du parti dans la révolution russe", dont la publication a commencé dans notre numéro 5.

Dans cette même conférence il annonça que la France aurait bientôt un parlement, mais qu'il était bien clair qu'il ne s'agirait pas d'un parlement tout-puissant, et que c'était là la dernière chance qui s'offrait au système représentatif de survivre.

Pour les imbéciles, c'était là une menace de dictature. Pour nous, c'est un masque qui tombe : la dictature de la classe dominante, dissimulée derrière tous les systèmes représentatifs, apparaît ouvertement.

L'événement serait heureux si la puissance de la classe prolétarienne n'était tellement réduite. Car la riposte serait alors de croiser directement le fer avec la classe adverse, sur la tombe du système parlementaire.

Cette ligne historique fut affirmée déjà pour le prolétariat par le mouvement de la Gauche Communiste, au moment de l'assaut du fascisme italien. Et elle ne le fut pas seulement en doctrine, mais aussi les armes à la main, et il se révéla que seul les communistes anti-parlementaristes le firent en rejetant les alliances parlementaires anti-fascistes.

La partie fut perdue par Moscou. Zinoviev s'est réhabilité en mourant comme révolutionnaire, mais le grand tournant de l'histoire fut perdu et on ne peut séparer son nom de la consigne que donna l'Internationale aux communistes italiens : proclamer, en face de l'attentat contre le parlement, le mot d'ordre imbécile de "Vive la Liberté!", qui était celui du bloc des parlementaristes.

A présent, une telle consigne tomberait dans le vide en France. La dissolution du mouvement ouvrier y est telle que la lutte ne se fera pas pour la dictature du prolétariat, pour la Terreur rouge sur le Parlement bourgeois, mais elle ne fera pas non plus pour le mot d'ordre de la liberté !

Avec de Gaulle, le capitalisme et le militarisme se sont dressés, plus puissants que les forces de la Révolution. Mais celles-ci, dans la triste période que nous traversons, peuvent enregistrer un point favorable décisif si elles répondent à cet événement en saluant avec joie la mort du système parlementaire.

La juste position historique dans le tournant d'aujourd'hui **anticipe**, comme dans l'épopée de Lénine, la victoire dans la guerre sociale de demain. Telle est la fonction du Parti, celle qui est et reste, tandis que les personnages bruyants du drame tombent les uns après les autres dans l'ombre.

Ceux qui ne comprennent pas que, d'un côté, même des figures comme celles de Marx et de Lénine ne sont pas des causes opérantes dans l'histoire et, d'un autre côté, que pour comprendre l'œuvre de ceux-ci une vie d'homme est peu, diront contre nous, en utilisant quelques citations de Lénine, que celui-ci entendait en premier lieu utiliser à fond la poussée petite-bourgeoise et bourgeoise à la mort du tsarisme **féodal**. Mais nous savons jusqu'à quel point il l'a fait.

Nous sommes à présent en France. Et de Gaulle est un général bourgeois, et non pas un dauphin de la féodalité. Cinq cycles de démocratie ont défilé avant lui : jusqu'à la lie. Mais lui, il sonne le glas du système représentatif, sans savoir qu'il éveillera un écho terrible : le tocsin qui saluera la dictature rouge.

Pour l'heure, c'est la défense du Parlement qui meurt en France, pour toujours. Réjouissons-nous !



# LA POLÉMIQUE RUSSO-YOUGOSLAVE

## LE RÉVISIONNISME MOSCOVITE.

Le premier courant qui ait dénoncé les symptômes d'une révision programmatique de la part de Moscou a été la Gauche Communiste italienne lors du glissement des Partis communistes au « front unique » et au « gouvernement ouvrier ». Cela remonte à 1924.

Face à la Gauche qui défendait tout un corps de positions cohérentes sur les questions de la tactique, le centre de l'Internationale justifia ces mots d'ordre malheureux par la nécessité de détruire les partis opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale qui avaient trahi en 1914. Nécessité indiscutable, puisqu'après la guerre, une partie des masses prolétariennes restaient sous l'influence de ces renégats. L'Internationale avait décidé que pour détacher ces masses des chefs traîtres, il fallait défier ces derniers de participer à des actions communes pour défendre les intérêts immédiats des ouvriers contre la « réaction patronale ». Une fois la lutte défensive engagée, les opportunistes commettraient de nouvelles trahisons qui dresseraient les masses contre eux, et alors les communistes pourraient les éliminer. Tel était le schéma officiel, qui prévalut en dépit de la résistance de la Gauche. S'il a fallu la voie révolutionnaire, en Russie, pour anéantir les complices du capitalisme et de la contre-révolution, comment admettre, disait-elle, qu'on puisse y parvenir avec le **front unique** en Occident ? Avec pareille tactique, c'est l'ennemi opportuniste qui aura raison du communisme et de l'énergie révolutionnaire du prolétariat. Sa polémique se résume toute entière dans cette prévision.

Il est vrai que, parlant de « masses », Moscou commençait déjà à penser non plus aux travailleurs seulement, mais aux couches petites-bourgeoises, ce qui avait eu un certain sens historique dans la Russie anti-tsariste d'avant 1917, mais qui n'en avait plus dans l'Europe avancée...

Avec le mot d'ordre du **gouvernement ouvrier**, il ne s'agissait plus seulement de conclure un accord avec les sociaux-démocrates pour une lutte défensive, c'est-à-dire pour déloger le patronat de certaines positions contingentes. Il s'agissait, chose beaucoup plus grave, de leur proposer de constituer un gouvernement commun. Or gouverner signifie attaquer et non plus seulement se défendre. Comment donc, demandait la Gauche, peut-on appeler les sociaux-démocrates à gouverner avec nous, communistes, en pleine offensive révolutionnaire, alors qu'ils sont, de l'aveu général, les complices de la bourgeoisie ? D'ailleurs, un tel gouvernement ne pouvait surgir que sur une base parlementaire. Toutes les subtilités du président de l'Internationale, Zinoviev, sur les différents types de gouvernement ouvrier, dont l'un est la dictature du prolétariat, étaient impuissantes à masquer le fait. Proposer un tel gouvernement, c'était donc réviser les principes du marxisme, que Lénine avait restaurés, de façon plus indécente encore que les gens de la II<sup>e</sup> Internationale. Parmi les pitoyables applications pratiques que trouva le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, contentons-nous de rappeler celle de Saxe et Thuringe. C'est sur la base de la majorité parlementaire formée par les communistes, les socialistes et les indépendants que le gouvernement fut constitué. La perspective officielle était que les masses entreraient tôt ou tard en lutte pour la dictature ; que les alliés opportunistes se démasqueraient en résistant, ce qui permettrait aux

communistes de rompre l'alliance. En réalité, il suffit d'un malheureux policier pour renverser le fauteuil du président légal du cabinet « ouvrier ». N'ayant rien compris, comme il était prévisible, les masses ne bougèrent pas...

Il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage sur les exemples historiques, car la formule du gouvernement ouvrier contenait déjà en elle-même la révision totale des principes et du programme communistes, qu'on peut résumer ainsi : le pouvoir ne peut être conquis que par l'offensive armée ; il ne peut être sauvegardé que par la dictature de classe, c'est-à-dire la terreur contre tous les partis ennemis.

L'histoire s'est bien chargée par la suite de démontrer qu'avec cette tactique, c'est la voie du révisionnisme que l'Internationale avait désormais empruntée. Cette voie devrait la conduire jusqu'aux alliances avec les puissances impérialistes lors de la guerre, et après, jusqu'à la participation à des gouvernements non plus « ouvriers », mais ouvertement bourgeois, aux gouvernements de coalition nationale issus des funestes mouvements de « résistance » et de « libération ». Mais depuis longtemps, la Gauche communiste italienne l'avait abandonnée à son triste sort.

La paix revenue, les révisionnistes du communisme ont prétendu pour se justifier que, la grande question étant d'avoir l'appui des masses, il ne convenait plus de leur parler de principes, de théorie et de programme. Parallèlement, d'ailleurs, les « masses » avaient été remplacées par le « peuple », y compris les commerçants et les industriels bourgeois. Bref, on descendait au-dessous de Bernstein, jusqu'au fameux millerandisme condamné par les Jaurès et les Turati eux-mêmes... Et comme les « masses » réagissaient favorablement à l'idéologie libérale, parlementaire et constitutionnelle, les « communistes » leur parlèrent le langage libéral, parlementaire et constitutionnel.

## RIEN N'EST VALABLE, TOUT EST PERMIS.

Edouard Bernstein (1) dont on connaît la formule : « la fin n'est rien, le mouvement est tout » était mille fois plus marxiste que ces gens-là ! Sa formule signifiait, en effet, que le mouvement aboutirait nécessairement au socialisme, à condition d'être celui de la classe salariée. Nos renégats, eux, ont effacé toutes les frontières de classe, et leur mouvement englobe les petits-bourgeois, les intellectuels, les curés et les possesseurs de richesse et de capital. Sur leur bannière qu'ils se vantent impudemment d'avoir retirée de la boue où la bourgeoisie l'avait laissée tomber (2), ce qu'on lit, c'est une vieille devise de flibustiers sociaux : « rien n'est vrai, tout est permis ! ».

Et voilà que sous leur épiderme racorni, ces gens-là se découvrent tout à coup une sensibilité tâtilonne aux tentatives de révision dirigées contre le marxisme-léninisme, un patrimoine de pensée dont on se demande où il a bien pu être conservé ! C'est du moins ce que veut suggérer la violente campagne que le parti russe (qui mérite bien le titre de « guide », s'il s'agit de reniement), et les partis guidés d'Europe centro-orientale et de Chine ont menée l'été dernier contre la Ligue des Communistes yougoslaves. Or, bien qu'ayant poussé le révisionnisme jusqu'à abandonner le titre même de « parti », ces derniers ont accepté le terrain

---

1) Révisionniste allemand de la II<sup>e</sup> Internationale, combattu par Kaustky et Rose Luxembourg, ainsi que par Lénine.

2) Affirmation de Staline dans le discours de clôture du XIX<sup>e</sup> Congrès en 1953.

sur lequel leurs adversaires les défiaient, et ils se sont mis, eux aussi, à passer au crible les documents de ceux qui mettaient en doute leur fidélité aux principes.

De part et d'autre, donc, on revendique ostensiblement une **orthodoxie** idéologique, et on reconnaît que c'est une nécessité vitale pour le mouvement communiste de rester cohérent avec la doctrine consignée dans les textes et proclamations fondamentaux de Marx, Engels et Lénine.

O ironie !

## UNE CONFRONTATION UTILE ET SUGGESTIVE.

Nous qui nous réclamons de la même origine lointaine, nous ne pouvions laisser échapper cette occasion de remonter aux sources de la doctrine révolutionnaire et de prendre tous ces renégats en flagrant délit de mensonge quand ils se prétendent **orthodoxes** (1).

Au XX<sup>e</sup> Congrès, les Russes qui se scandalisent aujourd'hui des péchés révisionnistes des Yougoslaves n'ont-ils pas proclamé qu'il y a bien des voies pour arriver au socialisme ; que la violence, la dictature et la terreur qui avaient caractérisé la voie russe dépendaient d'une simple conjoncture et que, dans d'autres pays, la démocratie, le bloc des partis et le parlementarisme pouvaient tout aussi bien convenir ? N'était-ce pas là le comble du révisionnisme ? Aussi quand les titistes refusent au prédicateur russe le droit de dénoncer chez eux des révisions, on doit, sans pour cela prendre au sérieux leur œuvre critique, reconnaître un intérêt au moins dialectique à leur réponse ! Comment peut-on, disent-ils, donner à chaque nation la liberté de choisir sa voie au socialisme et continuer en même temps à prétendre qu'il appartient à Moscou de dicter cette voie à chacun ? En effet, ici le grotesque s'ajoute à l'infâme !

Il convient cependant de noter que les Yougoslaves ont été les premiers à recourir à la manœuvre qui consiste à accuser l'adversaire de révisionnisme. Or, ils n'en avaient pas davantage le droit que les Russes. En effet, si l'on voulait représenter la troisième offensive historique de l'opportunisme sous l'aspect d'une pyramide, c'est le mouvement titiste qui en occuperait le sommet. Il n'en reste pas moins que la base sur laquelle cette pyramide s'est édifiée, et qui s'est étendue à toute l'Europe soi-disant « rouge », c'est le stalinisme, qui a détruit l'unité de la doctrine marxiste, anéanti la victoire révolutionnaire auquel le nom de Lénine est indissolublement lié. Base et sommet ont été tous deux engendrés par la forme de révisionnisme la plus honteuse de l'histoire, et c'est bien en vain qu'ils s'en accusent mutuellement !

## MARXISME ET CENTRALISME.

L'analyse du programme de Loubliana nous donnera l'illustration de l'« orthodoxie » titiste.

---

1) Notre façon de discuter les textes de la polémique russo-yougoslave sera donc radicalement différente de celle des autres groupes dissidents du stalinisme. Dans leur désir de dénoncer les méfaits des Russes, ceux-ci adoptent en effet les arguments polémiques des titistes, tout comme en 1956, ils adoptèrent les revendications sociales et l'idéologie de la révolte hongroise. Ils finissent ainsi, bon gré mal gré, par tomber dans le chaudron des impérialistes d'Occident. Cela a été particulièrement net après l'exécution des Imre Nagy et C<sup>ie</sup>.

Le début du passage auquel nous nous référerons tout d'abord suffit déjà à montrer que dans l'idéologie yougoslave, un principe cardinal du marxisme, celui de la centralisation du pouvoir, reflet dialectique du centralisme des décisions économiques, a été jeté par-dessus bord. En effet, les Russes y sont hypocritement excusés d'avoir pratiqué le centralisme à l'aide de ce beau prétexte qu'il s'agissait d'un pays **économiquement arriéré** et où donc l'édification du socialisme se heurtait à des difficultés d'autant plus graves qu'il était entouré des « ambiances réactionnaires » de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Première absurdité théorique, car non seulement la concentration est un principe fondamental du marxisme, mais moins la société sera arriérée, c'est-à-dire plus le capitalisme industriel sera développé et plus aussi les classes moyennes seront prolétarisées, **et plus nous aurons de concentration révolutionnaire !**

La centralisation en Russie ne fut donc pas un misérable expédient, mais la gigantesque confirmation historique de la perspective de Karl Marx. Ce qui explique l'enthousiasme indescriptible avec laquelle celle-ci fut accueillie par les révolutionnaires et l'optimisme qu'elle éveilla en eux, c'est que la dictature centralisée avait été instaurée non pas dans un pays avancé, où elle allait de soi, mais **précisément** dans la difficile Russie.

La théorie de Loubliana se « distingue » en ceci qu'elle admet qu'une nécessité spéciale a conduit les Russes à centraliser, et que cette centralisation (adoptée pour des raisons pratiques et non pas de principe) devait s'accompagner de tendances **bureaucratiques et étatiques** qu'elle présente comme des « erreurs et des déformations du système politique de l'Etat ».

Mais de grâce, quel est donc pour le marxisme, au niveau des principes et sans déformations, « le système politique de l'Etat » dans la période de transition du capitalisme au socialisme ? **Destruction de l'Etat bourgeois, instauration de l'Etat de la dictature du prolétariat, pouvoir du parti communiste, usage de la terre pour détruire tous les autres partis.** Ici, il n'y a rien à « enrichir » : il n'y a qu'à passer, ou ne pas passer, le Rubicon au-delà duquel s'offre la Liberté atlantique au sex-appeal atomique !

La centralisation politique, qui s'est vérifiée dans toutes les révolutions, n'est pas la source de la bureaucratie que Marx, Engels et Lénine ont dénoncée comme un mal social. Cette source, elle réside dans l'économie mercantile qui, dans sa résistance à la transformation socialiste, développe une force s'opposant à la centralisation ; bref, dans la liberté de gestion et d'administration laissée aux entreprises périphériques.

Dès lors, quiconque baptise édification du socialisme ce qui arrive dans l'économie russe (en train de subir une décentralisation non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans l'industrie, grâce au principe de l'autonomie des entreprises et à la farce de leur autogestion par le personnel) porte la responsabilité de la bureaucratisation et perd donc tout droit à la critiquer. Tant qu'il subsistera une comptabilité en monnaie, il y aura bureaucratie ; et l'ampleur de cette bureaucratie dépendra du nombre des unités économiques qui, en opposition au centre, auront un exercice et un bilan propres, que l'Etat central ne devrait pas supprimer, selon les Yougoslaves, mais minutieusement enregistrer et contrôler ! Or les gens de Loubliana admettent qu'on a déjà édifié le socialisme aussi bien chez eux qu'en Russie, en plein marais mercantile et monétaire ! Aussi beau que puisse être le geste de déloger les ronds-de-cuir de leurs bureaux pour les envoyer à bêcher la terre, Moscou, Belgrade et Pékin peuvent tout autant la bureaucratie l'un que l'autre !

## LE POINT NOIR : LA DICTATURE PERSONNELLE.

Une phrase révélatrice fait suite à cette justification embrouillée de la « centralisation du pouvoir » : « En dernière analyse, une telle pratique portait au renforcement non seulement du pouvoir d'Etat, mais aussi, et toujours davantage, du pouvoir d'un seul homme ». Ici apparaît tout le fond idéologique petit-bourgeois, et même pleinement bourgeois commun à tous ceux qui se scandalisent des exploits du Kremlin sans avoir la force de rester sur le terrain révolutionnaire.

Depuis 1917, il n'y a pas d'imbécile qui ne nous ait accusés, nous communistes, de préparer le pouvoir individuel. Pour éviter cette issue, il nous aurait fallu, à les en croire, jeter par-dessus bord toutes nos thèses et nos glorieuses conquêtes : la guerre sociale pour le pouvoir ; la dictature du prolétariat et le parti de classe qui l'exerce, fort de son histoire séculaire et de sa base mondiale ; le gouvernement de la classe ouvrière en armes et la Terreur contre tous les ennemis de la Révolution.

Chez les Yougoslaves, tous ces résultats d'une lutte séculaire dans laquelle des millions de travailleurs ont donné leur sang et leur vie sont liquidés pour ne pas offenser les imbéciles qui opposent leur veto à la forme contingente du pouvoir personnel. C'est crier aux bourgeois de reprendre le pouvoir, pour l'exercer démocratiquement et collégalement.

Au fond de ce raisonnement, au moins aussi défaitiste que ceux des Russes, il n'y a rien d'autre qu'une idée digne de la décomposition actuelle de la pensée bourgeoise : l'histoire est l'histoire de la lutte contre les tyrans assoiffés de pouvoir et de sang, et elle ne progresse que lorsqu'un nouveau despotisme est jeté bas.

A son époque révolutionnaire, la bourgeoisie libérale elle-même comprenait que l'objectif de la lutte dépassait le remplacement d'un individu oppresseur, et que les forces en jeu étaient les forces sociales collectives. La bourgeoisie s'est dressée contre les monarchies absolues d'Ancien Régime, c'est vrai. Mais quand cela fut nécessaire (ce qui fut pratiquement toujours le cas), elle n'hésita pas à employer la violence, la répression, la dictature, et même les dictateurs, même si ce fut pour leur couper ensuite la tête. Sans les Cromwell, les Robespierre, les Garibaldi et cent autres, l'histoire n'aurait pas connu de grandes victoires révolutionnaires. Il est heureux que leurs héroïques partisans ne se soient pas attardés à se demander s'ils ne préparaient pas un nouveau pouvoir autocratique !

Contre la dégénérescence de la révolution russe quel meilleur recours que l'œuvre personnelle de Lénine les opposants révolutionnaires pouvaient-ils chercher ? Mais selon le stupide raisonnement yougoslave d'aujourd'hui, il était tout simplement inutile de tenter d'empêcher l'application de la politique personnifiée, à l'opposé, par Staline : puisque la « déformation » résidait, n'est-ce pas, dans la « centralisation de l'Etat » qui conduisait fatalement à la « domination d'un seul homme ».

En réalité, la cause de la révolution peut aussi bien être personnifiée par un seul homme que par dix, mille ou un million, pourvu que ce soit la force et la forme suprêmes du parti qui agissent par ces hommes. C'est là le critère qui ressort de la brillante polémique conduite par Marx il y a plus de cent ans sur la question de la dictature et reprise par Lénine il y en a plus de quarante.

Autrement, comment s'expliquerait le fait que les misérables adversaires d'aujourd'hui se disputent l'honneur d'avoir conservé la ligne du marxisme-léninisme qu'ils ont en réalité tous trahie ?

## CULTE DE LA PERSONNALITÉ.

« C'est sur cette pratique, poursuivent les Yougoslaves, (c'est-à-dire le ren-

forcement du pouvoir d'Etat que, peut-être, les bolchéviks auraient dû « assouplir » en pleine guerre civile ? !) que s'est fondé le culte de la personnalité dont on a tenté par ailleurs de donner une justification théorique et idéologique. » Le texte titiste impute cette déformation du marxisme à Staline lui-même : il aurait monopolisé le droit d'apporter des solutions aux problèmes théoriques et de les appliquer aux diverses conjonctures ; en dépit du XX<sup>e</sup> Congrès, ce mal du culte de la personnalité subsiste d'ailleurs, selon eux : les Russes l'ont trouvée mauvaise !

La critique va encore plus loin : elle accuse Staline d'avoir substitué sa propre philosophie (subjective, pragmatique, métaphysique et dogmatique) au marxisme à la faveur du monopole qu'il détenait en matière d'activité théorique. Mais si la philosophie marxiste est la bonne, les positions philosophiques doivent être expliquées comme de simples super-structures des grands conflits d'intérêts collectifs antagoniques. Par conséquent, un individu si doué soit-il (et les dons de Staline se sont révélés plus que médiocres !) ne peut faire autre chose que de prendre place dans un des grands camps en lutte : opter, si l'on veut le dire ainsi, pour une des grandes philosophies. Admettre par contre qu'un seul homme, même armé des plus hauts pouvoirs politiques, a réussi à faire prévaloir parmi des centaines de milliers de disciples contrôlant à leur tour des centaines de millions d'hommes une nouvelle idéologie le présentant comme le moteur de l'histoire, ce n'est pas condamner un ennemi du marxisme : c'est prouver que la philosophie marxiste est fautive.

Que Staline ait cru au culte qu'on rendait à sa personne, c'est possible ; que de larges couches l'aient exalté et quasi déifié, c'est certain : mais cela a été un effet, non une cause de tout le cours historique.

Staline n'a fondé aucune doctrine nouvelle, ni vraie, ni fautive ; il a simplement utilisé le prestige de la doctrine classique du prolétariat pour empêcher que la classe ouvrière refuse son appui aux manœuvres que les événements lui imposaient à lui. En cela, il a été le précurseur de la polémique russo-yougoslave actuelle. Il s'est trouvé, c'est vrai, une bande plus ou moins bureaucratifiée de propagandistes pour accréditer cette tromperie. Encore fallait-il que l'infrastructure sociale et historique fournisse les conditions d'une semblable dégénérescence. Là, comme partout, c'est l'évolution des rapports de production réels qui nous donne la clef du problème.

## LE FAMEUX ENRICHISSEMENT DU MARXISME.

Les auteurs des thèses de Loubliana accusent encore Staline d'avoir fondé un nouveau **dogmatisme**. Peut-être voulaient-ils dire qu'il avait tenté de faire prévaloir un nouveau **principe d'autorité** en matière idéologique dans le but de faire reconnaître son Verbe comme le seul vrai. Mais Staline n'était pas assez bête pour tirer une théorie de cette nouvelle infailibilité. Au contraire, c'est lui précisément qui a soutenu, non sans habileté, que le marxisme n'est pas un système de dogmes inscrits sur de nouvelles « tables de la loi ». C'est lui qui a accusé les révolutionnaires orthodoxes (traditionalistes, si l'on veut) de « dogmatisme » et de « talmudisme ». Il voulait ainsi se réserver la possibilité de faire prévaloir une praxis qui, à chaque tournant, entrait invariablement en contradiction avec les écrits des théoriciens du parti. Dans ce but, il a soutenu que le marxisme, loin d'être fixe, évolue et se complète en tenant compte de tous les événements nouveaux qui se sont produits depuis sa fondation.

Selon lui, la doctrine n'était donc pas un système parfait constitué une fois pour toutes, comme il le semblait aux sectaires (nous, révolutionnaires !) remâchant continuellement les mêmes formules. Qui donc peut contester à Staline le titre de fondateur de la nouvelle théorie qui veut que la doctrine sociale se constitue par évolution graduelle ? Seuls les révolutionnaires qui ont exprimé toute la grandeur du marxisme dans cette rude thèse : la société ne procède pas par améliorations graduelles, mais par révolutions. De même que l'organisation de la société humaine, la science de cette société se forme non pas par de continues ajoutes, mais d'un seul bloc, dans un « bond » révolutionnaire.

Le XX<sup>e</sup> Congrès a bien désanctifié Staline, mais il a manifestement hérité sa phobie du dogmatisme. Il a établi que si la Violence, la Dictature et la Terreur avaient une valeur universelle en 1917, il n'en était plus rien aujourd'hui, à cause d'une grande nouveauté : la victoire de la révolution prolétarienne et l'existence du socialisme sur la moitié du globe. Prémisse fautive et conclusion doublement fautive : mais c'est bien par cette voie que l'on est arrivé aux « **diverses voies nationales au socialisme** » ; c'est bien par cette voie que l'on a fini par amputer la science marxiste de la thèse de l'**inévitabilité des guerres en régime capitaliste**, que même Staline admettait. Or, si Krouchtchev et C<sup>ie</sup> sont ainsi tombés plus bas que Staline lui-même, n'est-ce pas encore de lui que leur position dérive par le **principe de mutabilité** qui est à sa base ?

Pour leur malheur, les prétendus « orthodoxes » qui sont montés à la tribune de Loubiana sont eux aussi dans la ligne stalinienne puisqu'ils admettent que le marxisme est une science en évolution, et non, (comme il l'est en réalité) une science de la révolution et une révolution de la science évolutionniste bourgeoise. « La pensée marxiste, disent-ils, comme toute autre découverte scientifique, ne reste vivante et révolutionnaire qu'à condition de se développer et de s'enrichir continuellement. » Même dans la forme, cette formule est encore plus grossière que celles des Krouchtchev ; nous le regrettons, non pas pour le maréchal Tito qui, en fait de théorie, est du calibre du défunt généralissime Staline, mais pour Kardelij et Rankovitch, qui sont des « professeurs » !

Ainsi la propriété « évolutive » du marxisme dériverait du fait qu'il serait une « découverte scientifique » pareille à toute autre ? Cela signifie que pour ces gens la connaissance que l'humanité a d'elle-même et de l'univers progresse chaque fois qu'un savant tire de son petit cerveau individuel quelques lignes nouvelles. Celles-ci sont toujours considérées comme un apport positif qu'académies, universités et éditions officielles déverseront dans le grand fleuve solennel de la Science en progrès continu. Quels défenseurs du matérialisme, quels rectificateurs du marxisme que ces Yougoslaves ! Comme ils remédient bien au mauvais usage qu'en avait fait Staline ! Cette doctrine-là est celle de l'**accumulation de la science** qui mérite bien l'étiquette capitaliste d'**« enrichissement »** dont Staline l'avait affublée : « **Misère de la Science** » !

## "PAUVRETÉ" DE STALINE ?

Nous venons de voir que les titistes ne peuvent accuser Staline de « dogmatisme » qu'à l'aide d'un faux critique grossier. Mais quelles conclusions particulièrement erronées lui reprochent-ils ? Tout d'abord une « sous-estimation des résultats déjà obtenus au cours du développement socialiste » !

Pauvre Staline ! Lui qui a tant fait pour « sur-estimer » la structure de la

société russe ! Qui est allé jusqu'à soutenir que la loi de l'échange mercantile avait droit de cité dans l'économie socialiste (1) ! Qui a prétendu qu'en Russie il ne restait plus qu'à passer au stade **supérieur** du communisme ! Se voir accusé dans les enfers d'avoir « **sous-estimé les succès** », après avoir fait avaler d'aussi grosses couleuvres à ses disciples ! Ce n'est pas un hasard si personne, ni au XX<sup>e</sup> Congrès, ni à Loubliana, ne lui a reproché justement cette gigantesque caricature de l'économie marxiste, dans laquelle se résume **tout** son révisionnisme.

Le second reproche qui a été adressé au dogmatisme de Staline est de l'avoir empêché de voir comment « les révolutions socialistes » et les « résultats de la pratique socialiste » (y compris, naturellement celle de l'Etat serbo-croato-slovène) « modifiaient sous bien des aspects les conditions de la lutte pour le socialisme ». Mais ceux du XX<sup>e</sup> Congrès l'ont bien vu, eux, et hautement proclamé dans leurs thèses boîteuses ! Ainsi, la bêtise de Staline aurait privé le prolétariat de ce beau succès : proclamer que la destruction de l'appareil d'Etat et l'instauration de la dictature n'étaient que de stupides vieilleries, tout comme la lutte des classes du bon vieux temps, qui aurait enseigné à un Etat prolétarien à ne pas faire d'alliances type 1941 avec les Etats capitalistes, à ne pas accepter d'argent de leurs mains sous le prétexte d'aller « au socialisme dans de nouvelles conditions » !

## LE HEURT POLITIQUE RUSSO-YOUGOSLAVE.

Il est piquant de constater que ces partis et ces gouvernements qui s'accusent réciproquement de révisionnisme anti-socialiste reconnaissent à l'adversaire le mérite de rester à tous points de vue un « pays socialiste », alors que c'est justement ce que le débat devrait prouver ! C'est de la même façon qu'on ignore la déformation la plus grave que Staline ait infligée au marxisme, celle qui appartient au domaine de la politique économique, pour ne lui reprocher que sa politique extérieure ! « Dans l'action anti-yougoslave de Staline en 1948, disent les titistes (qui n'auraient garde de lui reprocher ses alliances de la seconde guerre mondiale), ses buts d'hégémonie avaient pris de toute évidence le pas sur les véritables intérêts du socialisme. » L'allusion non voilée a fait aux Russes l'effet d'une gifle ! C'était en effet accuser ouvertement la Russie d'être un impérialisme et non seulement de ne plus exprimer les intérêts des salariés de l'intérieur, mais encore d'exploiter économiquement les Etats satellites au grand dam de leur prolétariat. Cette dissension de 1948 avait éclaté parce que le gouvernement yougoslave revendiquait le droit à l'autonomie, non seulement pour édifier le socialisme, mais aussi pour naviguer avec sa propre boussole dans l'océan des relations internationales. La critique n'a pas grande portée historique. Car les titistes ne disent rien de la véritable « révision » contenue dans la politique extérieure de Staline après la guerre, qui fut d'appuyer les gouvernements formés par les mouvements de résistance dans les pays « libérés » de l'armée allemande. Pourtant, ces mouvements anti-allemands reproduisaient à l'intérieur de chaque pays l'indigne alliance entre les Etats bourgeois démocratiques et ploutocratiques et les partis corrompus de la classe ouvrière qui, pour garder leur contrôle sur elle exploitaient sans vergogne le vieux prestige de Moscou et les aspects insurrectionnels de la lutte nationale de libération.

---

1) Cf. *Les Problèmes économiques du Socialisme (1953) et la critique de notre courant « Dialogue avec Staline »*.



Mais comment les Yougoslaves auraient-ils pu dénoncer cette monstrueuse déformation de la politique marxiste, puisque, avec tous les disciples de Staline, ils avaient été d'accord !

Disons seulement que la perspective de Staline était celle d'un homme qui avait abandonné la voie de la révolution communiste, mais non d'un lèche-botte du capitalisme mondial comme les Russes et les Yougoslaves d'aujourd'hui ! Et ce ne sont pas eux, mais la Gauche révolutionnaire, qui ont su dénoncer ce qu'elle avait d'illusoire : la promesse de la rupture de ce bloc honteux au moment crucial par la formation de gouvernements appuyés sur les faux communistes en Yougoslavie, France, Italie, Autriche et Scandinavie pour **battre** dans un éventuel conflit militaire l'Amérique et l'Angleterre anti-communistes !

## DONNÉES GÉOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES.

Pour rompre le bloc, la Yougoslavie se trouvait dans une position privilégiée, car la lutte entre les différentes formations de la résistance anti-allemande avait été liquidée à coups de canon avant l'arrivée en force des vainqueurs de l'Est et de l'Ouest, au lieu d'aller se perdre, comme ailleurs, dans de misérables disputes parlementaires. Tito exprima ainsi le seul mouvement européen qui, au lieu de recevoir le pouvoir des mains de généraux américains ou russes, le conquit vaillamment par ses propres forces, son armée paysanne et populaire ayant dispersé les forces bourgeoises pro-américaines qui aspiraient à incarner la révolte contre les Allemands et à leur succéder au gouvernement. On ne peut donc pas nier à Tito les capacités politiques et organisatives d'un chef d'insurrection populaire. Mais on doit lui refuser la qualité de marxiste. Si Staline était sorti d'un parti marxiste formidable, lui non. En cinquante ans, un militant révolutionnaire n'a jamais eu affaire à lui, ni comme théoricien, ni comme chef prolétarien. Il avait donc encore moins de droits à représenter la Yougoslavie prolétarienne que Staline la Russie. Pourtant, son pays avait eu des partis socialistes et communistes. Le parti serbe possédait une haute tradition révolutionnaire puisque dans la première guerre mondiale déjà il avait su rester sur la ligne du pur internationalisme devant l'invasion autrichienne, condamnant tout socialisme national. Les partis croate et slovène eurent aussi de bonnes traditions de classe ; leur orientation immédiate vers la III<sup>e</sup> Internationale prouva qu'ils étaient aussi éloignés de l'infatuation nationale que de l'asservissement à l'Etat des Habsbourg. Contrairement à Staline, Tito n'a même pas pu se fabriquer une littérature le liant à ces traditions. A quelques exceptions près, le groupe qui l'entoura au gouvernement se rattache de même très mal à l'histoire des partis ouvriers marxistes de Yougoslavie.

Le développement d'une politique yougoslave indépendante de la politique russe n'a donc pas sa source dans des différends sérieux concernant le marxisme. Sa cause réside dans la situation géographique qui permettait à la Yougoslavie de conserver une bonne position d'indépendance à l'égard des Etats des deux camps, non sans faire preuve de courage, d'ailleurs.

## PHILOSOPHIE DES SOMMETS.

Ce que les Yougoslaves n'ont pas eu le courage de reconnaître, c'est que l'économie russe n'était pas socialiste : car ils auraient immédiatement été obligés de constater que la distance de leur propre économie au socialisme était encore

plus grande. Cela explique la faillite totale des « services scientifiques » de Tito dans la dénonciation du « révisionnisme idéologique » des Russes : la chaire de marxisme qu'ils ont voulu dresser s'appuyait sur des bases économiques trop incertaines pour être solide ! Mais les conclusions « philosophiques » de Loubliana ne sont pas seulement contredites par une saine compréhension du marxisme. Elles sont démenties par la politique yougoslave elle-même. On a vu que les thèses s'en étaient principalement prises à la « domination d'un seul homme ». C'était non seulement tirer un misérable coup à blanc, en ligne de principe, mais encore se ridiculiser, du fait de la continuelle présence sur l'avant-scène yougoslave de la décorative personne du maréchal Tito, auquel on ne connaît pas de « second », mais tout au plus quelques suiveurs. Quant à la dictature idéologique, il ne semble pas que ceux qui osent être d'un autre avis que lui connaissent un sort meilleur que les opposants à Staline ! Si c'est du « révisionnisme » que d'avoir un seul chef, qu'attendent donc les Yougoslaves pour réformer les sommets de leur Etat ? Et, pour terminer par le reproche de « subjectivisme » adressé par les titistes à la « philosophie » stalinienne, quoi de plus « subjectif » en matière de politique extérieure que les habiles rencontres de leur chef avec les autres équilibristes de la constellation diplomatique mondiale ?

Ce « subjectivisme » tend probablement à couvrir une manœuvre en direction de l'Amérique, dont on soutient qu'il est légitime pour des « socialistes » d'accepter les subsides. Mais comment ne pas sentir « en ligne philosophique » qu'on veut nous imposer les « rencontres au sommet » comme le seul moyen de sortir des tourments infligés par l'organisation bourgeoise du monde ?

Ce dont Loubliana n'a pas non plus soufflé mot, c'est qu'il existe une forme particulièrement nocive de la direction personnelle : le pouvoir en uniforme. L'abus qui en est fait aujourd'hui nous ferait regretter d'avoir peut-être sous-estimé, il y a quarante ans, la tradition ouvrière de l'anti-militarisme. Nous, marxistes, nous admettons qu'à certains tournants historiques, le fil conducteur de la révolution puisse être tenu par un seul homme, à condition que ce soit un homme de parti. Eh bien, jamais l'homme de parti ne se pavanera en uniforme. Lénine, qui supporta tout le poids du pouvoir et qui y laissa sa vie, n'en mit jamais. Et il est regrettable que Trotsky, indubitablement homme de parti et que les révolutionnaires auraient vu avec joie « au sommet » en 1926, ait laissé le mauvais souvenir de certains portraits en uniforme de général. Simple remarque en passant, mais il est sérieusement souhaitable que le prolétariat retrouve sa haine traditionnelle contre les militaires de profession dont la démocratie comme le totalitarisme, les fascismes comme les mouvements de résistance ont fait un abus écoeurant sans soulever de protestations. Cette protestation, ce n'est pas de Loubliana ou de Belgrade qu'elle est venue, ni pouvait venir !

## FOUDRES RUSSES.

Immédiatement avant le Congrès yougoslave, le **Kommunist**, revue théorique du parti communiste soviétique avait publié une attaque particulièrement prudente contre les titistes, dans l'espoir d'obtenir une atténuation de leurs thèses au cours même du débat de Loubliana, atténuation qui ne s'est pas produite. Il est intéressant de s'y référer pour débrouiller les importantes questions que ce débat inattendu a posées sans qu'aucun des deux adversaires ait eu le mérite de les éclairer.

L'article russe part de cette affirmation préjudicielle qu'il y a deux dangers

à combattre dans l'intérêt du marxisme-léninisme : le dogmatisme et le révisionnisme. Mais il dénonce comme totalement fausse l'analyse que les Yougoslaves en avaient faite.

Parmi les erreurs de principe de leurs thèses, il relève qu'ils admettent l'existence, à l'époque actuelle, d'une **voie évolutive** au socialisme à côté de la **voie révolutionnaire**. Que cette thèse se trouve dans le système idéologique plutôt confus des Yougoslaves et qu'elle soit fausse, c'est certain. Mais les gens de Loubliana ont un certain droit à répondre que cette innovation a été lancée par le XX<sup>e</sup> Congrès lui-même, quand il discuta des diverses « voies » possibles au socialisme en dehors de la voie russe que jusque-là tout le monde considérait comme unique, typique, classique. A cela, les Russes répondent à leur tour (dispute digne des **doctores subtiles** qui nous comble d'aise, nous que l'on a toujours accusés de byzantinisme doctrinal !) qu'ils n'ont nullement autorisé une voie **évolutive** en opposition à la voie **révolutionnaire**. (Sans doute leur reste-t-il suffisamment d'oreille marxiste pour frémir au seul mot « d'évolution »). Ce qu'ils ont dit serait tout autre : jusque-là, Marx et Lénine avaient parlé d'une voie **violente** de transformation de la société capitaliste en société communiste ; dans les conditions actuelles, la voie **pacifique** apparaît également possible ; mais pour nous, cette voie pacifique reste **révolutionnaire**.

Admirez la finesse philosophique de ce « **distinguo** » ! La voie évolutive n'est pas révolutionnaire, mais la voie pacifique est aujourd'hui une des voies possibles au développement de la révolution ! En d'autres termes, s'il était vrai (mais c'est faux !) que le prolétariat soit au pouvoir et que l'économie soit socialiste dans une moitié du monde, on pourrait considérer comme possible que la bourgeoisie cède la place sans coup férir dans certains pays, qui viendraient s'insérer dans le camp des pays déjà socialistes, et donc forts économiquement et militairement.

En effet, la théorie centrale du XX<sup>e</sup> Congrès avait été l'**émulation pacifique** prévoyant un accord de désarmement entre pays capitalistes et « socialistes » et laissant à l'humanité la liberté de choisir son régime social par comparaison entre les deux systèmes. En quoi pareille position (négation de la perspective de Staline qui, soit dit à son honneur, continuait à penser, comme Lénine, que le heurt entre Etats restait inévitable) est-elle moins perfide que la thèse de l'« évolution » ?

En réalité, elle est encore plus dangereuse à cause du tour de passe-passe qui consiste à présenter ce choix futur comme un processus révolutionnaire sous le prétexte qu'il aboutirait à la substitution d'un mode de production par un autre, **contenu social de toute révolution**. Mais est-ce, oui ou non, une thèse fondamentale du marxisme que cette substitution ne peut résulter que d'une **guerre sociale et civile** ?

## DEUX ERREURS IDÉALISTES ÉQUIVALENTES.

Politiquement, évolution ou pacifisme sont deux concepts qui ont toujours entraîné l'abandon total du programme de la classe ouvrière. Philosophiquement, ils s'opposent au matérialisme historique et sont un rabâchage de l'idéalisme bourgeois. Qu'il devienne pacifique, progressif ou évolutif, le marxisme est pareillement émasculé, et de façon pire encore que dans le réformisme classique : il n'est pas une page de Marx, Engels ou Lénine qui ne le prouve .

La formule yougoslave du développement « progressif » ou « évolutif » laisse pourtant à qui l'emploie une échappatoire, il est vrai bien piètre. Toute évolution

peut menacer de devenir involution ; tout progrès, régression. C'est bien ce que Messieurs les Champions de l'Opportunisme nous crient dès qu'ils voient menacés les patrimoines **sacrés** de la démocratie et du libéralisme bourgeois, c'est-à-dire quand quelque ridicule parlement est pris à coups de pieds au derrière, comme en France, ou bien qu'ils encaissent une belle râclée électorale, comme en Italie. Alors, contrairement à la formule de la voie **pacifique**, la voie **évolutive** laisse la possibilité... verbale de recourir à la **force** pour remettre en branle évolution, progrès et crétinisme constitutionnel. La voie violente qui était écartée pour aller au communisme reste valable pour sauver ce qui est purement bourgeois !

La formule « pacifique », qui, selon les théoriciens désinvoltes du **Kommunist**, sauverait le contenu **révolutionnaire** est au contraire la pire de toutes. A quoi conduit en effet la théorie de la coexistence pacifique émulative, si ce n'est à admettre que le passage d'un mode de production historique à un autre peut se faire par un simple processus mental et culturel, sans heurt armé ? Dans ce cas, la **conscience** et la **volonté** des individus et des classes précéderaient le heurt social. Ce n'est pas du matérialisme, mais de l'idéalisme. C'est le reniement total des positions classiques de Marx et de Lénine pour lesquels la révolution éclatait et remportait la victoire avant que se soit formée, **en dehors du parti de classe**, une conscience générale de ses conditions et de ses fins. Mais le parti, dans lequel cette conscience se trouve anticipée en quelque sorte, est un élément complètement oublié et négligé dans les contorsions théoriques de Loubliana et de Moscou !

La voie **évolutive** et la voie **pacifique** impliquent toutes deux que l'idée de la transformation sociale peut se former dans la tête de tous les hommes (ou, pis encore, de leur majorité démocratique) avant que la transformation elle-même soit réalisée dans la société. C'est la négation du matérialisme historique. Et les Yougoslaves ont autant de raison de reprocher aux Russes d'être tombés dans une métaphysique de l'histoire que les Russes aux Yougoslaves. C'est en vain que, révisionnistes éhontés du marxisme en économie, en politique et en doctrine, les Russes espéraient rejeter l'accusation sur leurs adversaires titistes, sous le mince prétexte que ceux-ci avaient osé baptiser « évolutive » leur voie « pacifique » du XX<sup>e</sup> Congrès ! On peut bien les mettre tous dans le même sac, si l'on songe que ni les uns ni les autres ils ne soufflent mot des structures **économiques** réelles de leurs pays. Exploitant l'ignorance capitaliste mondiale, ils forment une belle paire d'alliés quand il s'agit de dissimuler que les voies qu'ils suivent (et qu'ils baptiseront comme ils voudront) ont pour caractère historique commun non d'aller au socialisme, mais d'être des moyens rebattus de le trahir et de lui tourner le dos.

## **SCHEMAS ÉCONOMIQUES DOUTEUX.**

Pourtant, on trouve dans le **Kommunist** une vague allusion à une erreur **économique** du programme de Loubliana. Selon ce dernier, l'Etat « limiterait actuellement le capitalisme de monopole », dans les pays occidentaux, évidemment. Le **Kommunist** juge que c'est là une fausse conception des « processus caractéristiques du capitalisme contemporain ». Les Yougoslaves voyant dans la politique économique actuelle des Etats bourgeois une tendance à revigorer le capital privé aux dépens du dirigisme et du monopole d'Etat, leur voie « évolutive » consisterait à lui opposer simplement un développement des éléments capitalistes d'Etat considérés comme susceptibles de conduire graduellement au socialisme.

Si les Russes ont bien reconstitué la thèse yougoslave, il s'agirait donc de faire

pression sur la politique économique des Etats bourgeois pour obtenir des mesures de capitalisme d'Etat et faire pièce au vieux capitalisme libéral. Les stades de l'« évolution » seraient donc : capital privé libre — monopole contrôlé par l'Etat — entreprises à capital étatique. La destruction révolutionnaire du pouvoir central deviendrait superflue, dans la mesure où les éléments capitalistes d'Etat se transformeraient d'eux-mêmes en socialisme.

Cette perspective, qui est évidemment anti-marxiste, doit être examinée sous deux profils : comme diagnostic des formes actuelles du développement capitaliste, et comme théorie du passage à la société socialiste.

C'est évidemment une énorme bévue que de ne pas s'apercevoir qu'aucun pays bourgeois ne retourne aux formes libérales du capitalisme. Les « éléments » de dirigisme central, de monopole de secteurs productifs entiers, bref, de capitalisme d'Etat vont au contraire se développant si bien qu'ils n'ont nul besoin que les professeurs de Loubliana courent à leur aide !

En ligne de principe, maintenant, il n'est pas moins clair que cette orientation du mouvement économique ne prépare pas, même involontairement, au socialisme, mais au contraire sert la conservation et la défense du système capitaliste.

Tout cela n'enlève rien de son ridicule à la montée en chaire des prétendus marxistes russes qui « découvrent » tout à coup que « l'Etat bourgeois moderne n'est pas quelque chose au-dessus des classes, mais l'organisation de classe des capitalistes pour la défense des conditions générales de la production capitaliste ». Comme c'est bien dit, mais comme il était aussi facile de découvrir la tricherie des Yougoslaves ! Marx n'avait-il pas déjà dit qu'une fois la totalité du capital concentrée dans une seule main, l'assaut de la révolution devient plus facile ? Et Lénine n'avait-il pas posé la forme du capitalisme d'Etat comme une condition nécessaire pour la transformation socialiste de la Russie à une époque où l'on n'en était même pas encore arrivé partout au capitalisme privé et où l'on pataugeait dans la petite production mercantile ? Il est vrai que tous deux reliaient dialectiquement la condition économique à la condition politique : non pas évolution, mais explosion de violence, dictature de classe, ce en quoi les Russes n'ont eu garde de les suivre !

Par contre, dans son zèle anti-yougoslave, le **Kommunist** est allé jusqu'à perfectionner — en pure théorie — la formule classique de Marx et Engels, et à écrire « pour la défense des conditions générales de la production capitaliste » là où il y avait simplement « pour la défense des intérêts de la classe dominante ». Mais alors, qu'ils confrontent un peu leur formule théorique avec ce qui se passe chez eux ! Qu'est-ce que « les conditions générales de la production capitaliste », sinon l'échange mercantile, la loi de la valeur, la monnaie, le régime salarial de la force de travail et l'autonomie financière d'entreprise ? Il est donc bien clair que tout comme son petit frère de Belgrade, l'Etat russe répond parfaitement à la définition que ses théoriciens donnent de l'**Etat bourgeois moderne**.

## A QUI LA FAUTE ?

La revue russe a le toupet d'ajouter que « même les nationalisations ne représentent pas par elles-mêmes un passage au socialisme » et de se référer, pour la démonstration, à l'exemple du labourisme anglais. Quels enfonceurs de portes ouvertes, ces gens qui prétendent nager en plein socialisme au moment même où ils « dénationalisent » comme on l'a vu pour les stations de machines et trac-

teurs ! En réalité, les théoriciens de Loubliana n'avaient pas dit une bêtise aussi colossale. Le sens de leur discours était simplement le suivant : pour passer du capitalisme ouvert au capitalisme dissimulé derrière la propriété étatique des entreprises industrielles comme en Russie et en Yougoslavie, on n'a pas besoin de révolution violente, ni de dictature de classe et de terreur. On rit des découvertes scientifiques dont cette sorte de « marxistes » « enrichissent » la doctrine originelle ! Mais les Russes ne font pas moins rire quand, pour leur répondre, ils vont déranger « la nécessité pour la classe ouvrière d'instaurer sa domination politique, de prendre en mains les moyens de production fondamentaux pour réorganiser la société de façon socialiste ». Que d'atténuations ! : les moyens de production se réduisent à ceux qui sont « fondamentaux » (?); quant à l'introduction du socialisme, c'est une simple « réorganisation » (de quoi ? du capitalisme mercantile, donc ?) Mais tout cela n'est rien à côté de la dernière perle : « et la classe ouvrière doit réaliser la dictature du prolétariat **sous une forme ou une autre** » ! O renégats ! La dictature du prolétariat, telle que Marx et Lénine l'ont comprise, n'a qu'une seule forme : c'est le parti historique et international de la **révolution** communiste qui l'exerce et l'exprime !

En résumé, le **Kommunist** a condamné la voie « évolutive » yougoslave en montrant qu'elle se ramenait à une apologie de l'étatisme bourgeois. Si cette thèse est condamnable quand elle vient de Loubliana, pourquoi, de grâce, en fait-on une véritable orgie dans les partis communistes d'Occident qui réclament à l'Etat bourgeois (voire clérical et « fasciste » !) la nationalisation de centaines d'entreprises, de services et d'administrations ? Pourquoi ce qui est scandale à Belgrade devient-il chef-d'œuvre de politique économique à Rome ?

Ni ici ni là il n'existe d'antithèse entre la libre initiative capitaliste privée et la gestion économique d'Etat. L'intervention de l'Etat est aujourd'hui l'idéal des capitalistes et des ploutocrates « opérateurs économiques » auxquels les méandres compliqués de la législation gouvernementale permettent de pomper plus sûrement profit et surprofit.

Pourtant, c'est à cela que conduit l'application de la « science » marxiste des « enrichisseurs » yougoslaves et russes à l'économie actuelle, dont les caractères essentiels se trouvent définis depuis un siècle dans quelques dizaines de pages fondamentales des écrits révolutionnaires !

## DEUX SYSTÈMES SOCIAUX OU DEUX BLOCS MILITAIRES ?

Le **Kommunist** fait un crime à la description yougoslave d'avoir parlé d'une division du monde non pas en deux systèmes sociaux différents (le capitalisme et le « socialisme », naturellement !), mais en deux grands **blocs** politiques et militaires axés l'un sur les Etats-Unis et l'autre sur la Russie, blocs dont la Yougoslavie prétend habilement, depuis longtemps déjà, se tenir à égale distance.

Les thèses de Loubliana vont même plus loin encore. Elles expliquent la tension internationale non pas par l'« agressivité du capital de monopole », contrairement aux Moscovites, mais par la « politique de force » des grandes puissances et des blocs. (C'est insinuer, proteste le **Kommunist**, que l'U.R.S.S. pratique une **politique de force** alors qu'une telle politique est incompatible avec l'essence de son régime social !) Selon elles, la situation d'après-guerre a été viciée par la division du monde en « sphères d'influence politique », comme on le voit en Allemagne, en Corée et au Vietnam (et comme on pourrait bien le voir demain dans l'Orient arabe,

ajouterons-nous). Cette description yougoslave de la situation internationale est plus exacte que celle de Moscou qui est tout entachée de **pacifisme** et de **défen-sisme**. Mais dans leur façon de poser le problème des **causes** qui ont conduit à cette situation, les Yougoslaves commettent tout comme les Russes, deux erreurs anti-marxistes fondamentales, les mêmes qui ont conduit le parti prolétarien à la ruine en 1914, en 1939... et aujourd'hui.

La première consiste à expliquer la grave situation internationale actuelle par des fautes politiques des puissances qui ont organisé le monde d'après-guerre sur la base des compromis que l'on sait. C'est une erreur volontariste, car elle regarde les « sphères d'influence » et les « blocs militaires » comme la réalisation de projets de chancelleries et de gouvernements, au lieu d'y voir l'effet nécessaire du caractère impérialiste de la seconde guerre mondiale.

La seconde erreur consiste à expliquer les guerres internationales en fonction de la différence d'organisation sociale des Etats en conflit. C'est historiquement faux. Dans les guerres du début du XIX<sup>e</sup> siècle, on ne peut pas parler de heurt de systèmes différents puisqu'elles opposaient la très bourgeoise Angleterre à la France issue de la révolution bourgeoise. La guerre de 1914 ne fut pas davantage, comme on prétendit, un conflit entre le système démocratique et le système féodal, l'Allemagne et la Russie y ayant été jetées par les mêmes causes que la France et l'Angleterre : le mercantilisme international.

D'ailleurs, ce n'est pas non plus la victoire militaire qui décide entre deux « systèmes » : Napoléon qui représentait la démocratie bourgeoise face à l'Europe d'Ancien Régime fut battu, ce qui n'empêcha pas la même démocratie de prévaloir en quelques décades.

Déjà en 1914, c'est contre des erreurs analogues des nationaux-opportunistes que les internationalistes, Lénine en tête, eurent à lutter.

## **C'EST LE FASCISME QUI A GAGNÉ LA DERNIÈRE GUERRE.**

Les thèses valables pour la guerre de 1914 permettent d'établir l'interprétation marxiste de la seconde, dont les causes résident dans la lutte impérialiste pour les marchés, et non dans la louable intention de délivrer le monde du totalitarisme pour introduire partout le système parlementaire.

La guerre n'aurait pas été gagnée par les Alliés, si la Russie d'abord alliée avec Hitler (au point d'anéantir le parti communiste de Pologne pour lui complaire, quitte à réhabiliter ce parti en 1956 au XX<sup>e</sup> Congrès) n'était passée par la suite dans le camp des ploutocraties capitalistes. Ce ne sont donc pas les systèmes qui déterminent les alliances de guerre, non plus que les idéologies, mais les intérêts et les forces. Il est donc ridicule de la part des Russes d'empêcher les Yougoslaves d'appliquer cette terminologie marxiste à la politique soviétique et pis encore de leur reprocher de repousser la thèse stupide selon laquelle on ne produit d'énormes armements que par précaution, dans le but de fonder la paix universelle !

Les événements qui se succèdent depuis la fin de la guerre démontrent de façon éclatante la « victoire » du système démocratique et parlementaire ! Après la victoire, la Russie s'est naturellement bien gardée d'abolir son totalitarisme intérieur. On répondra que c'était parce qu'il s'agissait de la dictature du prolétariat : comment expliquer alors l'alliance de guerre du système « prolétarien » avec le système capitaliste d'Amérique, d'Angleterre et de France ? Qu'on nous fasse grâce de rappeler ici encore une fois l'évolution du système représentatif

américain et anglais pendant la guerre et après, de démontrer que même en économie, le programme fasciste marque des points dans ces pays, ce qui promet de nouveaux changements politiques à échéance plus ou moins proche. Limitons-nous à l'exemple de la France.

La récente liquidation de la démocratie parlementaire lors de la venue de de Gaulle au pouvoir a une grande signification historique : la déféstation du parlement « librement élu par le peuple » ; l'abolition de la charte constitutionnelle de 1945 qui avait pourtant reçu toutes les bénédictions légales ; enfin la poursuite à coups de pied dans le derrière d'une demi-douzaine de partis politiques et électoraux, tout cela, (qui a hautement divertit tout véritable marxiste et tout véritable révolutionnaire), s'est déroulé sans effusion de sang, sans rencontrer ne disons même pas de résistance armée, mais la moindre résistance verbale ou écrite sérieuse.

En accueillant par l'indifférence le coup d'Etat de de Gaulle, lui qui avait accompli 1848 et 1871, le prolétariat français n'a pas fait preuve de lâcheté. Les lâches et les traîtres ont été au contraire ses chefs socialistes et communistes qui depuis 1945 lui bourraient le crâne de promesses parlementaires. La masse de Paris et de France, elle, a compris qu'on ne meurt pas pour une cause morte comme celle du parlementarisme. Sans qu'il se trouve aucun théoricien et aucun chef prolétarien pour le lui dire, elle a également compris que ce coup d'Etat n'était pas le fruit des ambitions effrénées d'un dictateur, mais le résultat prévisible de la seconde guerre mondiale qui a enterré pour toujours les illusions de liberté au-dessus des classes, idéal vide qui fut pourtant celui de la « Victoire ».

Les socialistes, eux, se sont magnifiquement accomodés de servir de Gaulle et de faire avec lui des funérailles de première classe à la Constitution poussive de l'an 166 et à la N° République une et indivisible, toutes choses qui leur étaient cependant beaucoup plus chères que le socialisme. Quant aux communistes, ils seraient enchantés d'une manœuvre quelconque avec de Gaulle, à condition qu'elle avantage le « système » de Moscou et affaiblisse celui de Washington.

Et après ces faits criants, on n'aurait pas le droit de dire que les blocs de 1939 ou de 1942 ont été des blocs sans principe ?

## LA SOCIÉTÉ ET L'ÉTAT.

La critique des Yougoslaves au « stalinisme » et au « bureaucratisme » russe a été particulièrement désagréable aux Soviétiques qui sont allés jusqu'à blanchir Staline d'une accusation qu'ils avaient eux-mêmes lancée contre lui en 1956, celle d'avoir aboli la doctrine marxiste de l'**extinction de l'Etat**. Naturellement, ils ont également repoussé le reproche d'avoir révisé les thèses fondamentales du « marxisme-léninisme » sur l'Etat et le droit.

Ce problème central de la doctrine concerne : 1) les rapports entre la **Société** et l'**Etat** et 2) les rapports entre l'Etat révolutionnaire et le parti révolutionnaire. Les Yougoslaves ont fait une terrible confusion entre le bureaucratisme, qui affecte tous les modes de production en décadence, et la centralisation du pouvoir qui est au contraire un fait positif, et que la théorie de Marx comme la pratique de Lénine ont traité comme tel. Cela ne justifie cependant pas les Russes de leur avoir reproché de dire que le gonflement de la bureaucratie a transformé l'appareil d'Etat en « patron de la société ». Cette thèse est en effet correcte non seulement si on l'applique à la société bourgeoise, mais même pour le pouvoir prolétarien, tant qu'il existe. Le reconnaître ne signifie nullement prendre les auteurs des



thèses de Loubliana pour des marxistes !

C'est Hegel qui a établi la distinction entre **société civile** et **Etat**. Pourtant, il pensait que depuis la substitution de la philosophie bourgeoise du droit au principe d'autorité et de droit divin, l'Etat cessait d'être opposé à la société civile comme une force étrangère, comme un « patron » et qu'une synthèse absolue s'établissait entre les deux entités. Assis sur droit, l'Etat hégélien était aussi absolu qu'éternel.

Marx et Engels ruinèrent cette belle construction en montrant que la société civile bourgeoise est une société divisée en classes et que l'Etat continue à rester en dehors d'elle, armé contre elle, même s'il est républicain et parlementaire. Il devra disparaître, pour faire place à une société nouvelle, dans laquelle il n'y aura plus de classes ni d'Etat. Seulement, la voie sera moins rapide que ne le croyaient les anarchistes. Un nouvel Etat sera en effet nécessaire à la révolution, et ce sera la dictature de classe. Dans cette période de transition sociale, la société reste divisée en classes, mais l'Etat exprime le pouvoir de la classe prolétarienne. Cet Etat nouveau subsiste tant que subsistent les possesseurs de richesse d'une part, et d'autre part les fournisseurs de travail, même rémunérés en « bons » horaires. Il est nécessaire pour mille répressions et on peut bien le définir à son tour, et en dépit de Hegel, comme « patron de la société ». Le moindre scrupule sur ce point est indigne de marxistes, et trahit le petit bourgeois, l'idéaliste hégélien. Aussi la censure du **Kommunist** à ce passage des thèses yougoslaves est-elle honteuse.

## LA DISPARITION DE L'ÉTAT.

Les Russes contestent que Staline ait dit que Marx et Engels avaient eu tort de penser que l'Etat dépérirait à mesure que la société deviendrait socialiste. Il se serait contenté d'expliquer pour quels motifs l'Etat russe se renforçait au lieu de dépérir, les trois principaux étant les suivants : 1) la défense du pays; 2) la réglementation des rapports entre la classe ouvrière et les paysans; 3) le règlement des rapports entre les diverses nationalités.

Il est vrai que dans ses **Principes économiques du Socialisme** de 1953 Staline ait semblé admettre la théorie du dépérissement de l'Etat. Mais c'était pour mieux rejeter la proposition de collectiviser les moyens de production qui étaient encore la propriété des kolkhoses. Cette proposition consistait à faire passer cette propriété dans les mains de l'Etat. Staline répondait qu'elle était inacceptable sous l'effarent prétexte qu'un jour l'Etat disparaîtrait, et qu'alors la « question du passage du patrimoine des personnes privées à l'Etat tomberait d'elle-même ».

Cette façon de discuter pour le moins étrange (avec le dépérissement de l'Etat la question de l'expropriation tomberait en même temps que... la propriété des personnes privées ressurgirait !) visait, selon l'usage local, à fermer la bouche à certains contradicteurs. Mais les titistes, les « socialistes d'entreprise », les syndicalistes, bref tous les « intermédiaires » seraient fondés à l'invoquer. Avec l'extinction de l'Etat, non seulement les kolkhoses resteraient les détenteurs définitifs des moyens de production agricoles, dans cette conception, mais les usines tomberaient du même coup de ses mains dans celles de ces coopératives et de ces fameux conseils d'entreprise qui leur sont si chers. Le point d'arrivée du communisme serait donc ce réseau d'associations productives qui constitue, au fond, l'absurde idéal titiste et qui, si on le compare à la vision marxiste de la société future, se réduit à une mauvaise copie de l'ordre capitaliste.

En réalité, quand l'heure de la disparition de l'Etat aura sonné, il n'y aura plus ni patrimoines privés ou collectifs, ni capitaux d'entreprises ou de coopératives; la propriété sous toutes ses formes aura disparu. Tel est le sens réel de la perspective marxiste.

Si nous voulons donc bien admettre que le pontife Staline n'a pas supprimé le théorème du dépérissement de l'Etat, il nous reste à nous demander pour quand il le prévoyait en Russie. La réponse se trouve encore une fois dans la page concernant la propriété des kolkhoses (1) : « Avec l'extension du champ d'action du socialisme **dans la plupart des pays du monde**, l'Etat s'éteindra. »

Mais alors il était plus simple d'avouer (cela vaut aussi bien pour le **Kommunist** que pour Staline !) tout de suite que la disparition de l'Etat était repoussée pour une **seule** raison : la théorie et la politique du « socialisme dans la seule Russie » ! C'est elle qui avait été la cause de l'abandon de « la plupart des pays du monde » (y compris ceux dont la structure permettait réellement le développement du socialisme) à leur destin bourgeois. Car c'est à cause d'elles que la Russie et l'Internationale Communiste (dont elle fut le siège jusqu'en 1926) renoncèrent à susciter la révolution communiste dans les pays capitalistes.

Le problème du socialisme renfermé dans les limites d'un seul pays, et de surcroît d'un pays à peine sorti du féodalisme, l'Etat devait nécessairement tarder à dépérir. Mais précisément la renonciation à la lutte internationale pour le pouvoir et le socialisme était une première preuve qu'il avait perdu son caractère prolétarien. La seconde a été donnée par le fait qu'il prétendait (dans la Constitution de 1936, par exemple) avoir édifié le socialisme. Il était dès lors bien clair qu'il ne dépérirait pas.

C'est Trotsky, Zinoviev et Kamenev qui prirent la position juste sur cette question lors de l'Exécutif élargi de 1926, lorsqu'ils exigèrent que le pouvoir bolchévik reconnaisse que le socialisme en Russie ne pouvait dériver que d'une révolution prolétarienne européenne, et ceci même si le capitalisme mondial continuait à résister. Loin de renoncer par là à conserver le pouvoir, Trotsky admettait la possibilité d'attendre, sans plier, la vague révolutionnaire mondiale **même pendant cinquante ans**. Evidemment, au cours de ce demi-siècle, l'Etat n'aurait pas **dépéri**. Mais alors, et seulement alors (c'est-à-dire s'il n'avait pas plié politiquement à la pression capitaliste) les trois motifs de non-dépérissement invoqués par les Russes d'aujourd'hui (lutte contre l'encerclement bourgeois; hégémonie du prolétariat sur la paysannerie; lutte contre le démembrement national) auraient eu un sens.

La conclusion de tout ceci est qu'on ne peut, historiquement et politiquement, reprocher à l'Etat russe de ne pas avoir dépéri que sur la base d'une condamnation de la doctrine stalinienne du socialisme dans un seul pays. Or les gens de Loubliana sont très attachés à cette théorie. Ils n'avaient donc pas à s'attendre à l'auto-liquidation de l'Etat en Russie et ils n'avaient aucun droit de l'accuser de ne pas avoir disparu « parce qu'il était infecté de bureaucratie ».

D'ailleurs, eux qui prétendent avoir jugulé l'inflation bureaucratique dans leur pays, ils ne laissent nullement espérer que leur Etat et leur armée soient près d'être dissous.

---

1) **Problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S.** (1953).

## PARTI ET ÉTAT.

Les Russes ont interprété la critique yougoslave du gonflement de leur appareil d'Etat et de parti comme un refus d'admettre la fonction dirigeante de la classe ouvrière et de son organisation politique. Or en Russie et dans les pays de démocratie populaire, il fallait selon eux « un parti discipliné, uni et fortement centralisé », non seulement pour vaincre la bourgeoisie et pour garder le pouvoir, mais aussi pour « construire le socialisme ». Formules parfaitement inconsistantes, comme à l'accoutumée ! Tout d'abord parce qu'il n'y a aucun socialisme dans ces pays, et que personne ne l'a donc construit. Ensuite, parce que la notion d' « édification du socialisme » (que nous avons toujours repoussée en ligne de principe) se réduit pratiquement chez eux à une « réorganisation » de formes para-bourgeoises.

Dans l'idéologie yougoslave, cependant, de même que dans celle de Nagy en Hongrie, on trouve une déformation intolérable qui consiste à fonder l'acte d'accusation contre les Russes sur la suprématie qu'ils accorderaient à l'appareil de parti sur l'appareil d'Etat (chose redite en d'autres termes dans le passage concernant la prolifération de la bureaucratie de parti). Mais pourquoi ces déserteurs du marxisme veulent-ils donc que la fonction du parti reste subordonnée à celle de l'Etat ? Parce que depuis que la dictature du prolétariat a été troquée contre la démocratie populaire, l'Etat concède aux classes non ouvrières une égalité politique avec le prolétariat. C'est le cas en Russie, où les paysans des kolkhoses non seulement ont reçu depuis longtemps l'égalité avec les ouvriers, mais se sont vus toujours plus favorisés par la législation économique. C'est le cas de la Hongrie, de la Pologne où paysans propriétaires, artisans et étudiants constituent la base sur laquelle le Congrès de 1956 espérait fonder des gouvernements pluripartis et un peu plus libéraux (qu'en dit la police titiste ?). Ne parlons même pas de la Chine, où la République est ouvertement fondée sur quatre classes, dont la bourgeoisie industrielle et commerciale. Or, aussi déformée qu'en soit la structure et la tradition politique, le parti reste plus rigide que l'Etat populaire appuyé sur une telle base. Si donc les révisionnistes endurcis de Yougoslavie postulent son indépendance à l'égard du parti, c'est pour lui permettre de mettre toujours davantage d'eau dans son vin, de faire moins peur aux puissances étrangères, de se livrer à d'habiles manœuvres de rapprochement avec elles. C'est cela qui a rendu les Russes furieux, non pour des raisons de principe et des scrupules d'orthodoxie, mais pour des raisons d'intérêt nu.

Contrairement à ce que la critique titiste voudrait faire croire, la dégénérescence russe a justement consisté à établir, contre toute saine tradition bolchévique, une **suprématie de l'appareil d'Etat sur le parti**, qui par la suite se transforma en terreur policière contre lui, terreur qui visait à étouffer ses résistances à la honteuse évolution révisionniste.

La position marxiste reste celle qui voit dans le parti l'organe suprême de la révolution, la force dirigeant effectivement l'Etat, enfin la seule garantie contre les dangers de révisionnisme et la trahison des buts suprêmes de la révolution.

Cette suprématie du parti sur l'Etat dans la conception marxiste est liée au fait que seul le premier est international. C'est pour cette raison qu'avant Trotsky lui-même, la Gauche Communiste italienne demanda que ce fût le Parti russe qui dirigeât le gouvernement (au lieu que le gouvernement dirigeât le parti) et qu'il suivît en cela les directives de l'Internationale, au lieu de lui dicter la politique de son gouvernement.

Dans cette question fondamentale, la critique de Loubliana, qui a recherché la cause historique de la dégénérescence monstrueuse de l'Etat et du Parti de Moscou dans une direction diamétralement opposée, présente une déviation irrepressible.

## SENS DU VÉRITABLE INTERNATIONALISME.

Que Moscou n'ait pas ses cartes en règle avec le véritable internationalisme prolétarien est un fait qui résulte clairement de l'indigne liquidation de l'Internationale en 1942 (elle avait déjà été dénaturée de mille manières, il est vrai) pour obéir aux exigences du capital mondial et donner des garanties aux bourgeoisies des pays alliés. A cela, il faut encore ajouter la série de reculs qui, dans l'après-guerre, suivirent régulièrement les timides convocations des partis communistes, enfin la dissolution du Komintern lui-même, qui fit tant plaisir aux Yougoslaves qu'on essaie de le remettre sur pied aujourd'hui qu'on veut les embêter.

Mais dans les thèses de Loubliana, comme le *Kommunist* l'a indiqué avec juste raison, l'internationalisme invoqué se réduit à des principes de pur libéralisme bourgeois. Telles sont en effet l'égalité entre les nations et la non-ingérence dans les affaires d'un autre pays qu'elles ont réclamées.

Qu'on se reporte en pensée aux rapports existant entre les Etats du monde en général et entre les pays du « camp socialiste » en particulier (seule l'hypocrisie russe peut prétendre qu'ils sont différents) ! Combien ces formules sonnent faux ! L'égalité juridique entre les différentes nations (c'est-à-dire le postulat que la souveraineté d'un Etat d'un million d'habitants, par exemple, a la même portée que celle d'un Etat de cent millions) est une vieille superstition du pire démocratisme bourgeois que Marx aussi bien que Lénine ont flagellée sans pitié. Quant à l'obligation pour chaque Etat de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays au nom du fameux droit des gens et des cristallisations vides qu'il a reçues dans des organisations telles que la S.D.N. et l'O.N.U., il s'agit de la plus ignoble formule, parce qu'elle nie tout internationalisme, et principalement le seul valable, celui de la classe prolétarienne.

Le marxisme, pour lequel la lutte des classes est le moteur de l'histoire, considère qu'en notre époque de capitalisme finissant, la division en nations s'efface derrière une grande division sociale qui ne connaît pas de frontières entre les classes ouvrières des différents pays, les luttes à l'intérieur de chaque nation n'étant que des épisodes de la guerre internationale des classes.

Justement parce qu'il est dirigé par le parti prolétarien révolutionnaire, un Etat socialiste a pour objectif le programme de la révolution mondiale, et ceci surtout dans les pays voisins et socialement développés. Ce parti et cet Etat doivent donc être continuellement prêts à intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, et armés pour cela.

Les principes de souveraineté égale et de non-ingérence ont encore moins de sens si on les applique à une constellation d'Etats socialistes. Pour des pays ayant réellement accompli leur révolution prolétarienne, c'est un devoir de s'appuyer réciproquement en cas de menaces contre-révolutionnaires, qu'elles soient sous forme de révoltes intérieures ou d'invasion étrangère.

La seule question est donc de savoir s'il existe aujourd'hui des pays socialistes, c'est-à-dire où le pouvoir soit prolétarien et révolutionnaire, et lesquels ? Nous n'entendons jamais ni les Russes ni les Yougoslaves répondre à cette question. Si

c'est à nous de le faire, nous dirons qu'étant données les structures socialistes de l'un comme de l'autre, ils pourront s'intégrer aux blocs les plus divers dans le cadre de la situation mondiale. La seule chose certaine, c'est qu'au sein d'un bloc militaire (ou même seulement économique) donné, une hégémonie des grandes puissances sur le menu fretin des Etats plus petits se détermine nécessairement étant donné la nature de la société contemporaine.

## **NI ÉTAT NI PARTI GUIDES.**

De cette malheureuse polémique, facile à réduire à un championnat d'hétérodoxie où la doctrine n'est jamais invoquée qu'à vide, il résulte clairement qu'aucun parti ou Etat « guide » ne peut trancher entre les adversaires, aussi bien dans l'hypothèse d'un total isolement de la Yougoslavie qu'au cas où un pauvre petit Etat se rangerait à ses côtés.

Il n'y en a pas, parce qu'aucun ne peut lier ce titre à la seule chose qui puisse le justifier : une doctrine révolutionnaire commune et une commune tradition de classe. Au contraire, leur structure sociale prouve que, grands ou petits, tous ces Etats ne sont que diversement échelonnés sur la pente vertigineuse de la contre-révolution capitaliste.

La crise du monde bourgeois, longue à éclater, mais qui n'en sera que plus profonde, aura raison de toutes les attaques venimeuses des adversaires d'aujourd'hui aux grandes traditions du mouvement révolutionnaire. Celles-ci seront alors rétablies dans toute leur force, en dehors des forces politiques sinistres et de mauvaise foi qui se proposent aujourd'hui pour guides.

# LE ROLE DU PARTI DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

## BOLCHEVISME ET MENCHEVISME

L'objet de cette étude, nous le rappelons, n'est pas de dresser un historique, même sommaire, du parti bolchevick, mais de réhabiliter le rôle du parti de classe comme seule organisation capable de conduire victorieusement la lutte du prolétariat. Bien que cette notion soit encore formellement admise par les grandes tendances du mouvement socialiste (ou par ce qui en subsiste), elle subit depuis de longues années les assauts répétés et sournois qui lui sont portés tout autant par ceux qui dénoncent la déchéance du communisme international et aspirent à son renouveau que par ceux qui célèbrent les vertus du système russe tout en le séparant toujours davantage de sa lointaine tradition révolutionnaire et prolétarienne. Bref, personne ne songe, depuis le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe, à se réclamer inconditionnellement de Lénine et de sa plateforme de 1917. Ni les anti-stalinistes de vieille date, qui lui imputent la responsabilité idéologique des crimes de ses successeurs, ni les orthodoxes du Kremlin qui ont enfin mis d'accord leur théorie et leur pratique politique en rejetant les positions classiques des bolchevicks.

De toutes ces diverses remises en cause du marxisme, la plus conséquente, sinon la plus connue, nous l'avons trouvée dans une thèse qui, parmi cent autres semblables mais avec une plus grande franchise, conteste la possibilité d'interpréter avec certitude les événements historiques, de leur découvrir un sens et d'y intégrer la perspective révolutionnaire du prolétariat (1). Selon cette opinion, aucun jugement de valeur sur l'évolution historique n'est possible, si ce n'est en se référant aux impératifs de la morale humaine (qui n'est en définitive que la morale bourgeoise). Toute transformation sociale s'explique grâce aux canons sacrés de la démocratie ; tout progrès historique repose sur l'évolution de l'opinion.

Pour combattre cette thèse, qui ramène sous étiquette de socialisme "rénové" des conceptions désuètes identiques à celles des vieux matérialistes bourgeois ("c'est l'opinion qui gouverne le monde"), mais qui n'est en réalité que la conséquence indirecte de la défaite internationale du prolétariat, nous avons avancé un critère à notre avis essentiel de l'organisation prolétarienne ; un critère que n'atteignent pas les influences négatives de l'échec politique et qui doit même, à la longue, en sortir renforcé. Ce critère, c'est la faculté, pour le parti de classe, d'**anticiper** sur le cours des événements historiques, d'en déceler les tendances fondamentales et de les confronter avec les intérêts du prolétariat.

La déchéance du mouvement communiste international, qui sert d'argument à toutes les théories révisionnistes, prouve à nos yeux exactement le contraire de ce que veulent y voir les détracteurs avoués ou honteux du marxisme. Puisque le socialisme a échoué en Russie, disent-ils, ou puisqu'il n'a pas réalisé un système conforme à l'idéal prolétarien révolutionnaire, il faut lui trouver des "voies nouvelles", reprendre Marx, le corriger ou le compléter. Nous pensons au contraire que cet échec — sans réticences d'aucune sorte, nous le déclarons total — démontre la

---

(1) Voir notre article précédent dans "Programme Communiste" n° 5.

solidité des principes qui inspiraient l'Internationale Communiste à ses débuts, car il a fallu, lors de la contre-révolution stalinienne, les bafouer et les bannir totalement pour pouvoir imprimer à la politique de Moscou et de ses partis de l'extérieur, l'orientation qui l'a conduite aux résultats actuels.

Nous ne disons pas que l'abandon de la plateforme originelle, celle de Lénine et des vrais bolchevicks, fut la **cause** de la défaite internationale du prolétariat ; elle en fut l'**effet**, — mais l'effet le plus terrible —, car il a empêché pendant plusieurs lustres la reprise de la lutte ouvrière et il la retarde encore considérablement. La crise sociale et la poussée révolutionnaire ne sont pas le fruit d'une élaboration consciente de la masse des individus des classes opprimées. Elles surgissent en réalité sous la poussée souterraine des contrastes sociaux au moment où les contradictions internes du mode de production prennent une tournure aiguë. La révolte sociale qui en résulte et l'orientation consciente et rationnelle qu'essaient de lui donner les organisations politiques peuvent très bien, suivant le rapport des forces, se solder par un échec. Mais rien n'empêchera le conflit de ressurgir aussi longtemps que dureront ses causes initiales : la division de la société en classes, l'exploitation économique, la misère des salariés. Toutefois la nouvelle lutte n'a quelle chance de succès que pour autant que l'organisation ouvrière a sauvé son programme et ses principes, toutes choses qui, dans les conditions présentes, doivent être littéralement réintégrées dans l'ensemble du mouvement. C'est pourquoi lorsque la matière historique nous offre un exemple incontestable et incontesté de **victoire** révolutionnaire, comme celle d'Octobre 1917, ce qu'il importe de faire, pour retrouver le secret de la synthèse heureuse entre la théorie politique et l'action de masse, c'est de confronter l'examen des conditions historiques de cette victoire avec l'analyse que surent en faire ceux qui conduisirent le prolétariat au succès. Dans le cas russe, la critique doit donc retracer le processus de clarification théorique, l'œuvre de préparation de la tactique et de ses objectifs, son renforcement à l'épreuve de l'influence idéologique ennemie tout autant qu'à celle de la répression de l'Etat de classe, en un mot la **formation** du seul facteur déterminant pour l'issue positive de la lutte prolétarienne : **le parti**, fonction de la théorie.

C'est ce que nous avons voulu faire dans la présente étude. Pour plus de commodité, nous l'avons divisée en trois phases : la formation du parti, que nous situons, non pas en fonction d'une importance déterminée de son effectif numérique, mais à dater de la formulation d'un programme authentiquement prolétarien s'opposant à toutes les expressions petites-bourgeoises du mouvement socialiste russe ; son intervention dans la lutte politique et son affermissement sous le poids de la répression et de la réaction tsariste ; sa victoire enfin avec Octobre 1917 et le renouveau qu'elle impulsa dans le mouvement ouvrier international dont la défaite ultérieure, conjointement à la contre-révolution interne de Staline, porte en définitive la responsabilité objective de la dégénérescence de l'Etat prolétarien, qui clôt la vie de l'organisation de Moscou en tant que force socialiste et révolutionnaire.

Après avoir résumé, dans notre précédent article, le combat idéologique contre les tendances nationales et petites-bourgeoises du mouvement social en Russie, qui occupe l'essentiel de la première étape de la formation du parti marxiste russe, nous partagerons aujourd'hui sa seconde phase en deux questions principales, dont l'étude est également utile pour comprendre la genèse et le succès de la révolution d'Octobre. La première, qui a trait au développement des formes mercantiles-capitalistes dans la campagne russe, confirme la défaite de la théorie populiste concer-

nant le rôle d'avant-garde de la paysannerie dans la révolution anti-tsariste et définit les lignes générales de la conduite que le prolétariat devra observer à son égard. La seconde traite de la tactique du prolétariat dans un pays arriéré où l'exigence d'une révolution démocratique se situe en travers de la perspective de la révolution socialiste prolétarienne et montre l'importance de la délimitation de classe pour toute révolution.

Dans notre prochain article, nous étudierons la situation intérieure et internationale au moment de la révolution d'octobre et nous rechercherons dans les difficultés économiques du nouveau pouvoir, comme dans l'insuccès des tentatives révolutionnaires dans l'Europe de l'Ouest, les raisons qui ont fait capituler l'Etat russe et ses partis devant la pression du capitalisme mondial, les liant à une perspective qui n'est plus celle de la révolution prolétarienne internationale, mais celle de la prospérité du capitalisme russe en accord avec la bourgeoisie impérialiste et sur le dos des masses exploitées de tous les pays.

## LE ROLE RÉVOLUTIONNAIRE DU CAPITALISME

Nous disions au début de cette étude que la tactique victorieuse de Lénine en 1917 n'était pas, comme certains le prétendent, le fruit d'une improvisation géniale mais au contraire le résultat d'une longue préparation politique, d'une analyse méticuleuse des conditions économiques et sociales de la Russie. On en trouvera une nouvelle preuve en constatant l'identité de principes et de méthodes entre sa polémique contre les populistes et celle que Plékhanov avait déjà conduite auparavant. A ceux qui pensent que la doctrine de Marx n'est qu'une suite de tournants et d'adaptations aux situations changeantes, il est facile d'opposer cette rigidité de la position fondamentale à l'égard de la Russie. C'est un fait que cette position a évolué de Marx à Lénine, mais toujours dans le sens d'une plus grande précision et d'un renforcement indiscutable.

Engels avait déjà tracé le cadre historique dans lequel la révolution démocratique russe devait s'inscrire : cette révolution n'était possible qu'en relation étroite avec la révolution ouvrière européenne ; les autres perspectives — notamment celle qui reposait sur un rôle socialiste assigné à la paysannerie communautaire — n'étaient conformes ni à la théorie scientifique de l'histoire, ni à l'épreuve des faits. Plékhanov avait dû défendre l'universalité de la conception marxiste, prouver qu'elle était la seule théorie valable de l'Histoire parce qu'elle tenait compte de tout le mouvement de la société et de tous ses rapports entre base économique et superstructure, en un mot parce qu'elle était seule **dialectique**. Ce travail considérable avait pour but de démontrer les seuls critères susceptibles de permettre une anticipation solide sur les grandes lignes de l'évolution historique russe et d'en tracer les voies les plus radicales. A Lénine il appartenait de montrer que cette prévision était déjà passée dans les faits, que la diffusion du capitalisme en Russie y suscitait des phénomènes sociaux identiques à ceux qu'on avait déjà observés en Occident, que les conditions de la lutte prolétarienne s'y créeraient tôt ou tard : il s'agissait de lui découvrir ses formes et objectifs propres. Sur ce terrain il devait forcément se heurter encore à l'idéologie populiste. Dans l'œuvre volumineuse qu'il a écrite contre ses divers représentants, la réfutation du "socialisme spécifiquement russe" se rencontre dans de nombreux textes, mais sa forme la plus dense et la plus incisive nous la trouverons dans l'analyse détaillée qu'il publia sous le titre : « Le déve-



loppement du capitalisme en Russie », dont le but consistait justement à prouver que la transformation pro-mercantile et pro-capitaliste de la société rurale russe était un fait et, par surcroît, **un fait révolutionnaire**.

Chez Lénine comme chez Plékhanov la démonstration commence par le rappel de quelques grands points de principe concernant le mécanisme de la transformation des formes sociales en fonction du heurt qui oppose la base économique en développement incessant et la superstructure figée de l'édifice politique et juridique. Aux amateurs "d'originalité" politique qui veulent analyser les conditions économiques et sociales du capitalisme contemporain, nous ne saurions trop recommander de se pencher sur ces textes anciens. Toute recherche, dit-on dans les manuels scolaires, représente une analyse entre deux synthèses. Il leur serait bon de se poser la question : de quelle synthèse partirons-nous pour étudier le présent ? Le retour à Plékhanov que nous avons tenté dans notre précédent article devrait au moins prouver que toute synthèse de "départ" se réfère inévitablement à l'une des deux grandes écoles philosophiques d'interprétation du monde, c'est-à-dire s'appuie obligatoirement sur une **définition de principe** des rapports des hommes avec la nature et des rapports des hommes entre eux. Il est probable que cette précaution éviterait à bien des critiques de Marx et de Lénine d'écrire des sottises. En tout cas nous, qui n'avons d'autre prétention que d'étudier consciencieusement nos maîtres, nous pouvons nous convaincre que tout ce qu'ils ont écrit sur la Russie demeure entièrement valable.

Continuant Plékhanov qui avait défini la méthode matérialiste dialectique dans sa généralité, Lénine l'applique aux questions qui touchent particulièrement la situation russe. Incontestablement la vieille structure féodale craque et se désagrège ; mais dans quel sens et vers quelles formes de production ? Vers quel système politique tendent les forces sociales qui sont en plein développement ? Quelle force représentent-elles au regard de l'Histoire et des expériences identiques déjà relevées dans les pays plus développés ? Ces questions qu'on se posait hier pour la Russie on peut les poser aujourd'hui pour d'autres régions où se produisent des phénomènes économiques absolument semblables à ceux qu'étudiait Lénine, parce que de tels phénomènes sont liés à l'expansion du capitalisme et ne disparaîtront qu'à sa mort. S'il s'avère que la méthode qu'employèrent les marxistes russes pour analyser les conditions des révolutions d'hier fut bonne et fructueuse, pourra-t-on contester qu'elle le soit encore pour celles de demain ?

## **PROLETARIAT ET "TRAJET HISTORIQUE" DU CAPITALISME.**

Dans l'œuvre à laquelle nous nous référons, Lénine ne se borne pas à relever l'importance des formes mercantiles-capitalistes dans la production russe, particulièrement dans la production rurale. Il s'attache à montrer que ce phénomène est **révolutionnaire**. Il n'est guère de pages où il ne prouve la supériorité des formes salariales, par exemple, sur la mise en valeur du lopin de terre par son propriétaire. Aussi n'est-il pas douteux qu'en reprenant intégralement ses arguments nous nous exposons à une critique qui n'est pas négligeable. Si nous nous déclarons partisans inconditionnés de la position de Lénine à l'égard du capitalisme **jeune** ne nous reprochera-t-on pas de faire de l'apologie du capitalisme **en général**, de saluer un système social dont le marxisme a par ailleurs dénoncé les crimes ? La question est d'autant plus épineuse que les stalinistes ont ignoblement spéculé, en la déformant, sur cette partie de l'œuvre de Lénine. Ils lui ont imputé d'avoir fait de la néces-

sité du capitalisme un **absolu**, en d'autres termes d'avoir déclaré impossible le socialisme sans l'instauration préalable de tout le système capitaliste-bourgeois. A les entendre il aurait imposé à tous les pays du monde ce définitif **itinéraire historique** : féodalisme ou pré-capitalisme, capitalisme bourgeois, socialisme. En réalité c'est au contraire parce que Lénine n'a jamais théorisé ce schéma figé qu'il a su conduire à la victoire le prolétariat russe. Le "passage" par l'économie marchande-capitaliste, la démocratie bourgeoise et son cortège d'horreurs et d'iniquités, fut nécessaire **au moins une fois** dans l'Histoire pour que se développe la classe révolutionnaire moderne, son programme, sa théorie, et il le demeure dans les pays qui accèdent au capitalisme, autant de fois que le bouleversement social qui précède et accompagne ce dernier n'aboutit pas à la victoire internationale de la classe ouvrière. Dans ce cas c'est à ce prix, et à ce prix seulement, que s'élargissent les conditions objectives d'un nouvel assaut révolutionnaire. Mais dès que le prolétariat est constitué en classe, c'est-à-dire dès qu'il possède son programme et son parti, il dispute le pouvoir à la bourgeoisie, se déclare prêt à assurer la gestion économique pour toute la phase de transition vers le socialisme, quelle qu'en soit la longueur. Dans la phase dernière du capitalisme, lorsque ce dernier solidarise toutes les régions du globe grâce aux mailles du marché mondial, le prolétariat victorieux dans un pays entend généraliser sa dictature à l'échelle internationale, prendre en charge l'économie des pays arriérés et leur permettre d'éviter ou d'abrégier **l'étape économique** de la production marchande tout en les faisant bénéficier des conquêtes effectuées autrefois par la révolution capitaliste : travail associé, haute technique et grande industrie, qui sont indispensables à l'instauration de rapports de production intégralement socialistes. Nous disons bien **étape économique** et non pas **politique** du pouvoir bourgeois, qui fut nécessaire à l'aube de la révolution industrielle pour l'extirpation des formes médiévales. Chronologiquement il n'était même pas possible de concevoir le socialisme sous une forme scientifique sans passer par l'étape démocratique-bourgeoise. Mais une fois développé le mode capitaliste de production et donc développés en force politique le prolétariat et son parti, c'est l'organisation mondiale de la classe ouvrière qui peut garantir, à travers le processus international de la révolution prolétarienne, le développement économique et social des pays arriérés **sans les misères et les infamies du classique "trajet" historique du capitalisme.**

## LES PREUVES DU DEVELOPPEMENT CAPITALISTE EN RUSSIE.

Aujourd'hui l'intérêt de la démonstration de Lénine ne réside pas principalement dans le fait qu'il décrit un développement économique devant devenir évident pour tout le monde, quelques années à peine après la parution de son livre. Il consiste plutôt en ce que cette intéressante description du mécanisme de maturation des bases de l'économie mercantile au sein des rapports de droit personnel, tire de chaque constatation des directives politiques précises et dégage le sens général de l'évolution des classes en Russie. La connaissance de cet ouvrage est d'autre part nécessaire à cause de la spéculation qui a été faite, et qui l'est encore sous des formes différentes par le stalinisme, sur le **jugement de valeur** porté par Lénine sur le développement du capitalisme en Russie. On sait que les tendances libérales de la bourgeoisie russe voulurent "utiliser" le marxisme en se fondant sur ce fait que ce dernier saluait comme progressive l'instauration en Russie d'une économie moderne industrielle. Il n'en est que plus indispensable de comprendre la

dialectique de Lénine à ce propos, qui **défend** ce mode de production contre ceux qui vont jusqu'à en nier l'apparition sur le sol russe et, en même temps, en formule la plus impitoyable des **condamnations**.

Nous ne doutons pas que cette méthode, en cette période d'analphabétisme politique presque général, soit propre à décontenancer **quelque** peu le lecteur, surtout s'il appartient pour son malheur à cette catégorie de militants aux yeux desquels le fin mot de la politique est d'être **pour** quelque chose et **contre** quelque autre chose. Même sous cette forme simpliste nous pouvons cependant exprimer notre adhésion inconditionnée à la position de Lénine : nous sommes **pour** l'avènement de formes économiques capitalistes dans les zones et pays arriérés parce qu'elles y développent l'armée sociale révolutionnaire et y accentuent les contrastes entre les classes, mais nous sommes **contre** toute apologie des formes de production basées sur le mécanisme mercantile salarié, qu'elles soient célébrées à l'aide des poncifs de l'idéologie bourgeoise ou impudemment baptisées "socialisme" populaire ou national. Soutenir la modernisation économique des pays arriérés et dénoncer en même temps ses méfaits n'est paradoxal qu'en apparence. Cette formule permet d'apprécier à sa valeur historique le phénomène de développement des bases objectives pour un futur socialisme sans y sacrifier l'attitude générale anti-bourgeoise et révolutionnaire du prolétariat. Elle conserve intact l'objectif historique et international du socialisme tout en concourant à combler le fossé existant entre les pays développés, où la classe ouvrière est au seuil du pouvoir, et les zones de "révolutions en retard" où toute l'énergie soulevée par la révolution démocratique-bourgeoise doit, dans l'acceptation marxiste, servir de tremplin à l'**autre** révolution, la seule et vraie prolétarienne et socialiste.

L'ouvrage de Lénine est une application magistrale de cette méthode. Ayant rappelé les grandes thèses du "Capital" sur les caractéristiques de l'économie de marché et sur sa genèse à l'intérieur des formes précédentes, Lénine réfute la théorie populiste selon laquelle c'est l'existence du marché extérieur qui conditionne le développement du capitalisme dans un pays donné. Il entreprend ensuite de démontrer l'avance effectuée par l'économie marchande dans la campagne russe et d'en relever les divers symptômes.

Pour comprendre la signification sociale des modifications que la réforme de 1861 avait apportées au sort du paysan russe (le livre de Lénine est bien postérieur : 1899) il faut se souvenir de la condition antérieure de ce dernier. Avant la réforme agraire du tsar le sort du paysan russe était, à peu de chose près, identique à celui du serf européen du Moyen Age, pire peut-être à bien des égards. Mais l'abolition du servage, qui constituait le maître-œuvre de la réforme tsariste, n'avait pas eu pour effet de supprimer son assujettissement. Elle avait procédé à une répartition du sol telle que la plus grande partie des ci-devants serfs devenus "hommes libres" ne disposaient plus en réalité que de parcelles inutilisables ou trop petites pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. De plus ils étaient privés des ressources autrefois communes et collectives qui constituaient précédemment une partie très importante du revenu de leur économie domestique (bois, pâturages, etc.). En conséquence le plus grand nombre d'entre eux dut recourir à des moyens subsidiaires pour survivre (métier auxiliaire, location d'une partie de leur lot à des paysans plus fortunés, emprunts contre hypothèque sur le sol ou contre prestation de travail chez le seigneur). Tout au long de ce processus complexe se dessinèrent les premières causes du grand phénomène que Lénine devait mettre en évidence : la

**différenciation** de la paysannerie russe et sa décomposition en catégories sociales modernes dont l'avènement confirmera "l'alignement" politique que les marxistes russes avaient prévu et défendu contre les tenants du socialisme "spécifiquement russe".

Il n'est pas possible dans ce cadre de donner un résumé du volumineux ouvrage de Lénine et nous devons nous borner à en citer quelques traits essentiels concernant la principale matière de l'argument : les formes et résultats sociaux du développement mercantile à l'ombre de la structure féodale-autocratique. La dynamique d'un tel processus est à ce point puissante et irrésistible que l'argument de Staline voulant faire passer le socialisme par un mercantilisme non-capitaliste, selon un mouvement à rebours dans l'Histoire, apparaît tout simplement grotesque.

Il peut paraître contradictoire d'affirmer que la réforme de 1861 fut une réforme pro-bourgeoise et pro-capitaliste et qu'elle n'était pourtant pas parvenue à détruire les rapports de servitude dans les campagnes, de juger l'insertion du capitalisme dans la société rurale comme un fait révolutionnaire et, en même temps, d'expliquer la présence ultérieure des paysans dans la révolution d'Octobre par le fait qu'ils n'avaient pas réussi à conquérir leur indépendance économique. Pourtant c'est dans ce complexe jeu de force que réside le secret de la puissance de la déflagration sociale survenue en 1917. On ne peut mieux le comprendre qu'en suivant l'exposition de Lénine qui résume ainsi les déductions de l'analyse qu'il a faite :

« Le milieu économique et social dans lequel se trouve placée la paysannerie russe d'aujourd'hui, est l'économie marchande. Même dans la zone agricole centrale (la plus retardataire à cet égard par rapport à la périphérie sud-est ou aux provinces industrielles), le paysan est entièrement subordonné au marché dont il dépend dans sa consommation individuelle comme dans son exploitation.

« La structure des rapports économiques et sociaux dans la paysannerie (agricole et communale) nous révèle l'existence de toutes les contradictions propres à toute économie marchande et à tout capitalisme : la concurrence, la lutte pour l'indépendance économique, l'accaparement de la terre (achetée ou affermée), la concentration de la production entre les mains d'une minorité, le rejet de la majorité dans les rangs du prolétariat et son exploitation par la minorité à l'aide du capital commercial et du louage d'ouvriers agricoles. Il n'existe pas au sein de la paysannerie un seul fait économique qui n'affecterait cette forme antagonique spécifiquement propre au régime capitaliste, c'est-à-dire qui ne traduirait la lutte et l'opposition des intérêts, qui ne marquerait un avantage pour les uns et un inconvénient pour les autres. Tels sont l'affermage, les achats de terre et les métiers auxiliaires dans leurs types diamétralement opposés ; tel est encore le progrès technique de l'économie.

« A cette conclusion nous attribuons une importance capitale non seulement dans la question du capitalisme en Russie, mais aussi dans celle de la valeur de la doctrine populiste en général. Ce sont précisément ces contradictions qui nous montrent avec une évidence irréfutable que la structure des rapports économiques dans la "commune" rurale ne constitue nullement un système particulier ("la petite production populaire", etc.) mais un banal régime petit-bourgeois. En dépit des théories qui ont dominé chez nous en ce dernier demi-siècle, la paysannerie russe communale n'est pas l'antagoniste du capitalisme, mais au contraire sa base la plus profonde et la plus solide. La plus profonde parce que c'est là précisément, loin de toute influence "factice" et malgré les institutions qui entravent les progrès du

capitalisme, que nous assistons à la formation constante d'éléments du capitalisme au sein de la "commune" elle-même. La plus solide, parce que c'est sur l'agriculture en général et sur la paysannerie en particulier que pèsent le plus les traditions de l'ancien temps, celles du régime patriarcal ; et c'est donc là que l'action formatrice du capitalisme (développement des forces productives, changement de tous les rapports sociaux, etc.) se manifeste avec le plus de lenteur et de la façon la plus graduelle.

« L'ensemble de toutes les contradictions économiques qui se manifestent au sein de la paysannerie constitue justement ce que nous appelons la différenciation de la paysannerie. Les paysans eux-mêmes caractérisent ce processus par ce terme éminemment juste et saillant : la "dépaysannisation". Ce processus vise à détruire à fond l'ancienne paysannerie patriarcale et à créer de **nouveaux types** de population rurale. »

Ainsi, sur la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la destruction de la vieille économie naturelle dans la campagne russe est indiscutable, de même que les progrès de la production marchande dans l'agriculture. Mais les vieux rapports de servitude sont cependant durs à mourir. L'économie agraire féodale ne peut, selon Marx, que se résoudre dans la petite production indépendante ou dans la grande production capitaliste. Or, en Russie, il n'y a pas eu de révolution populaire capable de détruire le monopole de l'aristocratie terrienne sur le sol et de promouvoir la petite propriété paysanne, et par ailleurs il manque les conditions techniques de la grande exploitation moderne de la terre. Ce n'est qu'à l'aide d'une série de formes transitoires que cette dernière finira par s'imposer, créant un important prolétariat agricole aux conditions extrêmement incertaines et peu "classiques", mais source considérable d'énergie révolutionnaire. L'étude même de ce processus est passionnante chez Lénine, mais elle serait trop longue à reporter ici. Disons seulement que la forme salariale y conquiert pas à pas sa place dans les anciennes formes de servitudes. Celles-ci survivaient dans les "prestations de travail" très proches des anciennes corvées, sauf qu'elles ne reposaient pas sur un rapport de droit personnel, mais sur une forme contractuelle aux termes de laquelle le paysan, en échange de grains, de terrain ou d'avance en argent, s'engageait à aller travailler, dans des conditions très variées, la terre du seigneur. A la longue, cependant, les "prestations de travail" reculent devant l'emploi de la main-d'œuvre salariée. Comme par ironie, c'est un théoricien du populisme, donc un tenant des vieilles formes patriarcales, qui vantera les mérites du nouveau système sur l'ancien (1).

Lénine insiste sur le fait que le recul des formes de production fondées sur les prestations de travail constitue un processus révolutionnaire qu'il faut soutenir. Mais il insiste aussi sur le danger politique que représente la tendance à la détention du petit lopin de terre, et sur le caractère de son idéologie qui ne peut être que conservatrice, à l'image de ses principaux champions russes, les populistes, dont il se vérifie ainsi qu'il ne leur a servi à rien de fermer les yeux sur le caractère petit-bourgeois de leur théorie, et que, des classes intermédiaires entre capital et salariat

---

(1) C'est l'histoire du domaine d'Engelhardt, dont le propriétaire était un ancien populiste, mais qui procéda à la modernisation de son exploitation en confiant les "prestations de travail" aux labours les plus simples, généralisant l'emploi du travail salarié pour les tâches les plus délicates.

dont ils ont bon gré mal gré incarné les aspirations, ils n'endosseront que le **passif** historique : leur complicité avec la contre-révolution.

Pour comprendre l'importance des travaux de Lénine sur la différenciation de la paysannerie russe, il faut se souvenir que le prolétariat, lorsqu'il lui faut lutter aux côtés de classes qui ne peuvent aller **aussi loin que lui** dans la transformation révolutionnaire de la société, doit s'appuyer sur une définition rigoureuse du "tronçon" de la voie commune qu'il doit suivre avec ses alliés. En Russie, pour déterminer dans quelle mesure la classe ouvrière pouvait soutenir les revendications de la paysannerie et l'appui politique qu'il pouvait attendre d'elle, il fallait délimiter au sein des masses rurales les intérêts des diverses couches qui la composent et le "bout de chemin" que chacune d'elles est susceptible de faire aux côtés du prolétariat. Il n'est pas nécessaire de souligner que la classification de ces intérêts dépendait de la structure même de la paysannerie et des modifications profondes que lui faisait subir l'intrusion des formes mercantiles. C'est pour cette raison que l'étude de Lénine sur cet aspect de la modernisation de la Russie conditionnait toute la perspective du marxisme russe. Tout le débat avec les populistes tenait dans cette alternative : les formes communautaires qui survivaient à la réforme de 1861 conservaient-elles un caractère d'économie naturelle et collectiviste — et dans ce cas il fallait les défendre comme tremplin possible pour le socialisme ; ou bien étaient-elles déjà gagnées par le mercantilisme, et alors il fallait souhaiter qu'elles se dissolvent le plus vite possible dans les formes économiques modernes — exploitation capitaliste du sol et travail salarié — afin de grossir l'armée sociale des prolétaires.

Afin de nier la transformation pro-capitaliste de l'agriculture, les populistes spéculaient sur le pourcentage brut des exploitations de ce type dans l'ensemble des entreprises agricoles. Lénine rétablit l'importance véritable de la production marchande en classant les exploitations en cinq groupes suivant l'ordre croissant de leur étendue et de leurs moyens de production. Il démontre que dans chaque groupe la part de la production marchande croît avec la grandeur de la tenure et que le revenu en argent, le nombre de têtes de bétail, la part de l'outillage moderne utilisé suivaient la même courbe. Comme dans le groupe le plus pauvre et le plus défavorisé sous tous ces aspects, le producteur était contraint d'avoir recours au travail salarié chez les membres plus fortunés du groupe, nous voyons au travers de son schéma qu'au fur et à mesure que se différencie la paysannerie, la part de l'agriculture russe qui se consacre à la production marchande augmente et tend à prendre un caractère indubitablement capitaliste : soit que les paysans les plus pauvres doivent tirer leur subsistance du travail chez les autres (salarier et demi-salarier), soit que les mieux pourvus soient conduits, dès que la surface d'exploitation dépasse les capacités de travail d'une famille, à utiliser la main-d'œuvre salariée et donc à pénétrer dans la catégorie des producteurs **capitalistes**. La dissociation de la vieille paysannerie tend ainsi à créer les deux conditions du marché intérieur : des couches sociales qui doivent, pour vivre et s'entretenir, **acheter** des produits au fur et à mesure qu'ils ne sont plus à même de les tirer de leur propre patrimoine, et qui y suppléaient **en vendant leur force de travail** ; des couches sociales qui peuvent apporter sur le marché l'excédent de plus en plus important que leur offre l'utilisation de la main-d'œuvre salariée, l'échange contre de l'argent, et transformer celui-ci en nouveaux **moyens de production** qui élargissent leur exploitation (outillage, machinisme agricole, main-d'œuvre plus nombreuse, terre).

Le mécanisme mercantile se déclenche d'ailleurs sur les plans les plus divers,

et Lénine fait remarquer que les paysans qui ne sont ni salariés ni entrepreneurs sont cependant assujettis au marché. Il cite les effets de ce dernier sur l'alimentation du petit producteur, les pommes de terre qui supplantent le blé, le lait écrémé qui se substitue au lait entier pour la nourriture des enfants parce que ce dernier est vendu au bourg. Ces divers phénomènes constituent une pression formidable qui accélère la décomposition de la paysannerie et la transformation des petits paysans en salariés.

## PANORAMA SOCIAL DE LA CAMPAGNE RUSSE

Comme nous l'avons vu, Lénine ne craint pas de répéter que l'agriculture russe évolue vers un système de petite propriété. Cette affirmation est essentiellement dirigée contre les populistes qui nient ce fait pour l'excellente raison que, s'il leur fallait l'admettre, ils seraient contraints de s'aligner sur la position classique de Marx concernant le rôle des paysans dans la révolution sociale. Cette position, même dans l'éventualité d'une alliance de la paysannerie et du prolétariat, donne à ce dernier la prédominance et la direction de la lutte, alors que les populistes s'accrochent désespérément, et pour les raisons données plus haut, à leur "socialisme de la terre" et à la mission révolutionnaire du paysan slave. Mais la thèse de Lénine a surtout un caractère **qualitatif** : il s'agit de montrer que du moment où le mécanisme mercantile se manifeste dans la campagne russe il est impossible qu'il s'arrête, et donc que la perspective populiste s'en va ainsi en fumée. Mais **quantitativement**, cette tendance de la structure rurale vers la petite propriété peut-elle aboutir à l'intégration complète de toute la paysannerie dans la catégorie des petits producteurs bourgeois, si nombreuse dans certains vieux pays d'Europe où elle constitue le principal élément de stabilité sociale (comme la France par exemple), ou bien laissera-t-elle subsister une masse considérable de non-possédants ? La première supposition est plus qu'hypothétique car, d'une part, elle se heurte au monopole aristocratique du sol et, de l'autre, les paysans riches ne peuvent devenir de véritables exploitants bourgeois que pour autant que la concurrence ruine les paysans pauvres et les réduise à l'état de salariés ou de demi-salariés. En effet, le même processus économique qui transforme une partie des exploitations en petite propriété capitaliste détruit la propriété de type patriarcal née de la réforme de 1861. La différenciation de la paysannerie, c'est bien la formation d'une couche bourgeoise à la campagne, mais c'est aussi la destruction des producteurs indépendants, l'une et l'autre étant solidaires. Et c'est dans ce sens que la réforme tsariste a été essentiellement bourgeoise et capitaliste. A la sortie de la servitude le paysan russe ne peut s'orienter que dans deux voies : les plus favorisés par la fortune — et les moins nombreux — constituent la petite bourgeoisie capitaliste rurale utilisant la main-d'œuvre salariée ; le plus grand nombre, vivant entre la culture d'un maigre lopin et le travail chez autrui, forme la grande masse d'insatisfaits que la décomposition des couches intermédiaires vient toujours grossir. Il n'y aura pas, dans la Russie que la réforme tsariste a libérée du servage, de place pour le paysan **indépendant**, c'est-à-dire le paysan qui peut vivre du produit de son sol sans être assujéti aux exigences ruineuses du marché ou sans passer dans la catégorie des producteurs capitalistes, et ce sera le grand levain de la révolte des campagnes en 1917.

Lénine énumère ainsi les classes nées de la décomposition de la vieille paysannerie russe : la **bourgeoisie rurale**, le **prolétariat agricole** et les **paysans pauvres**, la **paysannerie moyenne**.

La **bourgeoisie rurale**, c'est la paysannerie aisée qui représente près d'un cinquième de la masse des agriculteurs, la « maîtresse des campagnes » dit Lénine, dont les membres se répartissent entre : « agriculteurs-marchands » produisant pour le marché, détenteurs d'entreprises dont l'activité est partagée entre la production agricole et la petite industrie, patrons d'entreprises industrielles ayant plus ou moins abandonné la culture du sol mais enrichis par elle et toujours installés à la campagne.

Dans la catégorie des **prolétaires ruraux**, Lénine comprend, non seulement les paysans dépourvus de terre et se déplaçant, au gré des saisons et des offres, pour constituer des masses importantes de forces de travail parcourant tout le pays (dans des conditions d'extraordinaire misère et souffrance) mais aussi les détenteurs de petits lopins misérables qui tirent l'essentiel de leur subsistance du louage de leurs bras à autrui. Lénine insiste sur ce fait que **l'activité salariée** est à ce point primordiale dans leur mode de vie que le côté prolétarien de leur condition l'emporte sur celui de « détenteur de lot ». Le niveau de vie de cette catégorie est, de plus, bien plus bas que celui des ouvriers sans terre.

Entre ces deux classes en extension périclité la **paysannerie moyenne**, dernier bastion des vieux rapports féodaux, qui se livre peu à peu à l'activité marchande mais fournit les plus grands contingents des paysans économiquement contraints aux **prestations de travail** cette survivance profondément réactionnaire de l'ancienne servitude et dont Lénine souhaite vivement la disparition. Nous avons déjà fait allusion à ce système qui consiste en l'exécution, contre des concessions de terre, des prêts en argent ou en nature (blé, semences) de travaux agricoles pour le compte de la noblesse foncière, sur le patrimoine du seigneur, mais avec l'outillage et les bêtes de trait appartenant aux paysans qui assure ce mode de travail. Avec le recul des prestations de travail, c'est la paysannerie moyenne qui déchoit et avec elle dépérit la dernière forme traditionnelle de la paysannerie russe. Sa ruine caractérise le sens de l'évolution économique et sociale des campagnes russes : vers le capitalisme et non vers la petite production indépendante. La paysannerie moyenne sur son déclin est instable, rares sont ses membres qui accèdent au groupe supérieur, la paysannerie aisée, mais à la première catastrophe, mauvaise récolte ou sinistre, les autres sont précipités dans la catégorie inférieure. « Elle est le centre de la différenciation et de la décomposition de la paysannerie russe. » Mais avec elle s'évanouissent aussi toutes les apparences de justification des illusions populistes.

Ce panorama social tracé par Lénine indique déjà les grandes lignes de la tactique du prolétariat dans la révolution russe. Ce qui la distingue de la tactique du prolétariat des pays occidentaux, c'est qu'une alliance y est encore possible avec la paysannerie, du fait que la révolution à faire est une révolution démocratique. C'est seulement dans ce cas que le parti prolétarien peut avoir un programme agraire ; un tel programme disparaît dès lors que le capitalisme a conquis toute la production. Ce point est tellement capital que Lénine, quelques années après son étude, envisageait de reconsidérer la question si la réforme agraire franchement capitaliste de Stolypine (1907) parvenait effectivement à transformer dans ce sens l'économie rurale russe. Rien de commun donc, sur ce plan comme sur tous les autres, entre la position rigoureuse de Lénine, étroitement reliée à la structure sociale et à son évolution, et le frontisme des stalinistes qui ont toujours quelque revendication paysanne à soutenir, dans les pays capitalistes d'occident,



et qui y sacrifient délibérément le programme et l'objectif du prolétariat.

D'autre part, ce seul fait d'avoir envisagé la reconsidération possible du programme agraire prouve chez Lénine un souci de prévision qui rejette toutes les thèses répandues depuis la révolution d'octobre et selon lesquelles la manœuvre des bolcheviks à l'égard de la classe paysanne aurait été le résultat d'une improvisation « géniale ». Le radicalisme de la situation sociale de la campagne russe à la veille de la révolution n'était nullement un cas fortuit ou inattendu. Aujourd'hui, on peut davantage encore en reconstituer les causes qui résidaient dans les conditions particulières du développement capitaliste en Russie et notamment dans les formes qu'il avait prises dans l'immense secteur agraire.

D'une façon générale, toute transformation de ce genre qui peut, selon les cas, s'accomplir à l'aide d'un bouleversement politique et social de grande envergure ou s'accommoder d'une discrète « révolution de palais », puise ses formes propres dans des conditions économiques et historiques qui varient de pays à pays. Les facteurs politiques essentiels sont, en définitive, déterminés par les conditions naturelles : la tradition et la force de la classe révolutionnaire urbaine, la structure agraire et ses conflits internes sont eux-mêmes fonctions de la productivité du sol, des conditions climatiques, de l'âge de l'Etat, de la démographie et des mouvements de population. Dans la Russie tsariste, où la formation précoce d'un Etat centralisé était une condition indispensable du développement économique et où, par voie de conséquence, le féodalisme prit une forme étatique qui servit même d'instrument pour l'industrialisation du pays, l'absence d'une bourgeoisie radicale et l'intensification des contrastes sociaux à la campagne sous la pression du mercantilisme ont puissamment contribué à créer cette situation explosive que le mouvement socialiste devait méthodiquement exploiter. La révolution démocratique y devenait une impérieuse exigence sociale autant qu'économique dans une phase historique où la bourgeoisie était incapable d'un rôle révolutionnaire et où une vraie réforme effectuée « par le haut » aurait déchaîné la vague des revendications populaires. Seul le prolétariat pouvait donc conduire à terme le mouvement radical susceptible de libérer la masse des paysans opprimés et exploités.

On nous excusera d'insister sur le point qui constitue un des buts de cet article : dans cette perspective russe la « géniale lucidité de Lénine », que se plaisent à célébrer ceux qui ont fait litière de ses principes, n'a d'autre source qu'une **conformité** rigoureuse à Marx, lequel a toujours accordé la plus grande importance à l'énergie révolutionnaire comprimée dans les structures sociales anachroniques. S'il s'avérait, en Russie tsariste, qu'aucune réforme d'Etat n'était à même d'accompagner la liquidation du droit personnel de cette indépendance économique que les révolutions bourgeoises d'occident ont accordée au yeoman anglais pour plus d'un siècle et au paysan français pour une bonne génération, il était logique d'attendre des masses misérables de la campagne russe qu'elles appuient résolument le prolétariat pour autant que ce dernier se décide à prendre la tête d'une révolution **démocratique**.

Que la présence dans une révolution conduite par le prolétariat d'une énergie sociale étrangère à celle de la classe ouvrière impose à celle-ci des revendications qui sont différentes de la revendication socialiste, voire qui lui sont hostiles, qui pourrait le nier ? Mais sans cet appui de la paysannerie aucune révolution n'était possible en Russie avant de très longues décades, d'une part à cause de l'incapacité de la paysannerie à prendre l'initiative d'un radical mouvement d'ensemble, de

l'autre parce que le prolétariat, sans l'aide de cette alliée provisoire, ne pouvait conquérir le pouvoir, comme le démontrèrent ultérieurement les événements d'octobre 17 où il a fallu **détacher** les paysans des socialistes-révolutionnaires complices du capitalisme, avant de résister victorieusement à la contre-révolution et de passer à l'offensive.

Quant à la perspective de se séparer par la suite de cet allié peu sûr, elle reposait entièrement sur l'intervention du prolétariat des autres pays d'Europe. Seul le succès insurrectionnel de la lutte ouvrière dans l'occident capitaliste aurait permis au prolétariat russe parvenu au pouvoir de compenser son infériorité numérique en face de l'énorme masse paysanne et de prévenir ses réactions hostiles lorsque cette classe foncièrement conservatrice aurait épuisé son trajet historiquement révolutionnaire.

Toutes ces conditions étaient explicitement posées par Lénine. La construction théorique des perspectives de la révolution russe en liaison avec la révolution européenne sort indemne de l'échec de celle-ci et du processus de dégénérescence qui clôt le cycle véritablement prolétarien et révolutionnaire du courant politique né du mouvement ouvrier russe. Pour montrer à quel point ceux qui revendiquent aujourd'hui le nom de Lénine sont devenus étrangers à sa grandiose conception, il suffit d'opposer la clairvoyance et la rigueur doctrinale des chefs du parti russe à l'époque où il était vraiment LE parti de la révolution prolétarienne, à la souplesse d'échine et à l'habileté contorsionniste dont doivent faire preuve ses actuels rejetons dégénérés, lorsqu'ils se trouvent placés à la tête de gestions politiques et économiques dont le moins qu'on puisse dire est que leurs titulaires ignorent aujourd'hui les concessions qu'ils devront faire demain et les expédients auxquels il leur faudra avoir recours. On comprendra alors la valeur du critère que nous avons défini : la faculté, pour le parti prolétarien, de dominer le mouvement des classes sociales par la connaissance exacte des forces économiques qui le déterminent.

## L'ÉPREUVE DES IDÉOLOGIES.

Quelques mots restent à dire sur l'idéologie populiste et son déclin. Le parti qui en fut comme l'exécuteur testamentaire, le parti socialiste-révolutionnaire, ne croula sur le plan politique qu'au cours des événements de 1917. Mais cette faillite n'était plus depuis longtemps qu'une **échéance**. Car en fait, la vaporeuse théorie populiste n'était plus, depuis des années, que l'enveloppe falsifiée d'une banale politique petit-bourgeoise épousant platement les conséquences de l'évolution dont Lénine a tracé le tableau. Un bref retour sur les formes intimes de ce phénomène le fera plus aisément comprendre.

L'œuvre de Lénine, dont nous avons rapporté les grands traits, montre de façon très suggestive, qu'à l'égard du féodalisme, le capitalisme n'est pas seulement révolutionnaire au point de vue de la modernisation des formes économiques, mais aussi sous l'angle de la libération des individus et de l'élargissement de leurs aspirations sociales. Elle montre enfin, que toute idéologie se fondant sur la **conservation** d'une structure sociale, fut-elle auréolée de l'idyllique égalitarisme primitif, ne peut être qu'un élément de réaction politique et une justification hypocrite des privilèges sociaux, bien plus odieuse que l'apologie ouverte de ces privilèges lorsqu'elle s'enrobe dans une perspective prétendument « socialiste ».

Le compromis social que dissimulait la réforme agraire de 1861 avait pour objet réel de libérer les intérêts de la production bourgeoise à la campagne tout en sauvegardant ceux de la propriété foncière noble. Au point de vue économique et technique, comme au point de vue social le résultat fut bâtard. Faute de main-d'œuvre qualifiée, d'approvisionnement en matériel et outillage modernes, la mise en valeur des grandes tenures ne pouvait être assurée qu'en ayant recours, paradoxalement, à des formes de contrats très proches du servage à peine aboli. Les serfs libérés ne disposaient plus d'assez de terrain pour assurer leur subsistance, leur nouveau patrimoine était amputé des parties contenant des installations ou des ressources indispensables (communication, abreuvoir, bois, etc.). De leur côté les propriétaires fonciers ne disposaient plus, depuis la suppression de la servitude, des bras nécessaires à la mise en valeur de leur patrimoine. Pour surmonter ces difficultés réciproques il s'établit un curieux système de rapports ayant pour objet de pourvoir les uns en terre les autres en main-d'œuvre. Afin de disposer du concours des paysans au moment crucial des moissons, de la récolte, etc., le propriétaire foncier cédait de la terre au paysan en échange des prestations de travail, dont nous avons déjà étudié le principe, mais qu'il convient de considérer un instant sous l'angle de leur répercussion sociale pour comprendre le caractère odieux de la position des néo-populistes. Pour agrandir sa surface ensemencée le paysan consentait donc, dans ce système, à travailler la propriété du noble durant des périodes déterminées ou pour des tâches bien définies. De tels contrats prenaient des formes extrêmement variées, mais ils avaient tous ce caractère commun de se rapprocher bien davantage de l'ancienne servitude féodale que du travail salarié : les paysans y travaillaient avec leur propre outillage et leurs bêtes de trait et, en échange, ils recevaient l'usufruit d'une parcelle supplémentaire. Le résultat ne différait pas sensiblement de la **corvée** moyenâgeuse.

Il n'est pas nécessaire de souligner que ce système donnait lieu à une exploitation féroce du paysan. A la cession de terre s'ajoutent des méthodes usuraires. De plus, le seigneur s'assure la main-d'œuvre pour la période **qui lui convient**, c'est-à-dire pour la pleine saison agricole ; le paysan ne peut remplir ses obligations qu'en délaissant son propre champ : « ... Il lui faut charruer le blé du seigneur en laissant pourrir le sien sous les intempéries ». Lénine en fait un **tableau** impitoyable montrant que la condition du salarié agricole est bien supérieure, même par l'évaluation en argent, à celle des anciens serfs qui se livrent aux prestations de travail.

On a vu plus haut par quel processus difficile ce système fut peu à peu éliminé. Il faut maintenant comparer, sur cette base, l'évolution russe à celle du Moyen-Age européen. Marx a défini les formes de transition entre les rapports féodalistes et les rapports bourgeois dans les campagnes. Les trois formes de rapports personnels qui précèdent l'avènement du mode capitaliste de production dans l'agriculture correspondent aux trois formes de la rente foncière féodale : la rente en travail, la rente en produits, la rente en argent. En Europe l'évolution de la structure agraire médiévale s'est effectuée par un passage plus ou moins rapide, selon les régions, par ces trois formes et, en gros, dans l'ordre cité par Marx. Chaque transformation fut incontestablement une amélioration de la condition du travailleur de la terre et représentait un adoucissement de la contrainte « extra-économique » qui le liait au seigneur. Elle signifiait, en effet, que l'excédent théorique du produit, sur lequel est fondé tout le système de la rente foncière,

s'était accru. Avec la rente en argent, notamment, il s'avérait que l'émancipation économique du serf était possible puisqu'elle supposait, d'une part qu'il disposait d'un excédent susceptible d'être porté sur le marché pour s'y échanger contre du numéraire, de l'autre que la redevance avait acquis une relative stabilité. Bien que le serf fut en effet « taillable à merci » comme auparavant, cette forme d'assujettissement est beaucoup moins tyrannique que la rente en travail car elle laisse le paysan relativement libre d'organiser techniquement son travail propre, ce qui lui est impossible dans le système de la corvée qui le laisse littéralement à la merci du bon vouloir du seigneur. (En Russie, Lénine le relève dans son ouvrage, la rente-prestation-de-travail tend dans certains cas à faire du paysan un véritable valet de ferme dont tout le temps appartient au seigneur.)

Quand la rente s'est transformée en rente-argent, on est à la veille de la rente capitaliste fondée sur un libre contrat qui entre en vigueur dès que la révolution démocratique brise les liens personnels entre le paysan et le seigneur et fait de la terre un article de commerce. Dès lors, le paysan est un véritable producteur indépendant du moins aussi longtemps qu'il n'est pas exproprié par la concurrence que développe le système mercantile. Or, ce qui est caractéristique de la Russie de la fin du siècle c'est qu'elle développe déjà cette concurrence, comme nous l'avons montré, alors que les rapports de servitude ne sont pas encore complètement extirpés de la structure agraire, et qu'ainsi elle associe, à la campagne, deux formes de misère : la misère de source féodale, la misère de source capitaliste. Dans la Russie, d'après l'abolition du servage, non seulement l'évolution de l'agriculture au travers des trois formes classiques de rente est presque stoppée, mais encore on assiste, en certaines régions, à un véritable retour sur des formes antérieures : on revient de la rente argent à la prestation de travail. Ce phénomène s'explique par le caractère timoré et conservateur de la réforme tsariste. Elle a conservé les privilèges des nobles, favorisé les paysans riches et privé les paysans pauvres des quelques avantages qu'ils détenaient dans la structure communautaire patriarcale. Il faut toujours des décades de lente évolution économique pour réaliser ce qu'une réforme politique radicale n'a pas accompli.

Aussi ne peut-il y avoir de doute sur ce qui, dans cette évolution représente le progrès et ce qui représente la stagnation. Lénine ne s'est pas borné à accumuler les exemples et les chiffres qui prouvent que le travail salarié, au fur et à mesure qu'il fait reculer les prestations de travail, s'avère plus rémunérateur et plus avantageux pour le paysan ; il a souligné aussi qu'il est idéologiquement progressif car il ouvre les yeux des travailleurs bornés de la campagne et les met en présence des véritables problèmes politiques et sociaux. Il détruit l'attachement à la glèbe, l'infâme suggestion esclavagiste que constitue ce que les poètes philistins appellent « le culte du terroir » (et que les renégats du marxisme voudraient, sous la forme insidieuse du coopérativisme agraire, nous faire passer pour du « socialisme »), mais qui n'est que le plus dégradant anéantissement de l'individu et du producteur au profit de formes surannées de production : « la barbarie au sein de la civilisation ».

Les populistes, au contraire, fanatiquement attachés à leurs illusions sur la « paysannerie communautaire » en viennent à présenter comme la saine continuation du communisme patriarcal ce qui n'est qu'ignoble adaptation de la servitude à la conservation des privilèges des propriétaires fonciers et au développement des nouveaux propriétaires bourgeois. Ils justifient avec acharnement les vieilles

formes et, lorsque le moujik russe est poussé à fuir cet horrible sort en cherchant sa voie de salut dans le travail salarié au-delà des limites de sa province, ils crient au scandale et le calomnient, le traitant d'ivrogne, de débauché échappant à la surveillance des chefs, etc. « Pierre qui roule, dit l'un d'eux, n'amasse pas mousse, l'homme sédentaire acquiert nécessairement quelque propriété **et y tient** ». Voilà bien les effets de l'attachement de l'homme au sol, constate Lénine ; et les populistes ne sont plus que de vulgaires **défenseurs de la propriété**. Mais ces migrations de paysans, en voie de devenir des salariés, même si elles donnent lieu à des exploitations aussi féroces que celles qu'Engels reporta dans son étude sur la révolution industrielle en Angleterre, n'en sont pas moins une **libération** car elles dépouillent l'ancien serf du lien à la terre et le transforment en révolutionnaire de demain, **en prolétaire**.

Ainsi l'idéologie populiste n'a pas résisté à la grande poussée du mercantilisme et s'est peu à peu transformée en idéologie de conservation sociale et en doctrine réactionnaire, même par rapport à la révolution bourgeoise qu'elle prétendait « dépasser » dans la voie du socialisme. Cette déchéance confirme qu'elle n'était rien d'autre qu'une idéologie petit-bourgeoise et qu'à ce titre elle a fait sienne la grande illusion de toute cette catégorie sociale qui croit possible d'éviter l'approfondissement des contrastes sociaux par un équitable partage du sol, ce qui n'est que la transposition, dans le domaine agraire, de l'utopie proud'honnienne de « l'équitable répartition du produit du travail » préconisée quelques lustres plus tôt en Occident pour l'industrie. Aussi longtemps que la production se développe au travers des formes mercantiles, même en supposant viable une organisation collective d'entreprise du type de celle que les stalinistes ont réalisée avec les kolkhozes, elle ne peut que creuser le fossé entre les classes, accumuler la richesse à un pôle de la société, la misère à l'autre. Mais cette paupérisation est révolutionnaire et les prolétaires ne peuvent que souhaiter qu'elle prenne la forme la plus radicale car c'est d'elle que dépend le grand heurt décisif des classes qui mettra fin au règne du capitalisme et de la bourgeoisie.

L'histoire russe n'a pas fait exception à la règle en ce qui concerne le développement des formes modernes de production. Après un grand détour et d'innombrables vicissitudes, elle a vu fleurir les idéologies classiques du système capitaliste-mercantile. Dans le cas du populisme, lorsque furent réduites à néant les bases objectives du « communisme primitif russe », apparurent, indéracinables, les tabous de l'idéologie bourgeoise : la liberté du producteur présentée comme fondement du socialisme, l'entreprise comme cadre-limite du « collectivisme » agraire, l'organisation de la production sur la base du « libre-contrat », toutes notions chères à Proud'hon, dont ce n'est pas un hasard que le plus grand précurseur de l'école populiste, Herzen, se soit présenté comme un des plus ardents disciples.

## **LES "DEUX TACTIQUES"**

La position du marxisme russe, nous ne l'avons jusqu'ici vérifiée qu'en ce qui concerne l'avenir économique de la Russie tsariste et les profondes modifications sociales introduites par le capitalisme. En suivant le plan sommaire que nous nous sommes tracé, il s'agit maintenant de l'apprécier dans la lutte révolutionnaire : après la phase de formation et de préparation du parti, celle de son intervention

politique. A ce stade de la maturation du mouvement ouvrier russe correspond l'existence, dans ce pays, de fortes masses de travailleurs industriels qui, dès le début du siècle, déclanchent de formidables grèves générales et sont déjà prêts à entraîner toutes les classes opprimées dans un assaut général et grandiose contre l'Etat tsariste. Le point culminant de cette période est la révolution de 1905. Quelles directives convient-il de donner à cette immense levée sociale ? C'est la question que traite Lénine dans son ouvrage « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ».

On peut considérer qu'à cette date la perspective des populistes est définitivement éliminée, du moins en tant que vision historique qui n'était pas dépourvue d'une certaine grandeur. Ceux qui, pendant de longues années encore, en défendront la tradition — les socialistes-révolutionnaires — confirmeront, en dépit des exploits de leur aile terroriste, qu'ils incarnent les aspirations d'une classe, la paysannerie, qui n'a pas d'avenir historique propre et ne peut être qu'à la remorque de la bourgeoisie ou du prolétariat. Mais la bataille idéologique que les marxistes russes viennent de gagner contre eux, ils seront contraints de la reprendre contre d'autres adversaires qui sont d'autant plus coriaces et dangereux qu'ils sont nés au sein même du mouvement se réclamant de Marx et du socialisme international. Le populisme, avons-nous dit, était imprégné de la psychologie propre aux couches sociales qui redoutent au même titre le grand capital et le prolétariat. Mais cette psychologie se manifestait, en Russie, avant que s'y développe la classe sociale qui en est classiquement représentative. Dans ce sens c'était un produit spécifiquement russe, **pré-capitaliste**. La déviation que Lénine va combattre (et qu'il a déjà combattue en plusieurs occasions qu'il n'est pas possible de rapporter ici) exprime également une mentalité petit-bourgeoise ; mais non pas romantique et révolutionnaire à la façon des populistes, réformiste au contraire et fortement influencée par la rhétorique parlementaire des opportunistes de la social-démocratie d'occident. A ce dernier titre, c'est un produit international, **post-capitaliste**. Il se cristallise en Russie dans la tendance dite des "menchevicks".

Ces deux expressions de l'idéologie petit-bourgeoise vont d'ailleurs se conjurer et se confondre dans une même politique au fur et à mesure que se préciseront les intérêts sociaux de la Russie en pleine transformation et que, d'autre part, la dégénérescence opportuniste de la Seconde Internationale se précipitera. Mais en 1905 les jeux ne sont pas encore faits, l'erreur des révisionnistes n'est pas encore devenue trahison. Le combat implacable mené alors par Lénine ne peut que davantage nous intéresser car, portant sur des faits, des programmes, des attitudes et des arguments qui ne sont pas encore sanctionnés par l'enrôlement sous la bannière ennemie, il ne souligne que mieux la vérité de cette affirmation : à l'origine de toute défaite et de toute trahison il y a une erreur de théorie. Il prouve également par là que la caractéristique essentielle du parti de classe ce n'est pas de posséder des masses d'adhérents, c'est de détenir la bonne théorie.

Il n'est pas téméraire d'affirmer, à propos de cette phase cruciale du mouvement russe que, faute d'en comprendre la signification historique, non seulement on ne dispose d'aucun fil conducteur pour déchiffrer l'étape ultérieure, celle de la révolution d'Octobre, mais encore on ne peut saisir la portée présente des grands mouvements anti-colonialistes d'Orient que la faiblesse actuelle du prolétariat confine dans leur cadre capitaliste et bourgeois. Réciproquement le redressement qui s'opérera dans le mouvement prolétarien international devra reprendre à son

compte la vision initiale des fondateurs de la doctrine, qui renaît ainsi toujours plus vivace après chaque épreuve, prenant un visage nouveau en ce qu'il est à la mesure des nouvelles luttes engagées, mais se modelant intégralement, dans sa substance fondamentale, sur l'impulsion primitive qui contenait déjà, avec l'analyse critique du mode moderne de production, son acte de condamnation historique.

## L'ORTHODOXIE MARXISTE DANS LA QUESTION DE LA RÉVOLUTION BOURGEOISE.

Dans le débat qui oppose menchevicks et bolchevicks (1) au sujet de la tactique à préconiser dans la révolution de 1905 s'affrontent en réalité le point de vue orthodoxe selon Marx et celui qui, sourdement, tend à devenir prédominant dans la Seconde Internationale et qui l'entraînera dans la collaboration de classes au cours de l'éclatement de la guerre de 1914-1918, bien qu'il ait été jusque-là officiellement combattu dans tous les congrès. Cette situation de 1905, où les partisans inavoués du révisionnisme prétendent respecter scrupuleusement Marx, tandis que ceux qui lui sont en réalité fidèles apparaissent comme des innovateurs ne rend pas les choses claires. Même avec le recul du temps on ne peut les démêler sans rappeler ce qu'était la véritable vision de Marx, telle qu'il l'a définie dans plusieurs textes :

Le "Manifeste" de 1848 avait assigné au prolétariat la prise du pouvoir, la "Guerre civile en France 1871" précisait qu'elle devait s'accomplir par la destruction du vieil Etat et l'hégémonie politique de la classe ouvrière.

Contre cette conception fondamentale, les révisionnistes de la Social-Démocratie allemande avaient déjà entrepris en 1905 une attaque sournoise. Marx affirmait que le prolétariat, après avoir lutté pour l'éviction des formes féodales aux côtés de la bourgeoisie devait retourner ses armes contre celle-ci et en détruire la forme de gouvernement. Les révisionnistes, eux, avancent que **désormais**, grâce à la "conquête" du suffrage universel, les travailleurs peuvent pacifiquement conquérir le pouvoir et y opérer une transformation **socialiste** des rapports de production. Cette conception est devenue la plateforme classique de tout opportunisme et les disciples de Khrouchtchev l'ont reprise sans y changer un iota, sauf que leur argument principal est qu'il existe aujourd'hui "un cinquième du monde qui est socialiste" et à qui il incomberait de "convaincre" les quatre-cinquièmes restant de la supériorité de son système. Mais ce n'est là qu'une extension du crétinisme parlementaire de l'échelle nationale à l'échelle mondiale.

L'essentiel de la théorie marxiste du prolétariat tient donc dans la définition de la violence sociale comme seul moyen de transformation socialiste de la société. Mais cette violence ne caractérise pas seulement la période de lutte armée pour le pouvoir, elle concerne davantage encore la phase post-révolutionnaire et la forme politique du gouvernement qui en est issu. Il n'est pas impossible en effet — quoique très improbable depuis que l'Etat bourgeois s'est hérissé de formi-

---

(1) On sait que "menchevicks" et "bolchevicks" signifient respectivement minoritaires et majoritaires ; appellation toute conventionnelle car le rapport numérique des forces entre les deux tendances de la social-démocratie russe fut plusieurs fois inversé. Le courant authentiquement marxiste est celui de Lénine et des "bolchevicks".

dables défenses civiles et militaires — que la révolution puisse emporter la partie sous la forme d'un ralliement massif à son programme en submergeant tous les appareils de la classe adverse. Mais ce qui est absolument exclu, c'est que la transformation sociale qui doit en résulter soit réalisable sans dictature de la classe révolutionnaire sur les anciens privilégiés, et ce jusqu'à l'extirpation de toutes les bases économiques des inégalités sociales.

Ce n'est donc pas la violence insurrectionnelle qui distingue essentiellement la position marxiste de tout "gradualisme" politique, mais la notion de la dictature révolutionnaire **après** la prise du pouvoir par le prolétariat. La destruction de l'Etat bourgeois est la condition nécessaire mais non pas suffisante de la victoire du socialisme car, d'une part, elle laisse intactes la résistance acharnée des classes vaincues et leur volonté exaspérée de revanche, qui n'ont jusqu'ici épargné aucune révolution, et, de l'autre, elle ne résoud pas l'attachement d'une grande partie de la société aux formes antérieures de production, sa psychologie réactionnaire qui ne fléchit qu'à regret devant les succès de la révolution, ne manifestant pas pour celle-ci un idyllique et durable enthousiasme mais y opposant au contraire une sourde mais tenace nostalgie pour les formes passées que seule la destruction définitive des anciens rapports économiques peut éteindre à tout jamais.

Les prolétaires conscients, et à plus forte raison leurs cadres politiques, ne sont certainement pas ces brutes sanguinaires, ces déments assoiffés de sang dont l'idée terrorise le philistin à l'invocation du seul mot de "révolution". Ils peuvent concevoir et espérer que la poussée révolutionnaire sera telle que sa violence sera contenue dans les limites strictes des nécessités de la lutte, que la maturation des conditions économiques d'une structure nouvelle au sein de l'ancienne aura atteint un degré suffisant pour permettre le ralliement au nouveau régime, non seulement de la masse entière des exploités mais encore toute la partie des autres classes qui n'est pas directement et irrévocablement liée à la restauration du pouvoir antérieur. Mais ils ne peuvent ignorer que la transformation complète des rapports de production est longue et difficile et qu'à chacun des reflux et des ralentissements du bouleversement révolutionnaire, les membres des classes déchues peuvent compter sur la lassitude, l'instabilité des couches sociales qui, par définition, n'ont ni la conviction ni le courage du prolétariat. Ces notions classiques et élémentaires dans la position marxiste, il est toujours nécessaire de les marteler, particulièrement lorsque, de tout côté, on s'évertue à les déformer ou à les déprécier sous couvert d'une généreuse humanisation de la guerre des classes, mais en réalité en laissant la voie libre à toutes les espèces d'opportunismes.

Pour revenir à la question russe il faut se demander qu'elle pouvait être l'utilité de ces principes fondamentaux pour la révolution **démocratique** de 1905 : si on prend la peine de se rappeler que Marx les a déduits d'expériences portant sur des révolutions **bourgeoises** on comprend sans difficultés qu'ils ne sont pas seulement valables pour la révolution socialiste, mais qu'ils s'appliquent à **toute révolution**. Le triomphe des formes capitalistes n'a été possible qu'à l'aide d'une impitoyable dictature politique qui faisait fi de la rhétorique de fraternité et de liberté si longuement développée auparavant. La révolution démocratique exigeait donc, en Russie comme ailleurs, la dictature du nouveau pouvoir révolutionnaire et elle en avait d'autant plus besoin que le tsarisme disposait d'un énorme appareil de répression et régnait sur une corruption extrêmement développée.



Mais pour éviter toute confusion à propos de l'appui que le prolétariat devait apporter à la révolution démocratique russe il convient de rappeler auparavant dans quelle perspective internationale **socialiste** il s'inscrivait. Comme nous l'avons déjà exposé dans plusieurs textes, le mouvement politique du prolétariat se présente dans l'aire russo-asiatique à un moment historique où le niveau des forces et structures productives n'a pas encore atteint celui des pays occidentaux. Selon Marx, la relation entre le mouvement socialiste russe et le mouvement international s'établit suivant ce schéma. Le renversement du tsarisme est nécessaire pour le succès des révolutions sociales dans le reste de l'Europe : les révolutions bourgeoises et les mouvements d'indépendance nationale des pays assujettis au joug interne ou étranger de l'absolutisme féodaliste, les révolutions ouvrières dans les pays où règne la bourgeoisie et où les formes capitalistes de production sont dominantes. Réciproquement, la révolution russe ne pourra aborder la perspective du socialisme sans le secours et l'appui de la révolution prolétarienne européenne. Rigoureusement fidèle à ce schéma Lénine préconise, pour le prolétariat russe, l'appui total à la révolution populaire anti-tsariste, mais il ne cesse de dire et de répéter **qu'il s'agit là d'une révolution BOURGEOISE**. Et plus tard, lorsque cette révolution, enfin victorieuse, prendra un caractère socialiste par la nature de son pouvoir politique et son orientation internationale vers la généralisation de la dictature prolétarienne à toute l'Europe, il redira encore inlassablement que le nouvel Etat russe, **politiquement ouvrier et prolétarien**, ne pourra passer au socialisme, **au point de vue économique et social**, sans le succès de la révolution communiste à l'Ouest. Cette affirmation il faut sans cesse la jeter à la figure des falsificateurs de la doctrine marxiste qui ont prétendu que le socialisme était possible et réalisé **dans la seule Russie**.

Mais pour être démocratique et bourgeoise, la révolution qui se présente en 1905, comme elle se représentera en 1917, après l'échec de la première tentative du prolétariat russe, n'en est pas moins une révolution. Et il convient de l'aborder comme telle en la réglant suivant les normes de toute révolution : un gouvernement révolutionnaire, la dictature sur les classes battues.

(à suivre)

# NOTES D'ACTUALITÉ

## PROMOTION DE L'AFRIQUE

Les derniers événements, qui se sont déroulés en Afrique, ont fortement touché l'opinion publique européenne et entament son sentiment de supériorité. Des peuples noirs seraient capables de se gouverner tout seuls ! Une grande partie de l'Humanité sort de la torpeur où elle avait été plongée et accède de nouveau à la scène de l'histoire. Mais ce ne sont pas des « sauvages » qui, soudain, sont catapultés ainsi (en raison de forces « mystérieuses » que certains veulent attribuer uniquement à la lutte entre les impérialismes), mais ce sont des peuples qui ont une antique et glorieuse histoire.

« Les révélations des navigateurs du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle fournissent la preuve certaine que l'Afrique Nègre qui s'étendait au sud de la zone désertique du Sahara était encore en plein épanouissement, dans tout l'éclat de civilisations harmonieuses et bien formées. Cette floraison, les conquêtes européennes l'anéantissaient à mesure qu'ils progressaient. Car le nouveau pays d'Amérique avait besoin d'esclaves et l'Afrique en offrait : des centaines de milliers, de pleines cargaisons d'esclaves ! Cependant, la traite des noirs ne fut jamais une affaire de tout repos ; elle exigeait sa justification ; aussi, fit-on du Nègre un demi-animal, une marchandise. Et c'est ainsi que l'on inventa la notion de fétiche (portugais : *feticeiro*) comme symbole d'une religion africaine. Marque de fabrique européenne ! Quant à moi, je n'ai vu dans aucune parti de l'Afrique Nègre les indigènes adorer les fétiches.

« L'idée du « Nègre barbare » est une invention européenne qui a, par contre coup, dominé l'Europe jusqu'au début de ce siècle. » Leo Frobenius. *Histoire de la civilisation africaine*. Traduit de l'allemand par Dr H. Back et D. Ermont. Pages 14-15.)

L'auteur des lignes qui précèdent a la même admiration pour les populations du Kassai-Sankuru (qu'il a visitées en 1906) que celle qu'éprouvait Morgan devant la société iroquoise. Ceci ne surprend pas un marxiste qui sait à quoi s'en tenir sur la valeur de la société actuelle, — summum de la civilisation. Mais notre but n'est pas d'étudier ces sociétés avant l'arrivée des Européens, ni d'expliquer en détails que

c'est l'impérialisme blanc qui est cause de la torpeur et du retard de l'Afrique. Nous voulons simplement souligner la validité du schéma marxiste de l'évolution générale de l'espèce humaine : du communisme primitif au communisme scientifique. Mais les peuples n'évoluent pas tous à la même vitesse. Ainsi, une partie de l'Afrique franchit, de nos jours seulement, l'étape de l'indépendance nationale, forme juridico-politique qui correspond au développement du capitalisme dans ces pays, comme ce fut le cas en Europe au siècle dernier. Cette étape est nécessaire sur le chemin de la révolution socialiste, elle l'est actuellement, car il n'y existe pas de force (celle du prolétariat) capable de conduire une double révolution et, de ce fait, d'abréger la phase capitaliste pour les peuples africains.

Cet événement est d'une grande importance, non seulement à cause de son poids historique mais aussi par son extension dans l'espace. Nous considérerons, tour à tour et rapidement : 1) les pays qui ont acquis leur indépendance ; 2) ceux qui l'obtiendront en 1960 ; 3) les pays de la future communauté franco-africaine.

1° *Les pays ayant acquis leur indépendance.*

Parmi ceux-ci, nous citerons en premier lieu le Liberia et la Rhodésie du Sud. Le premier, du fait que son indépendance est déjà lointaine (1848) et le second, du fait qu'il est un cas particulier : il est associé à deux Etats, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland qui dépendent de Londres. Ils forment la fédération de Rhodésie-Nyassaland.

Depuis le 28 septembre 1958, la Guinée est indépendante. C'est un territoire de 280.900 km<sup>2</sup>, peuplé de 2.250.000 habitants. Il devait être la seconde Zone d'Organisation industrielle africaine, la première étant le sud-algérien (région de Colomb-Béchar), ce qui souligne à la fois l'intérêt qu'il revêtait pour la France et son évolution avancée. La Guinée possède, en effet, un riche sous-sol géologique : les vastes gisements de fer (Kaloum, Yombeishi) qui intéressent beaucoup les britanniques (il en est de même pour ceux de Mauritanie) et de bauxite, en particulier. En dehors de la France, la Grande-Bretagne et le Canada ont des intérêts importants dans cette production. Il est à remarquer que si

les crédits français ont été supprimés pour les travaux publics, après le « non » au référendum, les grandes sociétés ont pu librement continuer leurs travaux et même recevoir l'aide financière de l'Etat. Ceci est le cas pour les travaux de la future usine d'aluminium qui sont conduits par un groupe de Sociétés dominé par Pechiney (dernièrement un nouveau partenaire est venu grossir le lot : une société allemande). Une fois encore, c'est la démonstration que l'Etat n'est pas un organisme au-dessus des classes, mais qu'il est au service d'une classe : la classe capitaliste.

Non seulement les travaux ne furent pas interrompus, mais le barrage sur le Konkouré sera peut-être construit, car il est justement désiré par ce groupe de Sociétés. La Guinée ne sera donc probablement pas asphyxiée économiquement.

A ces richesses exploitées ou d'ordre potentiel, la Guinée ajoute un grand développement de l'agriculture ; on citera la culture intensive de la banane qui fit la richesse de certains capitalistes français.

Ce pays a, de plus, une tradition historique importante. Avant la venue des Européens il a connu un grand empire, celui de Guinée. En cela, il présente des similitudes avec le Ghana avec lequel des pourparlers sont en cours (depuis le 24 novembre) pour former une union qui serait le noyau des futurs Etats-Unis d'Afrique.

Le Ghana — autre Etat indépendant de l'Afrique Noire — connut des périodes fastes comme celle de l'Empire du Ghana qui fut fondé au IV<sup>e</sup> siècle de notre ère. Il est très riche du point de vue agricole — culture du cacoyer — et d'un point de vue du sous-sol : la bauxite, en particulier. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les sociétés West African Aluminium, British Aluminium Limited et Aluminium of Canada y ont développé l'exploitation de l'alumine. La dernière société citée se retrouve en Guinée. Ceci n'est pas un cas isolé, le trust Unilever en fournit un autre exemple (on trouve ce dernier aussi bien dans les territoires anglais que dans les anciennes colonies françaises). Qu'il y ait une lutte, entre les différents impérialismes, pour la conquête de ces marchés lucratifs, cela ne fait pas de doute. Mais ce qui est faux, c'est l'affirmation selon laquelle l'indépendance des pays africains serait le résultat de ces conflits. Il y a eu un véritable mouvement national qui a pu profiter de ces contradictions.

2° *Pays qui obtiendront leur indépendance en 1960.*

Les pays comme le Togo et le Cameroun

ont profité, eux aussi, des rivalités impérialistes. En effet, le mouvement de libération nationale a eu des conditions plus favorables que dans les autres pays africains du fait qu'ils n'étaient pas formellement des colonies françaises mais étaient et sont, pour quelque temps encore, des territoires sous tutelle ; c'est-à-dire que la France les administre pour le compte des Nations-Unies. Cela veut-il dire que celles-ci sont les défenseurs des nations opprimées ? Les événements de l'été dernier au Moyen-Orient sont là pour démontrer le contraire. Le conflit entre les divers impérialismes n'est pas suffisant pour expliquer ces mouvements de libération nationale. Nous rappellerons aux tenants de cette théorie, les événements de 1952 et 1953 où le Cameroun connut une vague extraordinaire de grèves qui s'étendit, à un moment donné, à toute l'Afrique Occidentale Française.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1960 un autre grand Etat africain doit obtenir son indépendance : la Nigéria, peuplée actuellement de 32 millions d'habitants et recelant de grandes richesses minières. Ce sera le plus important de tous.

3° *Etats de la communauté franco-africaine.*

Neuf Etats sur onze sont entrés dans cette communauté, en tant que Républiques autonomes. Ce sont : le Soudan, le Sénégal, le Gabon, le Tchad, la Mauritanie, le Moyen-Congo (devenu République du Congo), l'Oubangui-Chari (devenu République Centre Africaine), le Dahomey et la Côte d'Ivoire. La Haute-Volta et le Niger ne se sont pas encore prononcés (10 décembre 1958) (1). Certes, l'étape de la libération nationale n'y est pas complètement faite, mais c'est un pas important. Cette Communauté rassemblera un peu au Commonwealth britannique. Or, du jour où les anciennes colonies anglaises sont entrées dans cet ensemble, le problème de leur indépendance passait, petit à petit, du domaine du droit, dans le domaine du fait. Les événements ayant tendance à s'accélérer, il se pourrait que, dans un avenir proche, ces pays atteignent le même but que le Ghana et la Guinée.

C'est ce mouvement d'indépendance que le Philistin bourgeois n'arrive pas à s'expliquer, à justifier. On lui a toujours présenté la France comme une bienfaitrice

(1) Nous avons omis, volontairement, de parler de la République autonome de Madagascar, puisqu'elle ne fait pas partie de l'Afrique noire. Le problème qui se pose à elle est, bien entendu, le même que celui des pays dont il est question dans cet article.

pour ces pays. On lui a dit — argument qui le touche le plus — que la France y perd, économiquement parlant ; qu'elle aurait tout intérêt à abandonner ces « ingrats », et que c'est lui, pauvre contribuable français, qui paie le développement de ces pays arriérés.

Aux illusions philanthropo-économiques de notre contribuable nous opposerons les réalités africaines.

« Les subdivisions traversées par la piste étaient chargées de fournir les porteurs. Les conditions de travail étaient dures : charge, 30 kilos ; étape, 25 kilomètres ; salaire, 1 franc. Les transports allant toujours s'intensifiant, le portage finit par rebuter les meilleures volontés. Aucune nourriture n'était prévue, et la plupart des porteurs, gens imprévoyants (sic) devaient courir leurs 80 ou 100 kilomètres tirillés par la faim. Plus tard, on en viendra jusqu'à retenir leur maigre salaire pour le verser à l'impôt du village. » (R.P. Daigre : « Oubangui-Chari, témoignage sur son évolution » (1900-1940). Issoudun, Billen et Cie, 1947, p. 111. Cité dans l'article de J. Suret-Canale : Les problèmes économiques franco-africains et le problème de l'indépendance. Economie et Politique N° 50-51 septembre-octobre 1958, p. 63.)

« Les malades et les petits enfants, abandonnés au village, y mouraient de faim. J'ai visité plusieurs fois une région où les moins malades achevaient les plus atteints pour les manger ; j'y ai vu des tombes ouvertes où les cadavres avaient été enlevés pour être mangés. Des enfants squelettiques fouillaient des amas de détritus pour y chercher des fourmis et autres insectes qu'ils mangeaient crus. Des crânes, des tibias, traînaient aux abords des villages... » (ouvrage cité, p. 115-116, dans la même revue p. 64).

Voici pour les douceurs de la colonisation. Est-ce un fait du passé ? Non, car toujours cité dans « Economie et Politique », nous apprenons que « dans le compte rendu des débats de la conférence de la production et des investissements » tenue à Bangui en décembre 1950 (et c'est le chef du bureau des Affaires économiques du territoire qui parle) :

« ..., alors que rien n'oblige l'Africain à produire, la vente des produits est soumise à l'obligation... l'habitude veut que le producteur vienne au rendez-vous, parce qu'il sait y trouver l'autorité et est entraîné à la craindre. Les commerçants sont donc assurés d'un minimum de production et en cas de tuile, il est bien entendu que

l'administrateur trop zélé portera les responsabilités... » (p. 64).

En compensation, il y a eu peut-être un développement de l'enseignement ? « L'Afrique Occidentale Française (A.O.F.) avec ses 18.729.000 habitants et 2.800.000 enfants scolarisables n'a que 326.900 scolarisés » (chiffres donnés par « Enseignement d'Outre-Mer » 1956, (Le Colonialisme, Rapport du Dr Felix-Roland Moumié (Cameroun), Conférence de Solidarité des peuples Afro-Asiatiques, Editions en langues étrangères, Moscou 1958, p. 97).

Mais, dira-t-on, il y a eu un développement économique indéniable. Celui-ci a obligatoirement profité à l'Africain. Un certain développement a eu lieu, il est vrai, il a profité à des gens comme... Péchiney : « une société mixte (dont l'essentiel des investissements a été fourni par les pouvoirs publics) fournit à l'usine Péchiney du courant électrique à bon marché (0,80 fr. mètre le kWh) ». L'excédent de courant inutilisé, la société mixte Enelcam le vend aux usagers au prix « traditionnel » le plus élevé du monde : 28 à 30 fr. CFA (Economie et Politique, article cité, p. 64).

Un autre reproche plus récent et plus sérieux, en apparence, est celui qui prétend que les mouvements d'indépendance aboutiront à la balkanisation de l'Afrique, et donc à la destruction des grands ensembles fédératifs comme ceux créés par la France (A.O.F. et A.E.F.) Ceci ne tient pas, lorsqu'on sait que ce sont les Européens eux-mêmes qui ont dépecé l'Afrique selon leurs intérêts (conférence de Berlin). C'est ainsi qu'on a fragmenté de grandes unités ethniques : le groupe des Ewes est divisé en trois parties distinctes bien qu'ils parlent la même langue : un groupe de 400.000 dans la Côte d'Ivoire, un autre de 150.000 dans la partie méridionale du Togo britannique et le troisième de 175.000 dans la partie méridionale du Togo français. Ceci est simplement un exemple parmi une foule d'autres. Des pays formant une unité naturelle ont été divisés ; par exemple, le Cameroun dont une partie est sous mandat français et l'autre sous mandat britannique (ce dernier a été, pratiquement rattaché à la Nigéria). A cela, il faut ajouter la partie nord-orientale qui fut englobée dans le Tchad à la suite d'accords entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne durant la période 1893-1898. Le Togo a subi un sort analogue. Ces deux exemples sont assez édifiants, il est inutile d'insister davantage.

Les pays d'Afrique Noire recevront donc

un « cadeau » empoisonné : l'indépendance nationale limitée au territoire créé par les rivalités impérialistes. D'ores et déjà, ils essaient de surmonter cela, en tentant de se grouper. C'est ainsi que la Guinée et le Ghana veulent s'unir ; que M. Mamadou Dia, président du Conseil de la République du Sénégal parle d'une union avec la Gambie (qui est sous contrôle britannique) « La Sénégalie, a poursuivi M. Dia, est une réalité. Cependant, sa reconstruction appelle certaines conditions : l'accord des populations, etc. (cité dans « Le Monde » du 4-12-58) ; que M. Boganda « leader effectif de la République centre-africaine » et leader du mouvement d'évolution sociale de l'Afrique Noire (M.E.S.A.N.) parle de « création des Etats-Unis de l'Afrique Latine comprenant la République centrafricaine, le Cameroun, le Congo belge, le Ruanda-Urundi, l'Angola » (« Le Monde », 3-12-58).

Tous ces pays connaissent le même problème, le développement des ressources énergétiques : projet de construction d'un barrage sur le Konkouré en Guinée, d'Edéa au Cameroun, d'autres au Ghana, en Haute-Volta, au Congo belge, etc. Or, ces barrages fourniront une quantité d'énergie qui dépassera les capacités d'emploi immédiates de ces pays pris individuellement ; on pourra donc exporter le courant : d'où des rivalités entre ces divers pays pour obtenir la priorité dans la construction des barrages — source de revenus et, en même temps, moyen de prétendre au « leader ship » africain. C'est là le type même des contradictions d'une révolution bourgeoise, conséquence de sa base étroite, nationale. Seule, une révolution socialiste, parce qu'*internationaliste*, pourrait résoudre rationnellement de tels problèmes. Dans la situation actuelle, au contraire, il y aura un énorme gaspillage de forces. L'aménagement projeté du Nil nous fournit un autre exemple de la manière nécessairement bornée — et non adaptée, même, à l'ampleur des travaux nécessaires — dont la bourgeoisie résoud de tels problèmes, et nous montre par là même la nécessité historique d'une direction de toute la société par le Parti international de classe. L'aménagement du Nil, en effet, n'intéresse pas seulement l'Egypte, mais d'autres pays comme l'Ethiopie, le Soudan Oriental, l'Ouganda. Des rivalités nationales et impérialistes empêcheront toute solution rationnelle du problème : il suffit de voir, pour s'en convaincre, les difficultés que rencontre la construction du barrage d'Assouan.

Dans tous les cas, dans la période actuelle, les marxistes révolutionnaires saluent avec sympathie l'accession à l'indépendance de ces pays. De plus, ils savent que le mouvement ne pourra que s'accélérer. Un petit historique le prouvera. En 1955 se tient la conférence Afro-Asiatique que les peuples africains apparaissent d'une manière autonome sur la scène mondiale. Du 26 décembre 1957 au 1<sup>er</sup> janvier 1958, c'est la conférence du Caire, en avril de la même année, c'est celle des nations africaines indépendantes. Enfin, ces jours-ci, dans la même ville, celle des peuples africains. Au cours de celle-ci M. Kwame Nkrumah a déclaré : « Souvenez-vous que vous avez quatre étapes à franchir : 1) obtenir votre liberté et votre indépendance ; 2) les consolider ; 3) créer l'unité et la communauté des Etats libres d'Afrique ; 4) procéder à la reconstruction économique et sociale du continent africain. (Cité dans « Le Monde » du 9-12-58.) On voit apparaître des délégués de nations qui n'avaient pas encore participé aux conférences : un délégué de l'Angola et « les leaders du premier mouvement véritablement nationaliste du Congo » (« Le Monde » du 10-12-58). Autre fait symptomatique : des partis qui s'opposent aux partis traditionnels comme le Parti Africain de l'Indépendance (P.A.I.) et le P.R.A. Sénégal (Parti du Regroupement Africain « fraction gauchiste de l'Union progressiste Sénégalaise qui fit sécession au mois de septembre pour mener la campagne du « non » contre les mots d'ordre des leaders » (« Le Monde » du 8-11-58) assistent à cette conférence.

Une grande étape est donc en train de se réaliser en Afrique : celle de la libération nationale, qui correspond à la libération politique. Est-ce la libération complète de l'homme noir, ou bien reste-t-il encore une autre étape à parcourir ? Certains idéologues comme Aimé Césaire parlait, il y a peu de temps encore, de la vocation du paysan noir comme sujet de l'émancipation de l'Homme dans ces régions. Pour appuyer sa thèse, il disait que le prolétariat d'Occident ne pouvait plus assurer cette fonction : la preuve en était la Révolution russe où avait eu lieu une alliance entre ouvriers et paysans, la preuve en était la Chine où le paysan fut l'élément essentiel de la libération nationale. En Afrique Noire ce serait le Noir parce qu'« il est dans une situation encore inférieure à celle du paysan russe » ou à celle du paysan chinois, qui permettrait, au travers d'un grand mouvement révolutionnaire, de réa-

liser le socialisme par une voie particulière : la voie africaine.

En guise de réponse, nous ferons tout d'abord remarquer qu'un certain nombre de pays sont arrivés à l'indépendance sans pour cela être devenus, dans le même temps, des pays où fleurirait une « variété » quelconque de socialisme, puis nous reprendrons la fameuse argumentation de Marx :

« Où donc est la possibilité positive de l'émancipation allemande (des peuples noirs - N.d.R.) ?

« Voici notre réponse. Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui fait pas de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une sphère qui ne soit pas en opposition particulière avec les conséquences, mais en opposition générale avec toutes les suppositions du système politique allemand, une sphère, enfin, qui ne puisse s'émanciper, sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit, en un mot, la perte complète de l'homme, et ne puisse se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. La décomposition de la société en tant que la classe particulière, c'est le prolétariat. » (Marx : Contribution à la critique de la Philosophie du droit de Hegel. Tome I des Œuvres philosophiques, traduit par J. Molitor, Editions Costes, p. 106.)

Quelqu'un (scandalisé !) nous répondra probablement : vous croyez que les lecteurs ne sont pas à « la page », ce Marx dont vous nous parlez c'est bien trop vieux, il ne pouvait pas prévoir les phénomènes récents qui nécessitent une tout autre attitude dans la société actuelle. Maintenant ce sont les « voies nationales (et d'une manière pacifique) au socialisme qui sont à la mode. Il faudrait savoir une fois pour toutes qu'une doctrine politique ne dépend pas de cette dernière. Quoiqu'on en dise, la doctrine marxiste est toujours actuelle. Nous l'avons dit, la bourgeoisie indigène (si faible soit-elle numériquement) s'unit pour essayer de lutter plus efficacement contre les impérialismes ; elle le fera ensuite contre le prolétariat (si ce n'est pas déjà fait dans certains cas) de telle

sorte qu'à cette alliance devra s'opposer, inévitablement, celle du prolétariat (des prolétaires autochtones et de ceux-ci avec ceux des métropoles) et, dans l'Afrique Nouvelle, retentira alors le fameux cri révolutionnaire, plus que centenaire :

« Prolétaires de tous les pays unissez-vous. »

## ENCORE LE P.C.

## ET LA QUESTION COLONIALE

« Il y a un an, l'Internationale Communiste a appelé les esclaves des colonies à la révolte contre leurs oppresseurs. La section du Parti Communiste français de Sidi-bel-Abbès, en Algérie, vota une résolution condamnant ces appels à des hommes d'une autre race, exploités par l'impérialisme français. Je demande aux camarades français dans quels documents, ils ont proclamé le droit de séparation des colonies (c'est Manouilsky qui parle).

« SELLIER. — Dans le programme du Parti.

« MANOUILSKY. — Il y a actuellement en France 800.000 indigènes. Je demande ce que vous avez fait pour les organiser, pour former parmi eux des cadres d'agitateurs révolutionnaires pour les colonies. L'armée française compte 250.000 noirs. Pensez-vous pouvoir faire la révolution sociale si demain ces 250.000 sont contre vous de l'autre côté de la barricade ? Votre classe ouvrière pourra-t-elle gagner une seule grève, si la bourgeoisie dispose de réserves noires qu'elle peut lancer à tout moment contre elle ? Avez-vous fait une propagande anti-militariste parmi les soldats noirs ?

« Sur les bancs français. — Oui, Oui !

« Non, je n'ai connaissance d'aucun document sérieux. Je vais vous citer un fait qui est insignifiant mais qui est caractéristique. Pendant le Congrès de Lyon, l'Internationale Communiste avait adressé un appel aux ouvriers français et aux peuples coloniaux. La rédaction de l'« Humanité » en le publiant, a intentionnellement supprimé les mots « Aux peuples coloniaux ». Peut-on, avec une telle mentalité faire une propagande énergique parmi les indigènes ? Je souhaite au Parti Communiste français de retourner, tout au moins dans cette question, aux traditions jaressistes. Bien des choses, dans la

pratique et dans la théorie, nous séparant du défunt chef du Parti Socialiste français. Mais sa voix s'élevait toujours réa-loument contre les aventures coloniales. Souvenez-vous de sa courageuse campagne contre l'aventure marocaine. Jaurès n'était pas pour la séparation des colonies, mais il savait attirer l'attention du pays sur la question coloniale.

« Je vais vous citer un fait plus récent. Aux dernières élections, sur sept candidats désignés dans les colonies, il n'y avait pas un seul indigène. Pourquoi n'avez-vous pu trouver comme candidats que des représentants de la race dominante ? » (1).

Il ne semble pas que, par la suite, le Parti Communiste Français ait tenu compte des « réprimandes » de Manouïlsky. Loin d'essayer « d'attirer l'attention du pays sur la question coloniale » ; ils ont escamoté le problème (1). Une preuve de cela fut leur théorie de l'Algérie, nation en formation. Ils concevaient cette dernière « avec, comme éléments composants, non seulement les huit millions de Musulmans, mais aussi le million d'Européens, ou, plus exactement, d'Algériens d'origine européenne » (Discours prononcé à l'Assemblée Nationale le 11 octobre 1955, par Jacques Duclos « J.O. » p. 5002 à 5010). Si vous voulez la même chose, mais « lyriquement » exprimée, il faut citer le discours de Thorez à Alger le 11 février 1939 :

« Nous, Communistes, nous ne connaissons pas les races, nous ne voulons connaître que les peuples.

« Où serait maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : « Cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres. Elle doit être mienne » ?

« Ne se trouve-t-il pas, parmi vous, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà au point d'avoir fait de leur terre le grenier de la Rome antique, les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Eglise catholique Saint-Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismastique Donat (Exclamations et rires à droite et à l'extrême-droite) ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant des vestiges ?

« Sont ici également, les fils des Arabes venus derrière l'étendard du prophète, les fils des Turcs, convertis à l'Islam, apparus par la suite en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés

sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français.

« Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. » (Applaudissements de l'extrême gauche.) Cité par J. Duclos dans le discours mentionné plus haut.

Quel est le programme et l'action qui en résultent ?

« Voilà ce que j'ai vu, senti et dit là-bas (en Algérie), pour unir, unir toujours. Quiconque va là-bas pour diviser fait une vilaine besogne, un crime contre l'Algérie et la France, un crime contre le progrès, contre la démocratie, contre la paix » (Article de M. Thorez dans l'« Humanité » du 18-2-1939, republié dans le même journal le 27-3-1957).

Ceux qui « divisaient » c'étaient, par exemple, ceux qui demandaient l'indépendance de l'Algérie, sans se rendre compte qu'ils le faisaient au nom d'une minorité (arabe), sans s'apercevoir — pauvres écrivains — que l'Algérie n'était pas encore une Nation. Il fallait, au contraire, qu'ils attendent pour apprendre la bonne vieille sagesse française : « Laissez agir la faux du temps ». Ils ne comprenaient pas non plus — preuve de leur immaturité — qu'on ne lutte pas pour une Nation qui se forme, mais pour une Nation formée. C'est le grand enseignement du stalinisme (et de ses suites théoriques), c'est pour le même mot d'ordre de l'« Union » que les prolétaires communistes durent aussi défendre la France durant la dernière guerre ! Les devoirs de l'« Union » vont jusque-là !

« Les Français (d'Algérie) se sont, plus que jamais avant, rapprochés des indigènes. Ils savent ce que signifie la main mise de Mussolini sur les Baléares. Toute la nation algérienne a besoin de renforcer son unité. Et même la coupure redoutable entre l'Algérie et la France pousse à une modification profonde, à une économie plus développée. Des usines de transformation doivent s'élever. Il faudra une industrie aéronautique locale (curieux : de Constantine, dernièrement, nous sont parvenus des paroles analogues). Chacun s'en rend compte et j'en parlais notamment avec le président de la Fédération radicale d'Alger » (article cité de M. Thorez). »

Voilà donc pourquoi il faut s'unir à

(1) Rapport de Manouïlsky à la XX<sup>e</sup> séance du V<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale (1924). Compte rendu analytique, Librairie de l'« Humanité », 1924, p. 215-216.

(1) Voir à ce sujet : Le P.C.F. et la question coloniale, « Programme Communiste », N<sup>o</sup> 5.

tout prix : pour lutter contre le fascisme ! L'Algérie est contre le fascisme : « Les masses indigènes savent ce qu'elles peuvent attendre du racisme. Laborieuses, elles savent ce que leur réserverait le régime fasciste », (article cité). Au nom de l'antifascisme, on justifie la domination démocratique de la France. En conséquence, sera fasciste, tout élément qui s'opposera à l'union.

Fidèles à ce schéma, les communistes français condamneront les auteurs de la révolte algérienne de 1945 :

« Il est assez significatif que les instruments de la grosse colonisation sont le M.T.L.D. et les P.P.A. et ses chefs (1), tels Messali et les mouchards à sa solde qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs des troubles... » (« Humanité » du 12 mai 1945, article de Léon Feix, cité dans « Inter-Afrique Presse », Supplément du N° 118-119 du 27 juin au 4 juillet 1957.)

Il faut noter ici que la justification se fait au nom de l'intérêt de la France. Les communistes étaient, à l'époque, au gouvernement et ce fut leur ministre qui commanda le bombardement de la région de Sétif : Union oblige !

Pendant la période « fasciste » qui finit, d'après eux, en 1945, il fallait défendre l'Algérie — nation en formation — contre l'Italie et l'Allemagne. A peine ces ennemis eurent-ils disparus qu'un autre se leva, d'origine démocratique pourtant et plus dangereux que le premier : l'impérialisme américain.

« Il est clair, en effet que la main mise américaine sur la Tunisie, sur le Maroc, et puis sur l'Algérie, ne serait nullement un élément de libération pour ces pays.

« Cette main mise constituerait, une nouvelle entrave vers une véritable indépendance nationale » (J. Duclos).

C'est bien clair, en effet. Seule la France peut permettre, en définitive, la formation de la nation algérienne. En dehors d'elle il n'y a pas de salut !

« Certains dirigeants nationalistes préconisent la fusion des trois pays au sein d'un Maghreb arabe ou musulman, lié à tous les pays arabes ou musulmans, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan. C'est là une vieille idée de la ligue arabe, reprise et impulsée par les milieux bourgeois dirigeants du Caire et de Karachi. Voilà longtemps que Lénine et Staline ont montré le caractère forcément réactionnaire des courants basés sur la race et la religion.

Il est tout naturel que les Algériens, les Tunisiens, les Marocains éprouvent les uns pour les autres des sentiments fraternels. Il est également naturel qu'ils éprouvent une grande sympathie pour les peuples du Proche et du Moyen-Orient ; tant en raison de la communauté, de la religion et de la similitude de langue, que du soutien qu'ils ont reçu de ces peuples au cours de ces dernières années.

« Mais cela ne justifie pas une communauté politique contre laquelle jouent tant d'éléments historiques, géographiques, économiques et autres. Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord « la voie de l'Union Française » (Article de Léon Feix dans les « Cahiers du Communisme », 1956, cité par le document F.L.N. : « Le Parti Communiste et la révolution algérienne ».)

La thèse ultra, actuelle, est la fille légitime de cette « théorie ». Ici on ne dit plus que l'indépendance de l'Algérie passe par la France, mais que l'Algérie est indépendante puisqu'elle est française.

L'Algérie semblait pourtant choisir une autre voie que celle prévue par les stalinistes pour aller au « nationalisme ». Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 éclatait « une émeute » qui ne s'est pas encore terminée. Ceci bouleversait toutes les constructions théoriques des dirigeants du P.C.F. Il leur fallut longtemps pour réagir. Puis, devant la ténacité de la révolte et son extension, il fallut bien admettre la « réalité de la nation algérienne ». Entre temps, ils avaient appris qu'il y avait des voies nationales au socialisme, qu'il est possible d'y arriver par la voie pacifique, parlementaire ; que pour cela il faut s'unir avec tout le monde, voter les pouvoirs spéciaux et la loi d'exception. Si les communistes n'ont pas pris le pouvoir à la suite de tout cela, ils ont sauvé, tout de même, la France du fascisme et l'Algérie avec elle. Ce n'est pas de leur faute, si les électeurs sont des ingrats et ne comprennent pas les subtilités théoriques, si, malgré leurs affirmations (verbales) de la nécessité de l'indépendance de l'Algérie, les députés de ce pays veulent l'intégration, si enfin la plupart des Français désirent la communauté (l'union des Thorez). Ils auraient tort de se plaindre ; ils ne récoltent que ce qu'ils ont semé : l'intérêt de la France bourgeoise et impérialiste !

(1) M.T.L.D. : Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques. P.P.A. : Parti Populaire Algérien.



## LES LENDEMAINS QUI CHANTENT

### DE LA BELGIQUE JOYEUSE

L'ironie du sort a voulu que quelques semaines après que l'on ait éteint les lampions de la vaniteuse Exposition Universelle de Bruxelles, admirée par les globe-lune venus de tous les coins du monde, la première grève qui éclate en Belgique se déroule précisément dans l'industrie de l'énergie électrique. Bruxelles, la ville la plus illuminée de l'Europe, c'est ce que l'on dit, fut contrainte de s'éclairer, la nuit venue, à la lumière des chandelles comme au bon temps de la diligence. Les spectacles et distractions de toute espèce, où les foules désœuvrées vont s'abrutir à longueur de soirée, durent interrompre leurs inepties, à la grande indignation des propriétaires de ces « abrutissoirs publics ». La presse, écumante de rage, publia les protestations colériques de ces couches « d'honnêtes et laborieux commerçants exigeant que les autorités prennent des mesures pour éviter que se renouelle un tel « scandale national ».

Pour mettre le comble à l'indignation nationale-commerciale, une autre grève, aussi spectaculaire, éclata, au même moment, parmi le personnel des transports en commun. Les pisse-copies de la presse quotidienne, dont la fonction est de cacher les maladies honteuses du capitalisme décadent, grinçèrent des dents. Mais, sans s'inquiéter de leur humeur noire, la technique moderne dont ils chantaient les bienfaits durant l'exposition allait, sous les effets de la grève, arrêter toute la vie économique du pays. Du jour au lendemain, plus de 600.000 travailleurs durent quitter les usines faute de courant électrique et, comme au bon temps de la crise de 1929 de longues files de chômeurs s'allongèrent devant les bureaux de pointage dans les principaux centres industriels de la « Belgique assombrie ». Brutalement réveillées par cette secousse inattendue, les populations furent envahies par de mauvais souvenirs, de sombres pressentiments, que les larbins de la presse quotidienne, dépassés par la soudaineté des événements, ne purent dissimuler à temps sous aucun manteau d'arlequin.

Du côté des bureaucraties syndicales socialistes et chrétiennes, chargées d'assurer la « paix sociale », la consternation ne fut pas moins grande, mais étant donné qu'elles occupent une fonction qui les

placent entre le marteau et l'enclume, elles ne peuvent se permettre de proclamer ouvertement leurs sentiments, comme c'est le cas pour leurs complices en bourrage de crânes de la presse bourgeoise officielle. Impuissantes à résoudre les conflits au cours des négociations paritaires, elles s'empressèrent peureusement, lorsque la grève devint inévitable, de s'excuser auprès des « petits et moyens consommateurs » reportant la responsabilité du « scandale » sur la tête du patronat, comme il est de tradition chez les domestiques de grande maison. Pour limiter les dégâts et montrer leur servilité, elles établirent, de concert avec les autorités, une liste imposante de secteurs « prioritaires » que les grèves devaient épargner. Mais elles eurent beau faire pour « humaniser » les grèves, celles-ci touchaient au cœur la vie économique du capitalisme industriel, dont la Belgique est un exemple typique et allaient provoquer un malaise généralisé dans l'ensemble du pays.

Alertée par cette carence des larbins syndicaux, la presse de droite chrétienne brandit immédiatement le fouet de la discipline nationale, laissant la presse de gauche, tout aussi nationaliste, se débrouiller avec sa clientèle ouvrière inquiète de cette offensive de la « réaction ». Les avertissements de la droite étaient d'autant plus énergiques que les syndicats chrétiens s'étaient ralliés à ces grèves « trouble-fête ». Voici ce qu'écrivait la « Libre Belgique », organe de la droite chrétienne : « Pourquoi les syndicats chrétiens épaulent-ils les syndicats socialistes ? On se le demande d'autant plus que la grève a un aspect politique incontestable. Sous le gouvernement des gauches (sic) les syndicats rouges (sic) ont évité de mettre le gouvernement dans l'embarras. Il est affligeant de constater que cette solidarité n'existe pas du côté des syndicats chrétiens. On ne pourrait pourtant pas dire que le Parti socialiste ne fait pas aux représentants des syndicats chrétiens une place avantageuse au gouvernement, au parlement et dans les conseils de parti. La reconnaissance ne serait-elle pas une vertu syndicale ? A défaut de celle-ci les syndicats chrétiens feraient bien de méditer certaines paroles papales condamnant les abus de la puissance syndicale au même titre que les autres abus de la puissance économique. »

En fait de reconnaissance, c'est surtout la droite qui devrait en avoir pour les succès remportés, au sein du mouvement ouvrier, par les syndicats chrétiens qui peuvent se vanter, aujourd'hui, d'organiser

les ouvriers belges à part égale avec les syndicats socialistes, devenus à leur tour des instruments de la collaboration de classe suivant les principes très chrétiens du Vatican. Mais la reconnaissance n'est pas non plus une vertu capitaliste. On n'a qu'à se rappeler comment furent traités, en Allemagne, les chrétiens et les socialistes après qu'ils eurent préparé l'avènement du fascisme en défendant les principes de la collaboration de classe, les uns pour éviter la riposte sur la « joue droite », les autres pour faire naître le socialisme en « évitant les douleurs de l'enfantement ». Le dernier chapitre de l'histoire de France montre également comment le capitalisme français paye d'ingratitude les plus dévoués de ses collaborateurs socialistes dans la « Très chrétienne » guerre colonialiste algérienne. Et il en est ainsi, aujourd'hui, en Belgique, au sein de la « grande famille chrétienne » où le torchon brûle entre les « hommes de bonne volonté ». Le capitalisme se moque bien de toutes ces niaiseries chrétiennes et démocratiques. Lorsque le moment est venu de renforcer son appareil économique afin de le mettre en état de répondre aux besoins de l'accumulation capitaliste, il se soucie peu de reconnaître les « services rendus » dans le passé ; c'est le présent qui compte et il faudra bien que les syndicats s'y plient, sous peine d'être jetés comme des citrons pressés. Ce qu'il veut faire entendre à tous ceux qui se pressent autour de ses plaies repoussantes afin de prolonger son agonie, c'est que la « paix sociale » doit se poursuivre dans la basse conjoncture telle qu'elle fut durant la période d'expansion économique. Mais nous, qui n'avons rien à perdre à la réussite ou à la non-réussite de tous leurs infectes tripotages de maquignons politiques, nous reconnaissons volontiers qu'il est injuste de traiter les chefs syndicaux chrétiens et socialistes comme le fait la droite « réactionnaire ». Ces pauvres imbéciles se sont trouvés, en effet, devant des mouvements revendicatifs qu'il n'est plus aussi facile de régler selon les procédés actuels de conciliation, du fait que le capitalisme belge ne peut plus aussi facilement donner satisfaction, comme dans la période « prospère ». Quand on sait que les Sociétés du gaz et de l'électricité réalisent, depuis 1950, 1 milliard de bénéfices chaque année et distribuent 1 milliard de dividende annuellement, que la société des tramways bruxellois a augmenté ses recettes de 20 % durant l'Exposition, on comprend que les travailleurs de ces entreprises veuillent avoir leur part de cette prospérité insolemment

affichée par les Ministres socialistes qui ne se sont pas gênés d'affirmer, par ailleurs, que sous leur direction avisée le capitalisme belge, dans son ensemble, avait réalisé les plus considérables profits de son histoire. Quand on sait également que les travailleurs des services publics (entre les mains de sociétés privées ou de l'Etat) n'ont pas bénéficié, comme ceux du privé, des « salaires noirs » accordés sous la pression des besoins en main-d'œuvre et qu'ils ont été les seuls à subir les effets du « blocage des salaires » décrété par le gouvernement socialiste-libéral, on s'explique facilement pourquoi les interminables négociations en commissions paritaires aboutirent à l'explosion gréviste. D'autre part, la résistance patronale a augmenté du fait qu'en dépit de plantureux bénéfices des industries intéressées, celles-ci se ressentent du malaise économique qui ronge l'ensemble de l'appareil industriel en Belgique. Et si la droite a réagi avec une telle vigueur, c'est qu'en plus du « scandale national » provoqué par les grèves, elle traduit un malaise national auquel on ne peut porter remède sans obtenir un renforcement de l'exploitation des ouvriers, et c'est de cela et de rien d'autre que dépend le redressement du capitalisme belge.

Malgré la secousse qu'elles provoquèrent et qui assombrir brusquement le climat social de la « Belgique joyeuse », ces grèves ne révélèrent aucun indice répondant à un réveil de la conscience de la classe prolétarienne, pas plus du côté des ouvriers en lutte que parmi les autres. Ces grèves furent dirigées, contrôlées et « humanisées » par les bureaucraties syndicales socialistes et chrétiennes, sans que se vérifiât la moindre indiscipline à l'égard de ces forces de l'ordre capitaliste, équivalentes à celles des autorités policières. Les nombreuses « priorités » accordées aux centrales électriques auxiliaires qui continuèrent à distribuer du courant dans certaines régions industrielles du pays et, en particulier, à Liège, fief de la « gauche » socialiste, ne reçurent aucune réplique des grévistes qui se trouvaient pourtant en face d'une véritable « jaunisse » résultant des accords de leurs chefs syndicaux avec les autorités. Pour la grève des transports en commun la presse de droite put se réjouir devant l'avalanche de voitures particulières sorties en masse de leurs garages, plaçant les grévistes en face d'une forme inattendue de « jaunisse » résultant de la motorisation que les ouvriers acquièrent, le plus souvent, au prix de sordides privations qu'ils s'imposent pour parvenir à payer les

échéances des Sociétés de crédit. Ces travailleurs nantis d'une voiture embarquèrent leurs compagnons de travail et firent preuve, aux yeux de leurs exploiters, de leur absence de solidarité avec les fauteurs du « scandale national ».

Les revendications elles-mêmes échouèrent dans une duperie que les « gauches » social-démocrates et le soi-disant parti communiste eurent le front d'applaudir comme une victoire. Une augmentation de 3 % des salaires les plus bas, une revalorisation des pensions et une prime de fin d'année : voilà la souris accouchée par la montagne. L'arbitrage ministériel décida qu'il n'y aurait pas une hausse des tarifs, ni dans l'industrie du gaz et de l'électricité, ni sur les transports en commun « dans la situation actuelle ». Pour couronner cette victoire, les dirigeants syndicaux acceptèrent un accord demandant « plus de service en seule prestation », c'est-à-dire que les dérisoires augmentations accordées vont être résorbées aussitôt que la « situation actuelle » aura pris fin et dans des conditions d'autant plus favorables que les heures de service contiendront une plus forte exploitation des forces de travail. S'il faut applaudir à une victoire c'est bien à celle des Sociétés capitalistes en question contre qui les « gauchistes » brandissent leurs sabres de bois. En vérité, ces grèves confirment non seulement la complète désorientation des ouvriers sur le terrain des luttes revendicatives qu'ils mènent en ordre dispersé sous la direction des bureaucraties syndicales mais confirment également que leurs revendications les plus élémentaires, celles qui intéressent leurs conditions de vie immédiate échouent au sein des commissions paritaires grâce aux accords qui y sont conclus entre leurs délégués et le patronat. Sous le carcan de tous ces organismes de collaboration de classe emprisonnant le mouvement ouvrier comme une véritable toile d'araignée et qui pèse autant sur les ouvriers chrétiens que socialistes, les luttes revendicatives sont facilement étouffées par les fonctionnaires syndicaux. Cloisonnées dans les cadres de la profession, les luttes revendicatives sont régulièrement sabotées du fait qu'elles ne sont pas animées et dirigées par des forces politiques qui tendent à les unir par une solidarité de classe, mais par des forces capitalistes anti-unitaires et corporatistes. C'est ainsi que celles-ci réussissent ce tour de force de diriger deux grèves nationales dans deux corporations différentes qui, au cours de la lutte, se tournaient mutuellement le dos. Voilà la « victoire » applaudie

par la « gauche » socialiste inspirée par les noyauteurs trotskystes et le parti soi-disant communiste.

C'est une réalité dure à constater, mais seuls ceux qui veulent à tout prix garder l'oreille des masses sont amenés à fausser cette réalité et à sombrer dans la démagogie qui consiste à parler de victoire quand il y a défaite, et de combattivité prolétarienne quand le combat s'est livré sous la direction de forces capitalistes.

Contrairement à ce que prétendent les « gauchistes trotskisans » dont Trotsky ne serait pas fier, les contrastes inhérents à la division de la société en classes antagoniques, ne peuvent être identifiés en permanence à la lutte consciente et socialiste. Certes, une lutte revendicative peut devenir l'occasion de semer les germes de la conscience socialiste. Mais une lutte revendicative, même à l'échelle nationale, peut bien provoquer la colère des agents de toute espèce au service du capitalisme, son contenu sera celui que lui impriment les forces qui la dirigent. Si ces forces sont capitalistes, comme c'est le cas actuellement, la lutte l'est également, quelle que soit la combattivité des participants, et quels que soient les embarras sociaux qu'elle détermine. La grève générale qui se déroula à l'occasion de la question royale, fut objectivement capitaliste parce que ceux qui la dirigeaient et les objectifs qu'elle poursuivait étaient des forces et des objectifs répondant aux principes démocratiques de la bourgeoisie belge.

S'il est vrai que les contrastes sociaux de toute nature qui divisent en permanence la société capitaliste, sont l'engrais qui fertilise le sol sur lequel peuvent se répandre les principes de la révolution communiste internationale, ces contrastes peuvent, en l'absence d'un véritable parti communiste, dont l'indépendance idéologique et organique est une question de vie et de mort, évoluer vers des solutions totalement opposées au socialisme. Si l'expérience du fascisme en Allemagne et en Italie et les événements de 1936 en Espagne, ne suffisent pas à ranimer les souvenirs des « gauchistes » et même des « droitiers » de la social-démocratie, le dernier chapitre de l'histoire de France est là pour rafraîchir leur mémoire.

Aveuglés par leur conception simpliste et anti-marxiste de la lutte des classes, ces « gauches » se sont tellement emballés sur les récentes grèves, qu'en riposte aux attaques de la droite contre le droit de grève dans les services publics, ils se gonflent comme la grenouille de la fable pour

déclarer « qu'ils essayent et ils verront que la classe ouvrière sait se battre pour autre chose que ses salaires ! » Nous ne doutons pas que la classe ouvrière saura lutter demain, même pour la destruction de l'Etat capitaliste et pour l'avènement de sa dictature de classe, mais ce n'est pas pour aujourd'hui, car elle est, provisoirement il est vrai, désorientée au point qu'elle ne sait retrouver le chemin de la lutte élémentaire de la solidarité de classe, dépassant celui de la lutte revendicative limitée à une ou deux professions déterminées. Mais la bourgeoisie belge sait à quoi s'en tenir et M. van Aker et ses pareils sont là pour l'instruire sur la manière avec laquelle il faut traiter ces « gauches de pacotille » qui prennent leurs désirs pour des réalités. Pendant la grève, en séance parlementaire, M. van Aker rassura le nouveau gouvernement inquiet en lui rappelant ses souvenirs de premier ministre de sa majesté : « je vais vous parler, dit-il, d'une grève que j'ai vécue ; elle avait éclaté dans une région du pays et l'on voulait l'étendre. J'ai reçu les délégués syndicaux. Or, je constatai qu'il n'était pas possible de leur donner satisfaction. Et pourtant, pour certaines catégories en cause, la revendication était justifiée. J'ai dit non. Il le fallait. Le lendemain j'ai vu des comptes rendus de réunions syndicales. J'étais traité de tous les noms. J'ai tenu bon, car je savais que si je m'engageais dans la voie des concessions, je risquais d'être entraîné dans l'aventure ». Et M. van Aker sait que l'Etat capitaliste en Belgique peut compter sur les fonctionnaires syndicaux socialistes et chrétiens qui dominent en maîtres les organisations ouvrières du pays, comme sur lui-même.

Faisant suite aux souhaits exprimés par la droite chrétienne, deux jours après les grèves, qui ne durèrent pas plus de quarante-huit heures, le ministre des affaires économiques adressait à la presse le communiqué suivant : « la récente grève de l'électricité et du gaz a eu des répercussions profondes sur l'ensemble de l'industrie et sur toutes les activités commerciales du pays. Elle a démontré qu'un conflit qui oppose un nombre limité de travailleurs (12.000) à leurs employeurs est susceptible de paralyser complètement l'activité économique. Le seul pouvoir de l'Etat en pareille circonstance découle de l'arrêt du Régent du 21 janvier 1949 et de la loi du 19 août 1958 (gouvernement van Aker, qui au cours de la grève des postiers avait déjà pris d'énergiques sanctions contre ces fonctionnaires de l'Etat).

Ces dispositions législatives (« humanisation » de la grève, l'humanisation totale étant, bien entendu, la suppression pure et simple du droit de grève !) ont pour seul objectif de garantir la satisfaction des besoins vitaux du pays. Il est avéré que ces dispositions sont insuffisantes pour éviter des perturbations profondes. Devant l'ampleur des répercussions économiques que pourrait constituer le renouvellement de semblables conflits, le ministre des affaires économiques a chargé son administration de voir sur quelles bases il y aurait lieu de revoir la législation actuellement en vigueur ».

Dans la tribune libre du journal « Le Soir » de Bruxelles du 9-12-58, un article intitulé « syndicalisme et intérêt général », fait le point sur la question du droit de grève « en général ». Après avoir souligné l'importance des syndicats dans la vie économique et sociale du pays il suggère « qu'étant donné que la société s'est transformée dans une interpénétration des classes qui, toutes collaborent entre elles... Le moment n'est-il pas venu, dans ce climat propice, de penser surtout à l'intérêt général et de dépouiller non pas l'esprit revendicatif qui est souvent facteur de progrès social, mais l'esprit belliqueux ? L'idéal serait que (le syndicalisme) conscient de sa puissance et du légitime respect qu'il impose à autrui qu'il consente librement à prendre figure d'un organe de l'économie nationale qui s'intègre comme tel dans l'organisation générale du pays, qui se soumette à des règles strictes dans le développement de son action. S'il ne le fait pas volontairement, il appartiendra au parlement de résoudre ce problème. Mais il faut prévoir un dispositif qui empêche le renouvellement de ce que nous venons de vivre. » Il fait état de la législation américaine, dont il faudrait s'inspirer, mais « sans aller aussi loin ». Il remarque que cette législation représente « autant de freins qui permettent d'éviter le pire et qui, tout en ne privant pas les syndicats du droit de grève, permet à la nation de respirer et à l'opinion publique d'éclairer par ses avis, employeurs et salariés ».

Les « Gauches » poussent naturellement de hauts cris et dénoncent la dictature qui menace la classe ouvrière. Pour ces défenseurs attardés de la démocratie, la dictature du capital n'existe pas encore en Belgique, tant que les tueurs fascistes ne seront pas au pouvoir, tant que subsistera le parlementarisme pourrissant et les syndicats au sein desquels les ouvriers sont aussi paralysés qu'à l'intérieur du corporatisme

fasciste. Mais pourquoi la bourgeoisie belge changerait-elle son personnel « démocratique » pour engager des tueurs fascistes qui, aujourd'hui, sont beaucoup plus utiles morts que vivants ? Ne sont-ils pas des « épouvantails » derrière lesquels les « démocrates » peuvent remplir leur sale besogne au sein du mouvement ouvrier ? Toutefois leur sort, comme celui des fonctionnaires fascistes, est relié à la fortune ou aux revers de fortune du capitalisme lui-même. Et aujourd'hui, le capitalisme belge a besoin de toutes ses forces pour affronter les furieuses rivalités impérialistes qui se déchangent sur le marché mondial, dont le marché européen n'est qu'un bien modeste secteur. Il doit donc s'engager résolument dans la voie du totalitarisme économique et politique, mais il n'en est pas à ses premiers essais. Avant la guerre de 1940, M. de Man et son « prophète », M. Spaak, alors chef de la « Gauche » socialiste, avaient présenté à la bourgeoisie belge leur fameux plan de sauvetage de l'économie nationale. La social-démocratie qui a enfanté un grand nombre de bourreaux de la classe ouvrière et de bonnes à tout faire du capitalisme, n'est pas encore tarie en Belgique, bien que ce qui reste depuis la mort de Man et le départ de Spaak soit bien médiocre. Mais les « pionniers » des réformes de structure chères aux « gauchistes » ont laissé des instructions dont leurs successeurs s'inspirent déjà en vue de répondre au rappel à l'ordre de leur maître et de renouer avec la tradition du plan de Man. Les syndicats chrétiens qui organisent surtout les ouvriers des régions flamandes, beaucoup plus prolifiques qu'en Wallonie, fief des syndicats socialistes, apportent un secours non négligeable pour assurer la relève de la vieille social-démocratie qui doit s'attendre, dans les mois qui viennent à subir les contre-coups de l'écroulement de la section française ? C'est une chronique que nous nous ferons un plaisir de rouvrir dans les prochains numéros de cette revue...

## LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT EN RUSSIE

La presse, hormis quelques hebdomadaires de gauche, n'a guère parlé du projet présenté par Krouchtchev, à la rentrée d'octobre, et concernant une nouvelle ré-

forme de l'enseignement en Russie. Bien que tenant en peu de lignes — réduction de la durée scolaire et travail obligatoire des étudiants dans les usines ou les kolchozes — ce projet n'en revêt pas moins une grande importance parce qu'il projette un jour cru sur les difficultés économiques et sociales actuelles de la Russie. Comme c'est toujours le cas en matière de législation c'est « l'exposé des motifs », ici présenté sous forme de rapport, qui nous révélera quelle est la nature de ces difficultés, quels arguments elles apportent à notre conviction du caractère capitaliste de l'économie et de la société russe.

Que déclare donc le rapport de Krouchtchev ? Qu'il y a en Russie trop de jeunes gens qui se dirigent vers l'enseignement secondaire dans l'espoir d'accéder aux Facultés et d'en sortir techniciens ou « cadres », qu'en conséquence il n'y a plus assez de bras pour le travail manuel et que, par surcroît, les techniciens ou spécialistes ainsi formés sont « inutilisables », pour l'immédiat, dans la production. En somme, et cette « révélation » est une des plus importantes depuis le tournant du XX<sup>e</sup> Congrès, la Russie accuse deux grands aspects classiques de la production capitaliste, et qui en sont inséparables : la concurrence entre exploités pour fuir la dégradation croissante de la valeur de la force de travail simple, la déficience, du point de vue de l'efficacité productive, des produits humains d'une telle compétition.

Ce sont des phénomènes que nous connaissons bien dans les pays d'occident. Ici aussi, en effet, il se manifeste dans la jeunesse une cohue identique vers les écoles et lycées, le même effort impétueux des nouvelles générations pour échapper à l'enfer de l'usine et tenter sa chance dans le fameux « secteur tertiaire ». Mais nous en connaissons très bien les raisons. Sans nous étendre ici sur le phénomène le plus profond — et qui méritera une étude spéciale — lié à toute la dynamique de la société capitaliste où le machinisme, la haute technique et la généralisation de l'instruction publique n'ont fait qu'accroître cette poussée compétitive que les économistes bourgeois appellent « l'ascension sociale », nous n'en retiendrons que les causes historiques et politiques les plus directes : cette situation est le fruit amer de plusieurs décades de « progressisme social » et d'abandon de la lutte de classe par les partis du prolétariat. Ces derniers, en témoignant à l'égard du principe de la hiérarchie professionnelle et du fait accom-

pli des privilèges de catégories, le respect le plus servile, en célébrant le culte de la production et en y sacrifiant les revendications ouvrières, n'ont pas seulement rendues impossibles les vastes actions unitaires qui, seules, peuvent freiner les offensives du productivisme forcé, ils en ont décuplé les effets, rendant intenable la situation des travailleurs non-qualifiés, précipitant les jeunes dans une effroyable mêlée où chacun ne progresse qu'en écrasant son voisin.

L'afflux des élèves vers les établissements d'enseignement secondaire, qui commence cette année même à se manifester de façon massive, n'est qu'une expression de cette situation générale. Il traduit, déjà avant l'entrée des jeunes dans la jungle de l'usine ou du bureau, la concurrence et l'individualisme qui constituent le double résultat de la politique réformiste et paternaliste de ces dernières décades : une démographie exubérante, fruit de la politique « d'encouragement à la natalité », mais source d'une nouvelle *armée industrielle de réserve*, une compétition sévère entre les jeunes en vue d'échapper à la condition de salarié industriel. De même que l'adulte est contraint, pour desserrer l'étreinte de l'exploitation économique, d'augmenter quantitativement sa prestation de travail, de même l'adolescent est irrésistiblement appelé à l'améliorer qualitativement pour tenter de commencer sa carrière à un niveau supérieur, celui des employés, des fonctionnaires ou des professions libérales, de tous les membres de ce secteur pléthorique qu'on considérait, il y a peu d'années encore, comme celui de la « misère en faux-col ».

De ce processus, la force de travail sort elle-même dégradée et la concurrence entre travailleurs accrue. Mais ces phénomènes qui sont en germe dans tout capitalisme, c'est à la capitulation du mouvement ouvrier international qu'ils doivent d'avoir pris l'ampleur démesurée que nous lui constatons.

Mais si le chef d'un Etat qui se veut « socialiste » et prétend s'opposer au capitalisme occidental, vient publiquement avouer l'existence des mêmes phénomènes dans son propre pays, il n'est plus possible de nier l'identité complète de substance économique et sociale entre les régimes politiques de l'Est et de l'Ouest. D'une part il se confirme que la production mercantile, sous toutes les latitudes, gratifie la société de la même anarchie et de la même misère ; de l'autre il se vérifie que toute force politique ouvrière qui

capitule devant ses tabous, tout autant sinon plus au niveau du pouvoir qu'à celui de l'opposition, doit devenir ou son instrument docile ou son spectateur impuissant.

L'afflux des élèves dans les établissements d'enseignement secondaires, déclare en substance Krouchtchev, et l'acharnement du plus grand nombre d'entre eux à passer par les facultés, sont dus à une véritable répulsion pour le travail manuel. Que cette appréciation soit fondée on peut s'en assurer en tenant compte du fait suivant : alors qu'en France la courbe croissante de la scolarité, tout en exprimant la tendance générale compétitive que nous avons signalée, est toutefois fortement influencée par les années de forte natalité, en Russie ce sont au contraire celles des « classes creuses », très éprouvées par la guerre et ses destructions, qui font durement ressentir l'importance du mouvement de désertion du labeur manuel au profit des secteurs des techniciens ou employés. Le surplus d'élèves n'y est pas déterminé par la courbe démographique — laquelle au demeurant exprime également les résultats de la politique de « progrès social » — mais reflète intégralement l'inégale et disproportionnée répartition entre secteurs directement et indirectement productifs. Cette diminution de la population active, qui peut être de l'ordre de 18 ou 20 millions d'individus dans la Russie saignée par la guerre, fait donc froidement ressortir les véritables causes du phénomène à propos duquel Krouchtchev ne mâche pas les mots : la masse des citoyens russes en est venue à considérer le travail manuel comme une besogne honteuse.

Mais les faits qu'il dénonce confirment aussi l'échec de la politique du Kremlin dans la tâche de formation de la force de travail russe et de son adaptation aux exigences de la production. Car Krouchtchev ne se contente pas de constater la répulsion des jeunes pour les travaux manuels, il remarque également que la formation qui leur est donnée lorsqu'ils se dirigent vers les emplois de bureaucrates ou de techniciens s'avère pratiquement inutilisable dans la production. Mais avant d'examiner ce second aspect du problème de l'enseignement en Russie, tirons tout de suite une première conclusion d'ordre général. La thèse des Staline et Krouchtchev, qui prétendait pour ainsi dire domestiquer la loi de la valeur au sein du « socialisme » russe, sort totalement démentie par les constatations qui viennent d'être rapportées. Dans ce pays, le pouvoir pro-

létarien issu de la révolution d'octobre devait assurer un certain développement des forces productives avant de prétendre, selon le but fondamental du socialisme, supprimer toute division du travail, ce qui n'était possible qu'avec l'extension de la révolution prolétarienne aux autres pays d'Europe. On doit donc admettre qu'il ait pu — tout au moins aussi longtemps qu'il s'orientait vers la révolution internationale — *subir*, sans renier le socialisme, la loi mercantile générale en payant la force de travail à sa vraie valeur, c'est-à-dire en différenciant la rétribution de la main-d'œuvre et en tenant compte de son niveau de qualification. Ce qu'on ne peut accepter, c'est de parler de *socialisme* lorsque cette inégalité provisoire a dégénéré en privilège social stable qui s'accroît au fur et à mesure que les barrières entre catégories professionnelles se cristallisent et se renforcent et qui se perpète jusque dans la *descendance* des individus. La transition vers le socialisme peut bien s'accommoder d'inégalité dans la répartition du produit du travail, elle ne peut se concilier avec la cristallisation de privilèges de catégories sociales. Or, ce sont bien ces privilèges dont Krouchtchev est contraint de reconnaître l'existence lorsqu'il constate que 60 % des étudiants préparant les carrières lucratives sont fils de techniciens, d'intellectuels et de bureaucrates, avouant ainsi l'importance d'une énorme masse sociale privilégiée dont les membres continuent à être assujettis à la forme salariale, mais relèvent, de par leur niveau de vie, leur psychologie et leur idéologie, de la fonction réactionnaire et conservatrice traditionnellement et historiquement dévolue ailleurs à la petite bourgeoisie. Que sur cette large assise la stratification sociale classique des pays capitalistes doive renaître et s'afficher en Russie comme ailleurs, c'est un point qui devient toujours plus évident. Mais il serait trop long de le traiter ici et nous nous bornerons au fait très symptomatique que la vie sociale russe est complètement assujettie, jusque dans ses mouvements les plus profonds, au mécanisme de la loi de la valeur.

Cet assujettissement se poursuit donc jusqu'aux contradictions les plus spectaculaires de tout système mercantile, à savoir dans le domaine de la sélection des valeurs humaines en vue de la meilleure organisation de la production. C'est un fait que nous connaissons bien également que la fameuse loi « des échanges entre équivalents », cette pierre angulaire de toute l'économie de marché et des privilèges sociaux

qu'elle engendre, ne peut se réaliser intégralement lorsqu'il s'agit de cette marchandise spéciale qu'est la force de travail. La formule typiquement bourgeoise de « à chacun selon son mérite » n'est jamais respectée de façon durable dans le cadre de la production capitaliste où le favoritisme professionnel ou politique est une plaie incurable liée au pouvoir qu'y acquiert l'argent, à sa fonction discriminante par dessus tous les autres modes de sélection. Il est frappant de constater qu'en Russie, le rang social des parents d'élèves, qui n'est qu'une expression de la hiérarchie sociale engendrée par le phénomène du mercantilisme dans l'économie, se dresse de la même façon contre toute tentative de sélection impartiale des vrais valeurs techniques ou professionnelles. C'est toujours Krouchtchev qui nous apprend que les bourses d'Etat et autres mesures destinées à sélectionner les valeurs individuelles manquent totalement leur but : « Bien souvent les jeunes qui ont passé leur baccalauréat ne se précipitent pas dans les hautes écoles par vocation, par soif s'apprendre, mais pour éviter d'aller travailler manuellement et pour profiter des bourses de l'Etat ». Plusieurs préparent successivement plusieurs diplômes jusqu'à ce qu'ils en aient décroché un ; d'autres sont ensuite employés dans des branches productives autres que celle à laquelle les destinaient les titres précédemment acquis...

Ce phénomène est exactement le même que celui qui se manifeste dans les vieux pays capitalistes où les médecins, les ingénieurs et les techniciens doivent le plus souvent leur réussite — dût-elle prendre du temps — à la situation relativement privilégiée de leur famille. Et il est normal de le rencontrer dans la Russie aussi, du moment où l'argent, au lieu de n'être qu'un moyen de mesure de la prestation de travail, et uniquement échangeable contre des produits de consommation directe, est redevenu une *force sociale*, un élément de différenciation, non seulement en ce qui concerne le niveau de vie immédiat des individus, mais aussi en ce qui concerne celui de la génération à venir. Toutes choses s'expliquent d'ailleurs, dans la Russie actuelle, le culte dont l'*appropriation* fait l'objet, mal dissimulé sous une juridiction qui ne tolère pas, en principe, la propriété des moyens de production, mais en admet, ce qui revient au même, l'*usufruit*.

Mais il est une autre pierre d'achoppement de la nature sociale de l'instruction officielle en Russie, et qu'il faut bien pren-

dre en considération si on veut se placer sur le seul terrain où l'économie russe mérite d'être examinée avec quelque déférence, même si on n'est pas dupe de la fausse étiquette sous laquelle elle se présente : celui de l'efficacité productive. Krouchtchev ne cache pas que dans la plupart des cas, l'enseignement, tel qu'il est donné en U.R.S.S. est franchement inutilisable dans la production directe. Et cela ne tient pas seulement au fait qu'une grande partie des matières enseignées l'a été en pure perte (1/10<sup>e</sup> des élèves de lycée, seulement, poursuivent jusqu'aux études supérieures), mais à la qualité des cours qui se révèlent, à l'usage, dépourvus de toute valeur pratique : « ...On apprend le métier (à l'Académie supérieure d'Agriculture) non pas dans les champs, mais dans les serres. On étudie les vaches et autres animaux non pas tels qu'ils sont dans la vie, mais sur des maquettes. Lorsque les étudiants sortent de cette académie et vont dans les kolchozes, ils ne savent que tourner en rond et connaissent moins l'agriculture que les kolkoziens à moitié illettrés. » (1)

Mais à notre avis de telles carences ne sont pas purement et simplement imputables aux niveaux de capacité pédagogique des enseignants russes et à leurs méthodes... et elles ne sont pas le monopole de la seule Russie. Elles sont le produit de la compétition mercantiliste que nous avons signalée plus haut comme caractéristique marquante du capitalisme décadent, et peuvent être observées, dans les pays occidentaux également, même si l'héritage d'une organisation productive plus ancienne et les traces encore réelles d'une apogée culturelle de la société bourgeoise peuvent en atténuer les conséquences visibles dans les divers secteurs de l'industrie. Que son but soit avoué ou non, l'alourdissement du « bagage » intellectuel et technique qui sert à armer les élèves pour la course aux « belles situations » ne peut pas être sans influence profonde sur la qualité de ce bagage et sur l'utilité pratique qu'on peut en attendre. Il est connu que dans la plupart des emplois d'administration, de commerce et de bureau la qualification requise est bien supérieure aux connaissances qu'exige la tâche professionnelle à accomplir. Le point extrême de cette tendance, on le trouve dans la proverbiale histoire du bachelier sans emploi qui devient travailleur manuel. Ce serait un intéressant sujet, mais que nous n'avons pas la place d'étudier ici, que l'influence qu'exerce sur la *qualité* de l'enseignement

la masse des connaissances imposées aux malheureux potaches : on y verrait que le caractère compétitif imprimé à l'instruction publique l'alourdit d'une énorme quantité de disciplines inutiles ou inadéquates, tant à la production économique qu'à l'épanouissement intellectuel de l'individu.

Ainsi nous retrouvons dans la question de l'enseignement donné par un système social déterminé un critère qui, pour la définition du socialisme, est bien plus profond et plus sérieux que celui de la « rétribution » du travailleur et de son standing de vie : ce critère c'est celui de la *production des producteurs*. On ne peut donc séparer les résultats atteints dans la production des machines et moyens de subsistance de ceux qui ont trait à la formation de l'ouvrier, du technicien, de *l'homme social*. Jugée sous cet angle la Russie ne peut dissimuler la nature fondamentale de son économie : Krouchtchev est contraint de reconnaître que les maux qu'il constate dans le domaine de l'instruction publique ne se bornent pas au préjudice porté à l'économie par la formation insuffisante des nouvelles promotions et leur répartition disproportionnée entre secteur manuel et intellectuel. Il lui faut aussi mettre en cause la mentalité qui en résulte chez les jeunes, et, pour tout dire, leur *moralité*.

Les parents, dit en substance Krouchtchev, menacent leurs enfants, lorsque ces derniers délaissent leurs études, du travail dans l'usine ou aux champs, *comme si le travail physique était une honte*. On ne saurait trouver de meilleure caractérisation de la défaite générale du système russe en tant que pseudo-tentative de socialisme. Ces résultats sont clairs. La jeunesse se cabre devant un labeur qui ne peut dissimuler sa misère et sa dureté sous aucun slogan de propagande et elle s'efforce par tous les moyens d'y échapper. Mais ce n'est pas tout. La répulsion que témoignent les Russes à l'égard du travail manuel ne porte pas seulement sur les mauvaises conditions dans lesquelles il faut l'accomplir et sur sa rémunération insuffisante, elle englobe aussi tous les stigmates de l'activité physique salariée : la saleté, la dureté des rapports dans l'entreprise, etc. Ce qui prouve que les usines soviétiques sont semblables aux escargules productives de l'Ouest, mais aussi qu'à défaut de solution révolutionnaire on ne peut leur échapper qu'en tentant de passer dans les

(1) Cité par *l'Express*.



échelons inférieurs du camp social adverse, c'est-à-dire en s'embourgeoisant *idéologiquement* sous l'effet de l'espoir trompeur de le faire un jour *économiquement*.

Mais Krouchtchev doit détenir les secrets d'une mystérieuse homéopathie sociale. La répugnance de la jeunesse russe pour le travail manuel, il compte la guérir en replongeant cette jeunesse... dans le travail, et particulièrement dans le travail manuel. Les stages dans les usines précédemment imposés aux étudiants n'ont pas donné de bons résultats. Désormais, après une durée d'études générales qu'on réduit de 10 à 8 ans, *tous les élèves* iront travailler à l'usine ou aux champs. Ceux qui voudront poursuivre leur formation théorique le feront au moyen des cours du soir ou des cours par correspondance. En agissant ainsi, pense le pontife du Kremlin, le « socialisme » russe éliminera le carriérisme qui le mine, il supprimera les privilèges de la famille qui permettent actuellement aux enfants de fonctionnaires ou de techniciens d'« arriver », alors que de plus méritaires, mais moins fortunés, doivent précocement abandonner leurs études. Les journaux de l'Ouest, en commentant ces décisions ont élevé des doutes sur leur efficacité surtout en ce qui concerne le favoritisme de fait qu'engendre la classification sociale des parents. Ils ont fait très justement constater que, même par le procédé des cours du soir, ce sont les enfants qui jouiront des meilleures conditions matérielles et de l'ambiance familiale la plus favorable qui partiront gagnants dans cette nouvelle forme d'émulation. Dans les pays occidentaux, les spécialistes s'accordent aussi à reconnaître que l'orientation professionnelle future des enfants, et notamment leur départage entre emplois physiques et intellectuels, s'effectue de très bonne heure, et qu'une très petite minorité de fils de prolétaires passe dans l'autre camp : cela ne tient pas uniquement au niveau économique de chaque famille mais aussi aux caractéristiques du milieu social, lequel, chez les ouvriers, favorise l'abandon des études pour « l'indépendance » du travail professionnel, s'avère peu propice à une surveillance efficace du labeur scolaire de la progéniture, etc. Mais, si ces remarques judicieuses des journaux bourgeois permettent déjà de douter de l'efficacité des mesures proposées par Krouchtchev, ce qui est bien plus édifiant quant à leur impuissance fatale, c'est le caractère général de la réforme envisagée : elle s'effectue sous le signe du travail salarié et de la production mercantile, et il n'est plus à

démontrer que, dans ce cadre, aucune disposition juridique, aucune mesure sociale n'est susceptible d'empêcher un petit-bourgeois d'être « le fils de son père », c'est-à-dire d'éviter que le pouvoir de l'argent ne joue, partout et toujours, son rôle.

Il faut maintenant prendre en considération le second aspect des critiques formulées par Krouchtchev à l'adresse de l'enseignement russe précédent. Sous cet angle également les solutions proposées n'encourent pas seulement l'insuccès, elles aboutissent à des résultats plus désastreux, du point de vue de la valeur de la culture qu'entendent prodiguer les Russes, que ceux que le capitalisme occidental a atteints sur la base du sacro-saint arrivisme individuel : après la réforme Krouchtchev, si elle voit le jour, la culture bourgeoise... à la sauce démo-populaire devra sortir battue par la culture bourgeoise « tout court ». L'innovation contenue dans le projet consiste en effet en ce que les matières classiques, les « humanités », y sont sacrifiées à la formation technique et scientifique. Le « socialisme » russe montre par là qu'il ne sait épurer le fardeau de connaissances qu'imposait l'ancien enseignement russe qu'en supprimant purement et simplement les acteurs sur lesquels un vrai pouvoir socialiste aurait fait porter tout son effort. Les branches éliminées constituent effectivement le domaine où la pensée bourgeoise a réalisé, sinon le maximum de conquêtes théoriques, du moins les synthèses dont la critique a fourni à la pensée marxiste et révolutionnaire le champ d'action le plus fécond : l'histoire, la philosophie, les « sciences sociales ».

Dans cette mesure draconienne certains commentateurs ont vu une intention politique. Il s'agirait, pour les hommes du Kremlin, de diluer ces foyers de fronde et de fermentation estudiantine que constituent, dit-on, certains milieux universitaires russes. Il n'est pas douteux que même les théories amputées et falsifiées qu'on enseigne en Russie sous le nom usurpé de « marxisme » peuvent susciter des interrogations embarrassantes parmi la nouvelle génération : la culture même bourgeoise, même scolastique peut être une arme dangereuse dans certaines situations de poussée sociale. Mais le véritable mobile de la réforme Krouchtchev, la raison déterminante du changement qu'il propose demeure cependant d'ordre économique général. La guerre saigné à blanc une génération entière et il s'agit de compenser le déficit qui en résulte dans la masse de forces de travail russes. C'est là aussi la conséquence

d'une politique franchement capitaliste car la venue des « classes creuses » démontre qu'en s'alliant aux grands impérialismes en lutte au cours du dernier conflit mondial le gouvernement de Moscou a délibérément sacrifié au capitalisme international une partie énorme du capital variable représenté par les générations à venir, lui a immolé des masses considérables de travail vivant.

Il apparaît de plus que le grand effort en vue de l'instruction générale et la politique de « la culture à la portée de tous », qui demeure à l'actif de la Russie des années post-révolutionnaires, d'une part ne peut plus, matériellement, être poursuivie, de l'autre ne se justifie plus par aucune considération politique ou sociale. Du moment où la Russie s'est lancée dans la folle course productiviste contre le bloc anglo-saxon, et où les fibres intimes de la société russe sont assujetties à la dynamique effrénée du mercantilisme, la diffusion gratuite et désintéressée de la culture devient un luxe, une incohérence... sinon un danger politique. Le gros effort entrepris après la révolution d'octobre avait pour objectif de réaliser un enseignement vivant, révolutionnaire dans ses méthodes comme dans son objet. Il visait à cette synthèse entre la connaissance établie et l'expérience quotidienne qui, seule, est capable de dépouiller toute pédagogie de la scolastique et de la spéculation creuse. Cette phase est définitivement close. La tentative de réintégrer l'individu dans la collectivité par l'accès de tous à la pratique des problèmes sociaux et politiques n'a plus d'objet ni de base dans la Russie des renégats du communisme. Finie donc la période des succès de la pédagogie russe dont les méthodes audacieuses et révolutionnaires soulevaient l'admiration même de la part des spécialistes des pays bourgeois. L'économie tout entière de l'actuelle Russie, de la production des marchandises jusqu'à la production des producteurs, relève des lois du capitalisme.

Reste la question de la « moralité » que Krouchtchev voudrait voir renaître au contact vivifiant du travail. Le terme même nous répugne car il n'a jamais servi qu'à dissimuler les insurmontables contrastes de toute société de classe sous des impératifs catégoriques... à l'usage exclusif d'autrui. D'ailleurs toute la terminologie disponible est entachée par le contenu social que lui ont donné plusieurs siècles de capitalisme : fraternité humaine, sociabilité : Il n'est pas douteux cependant que c'est dans l'activité productive que l'homme moderne deviendra réellement un être social, mais ce ne sera

certainement pas sous le signe du salariat et de la division du travail. Quand tous les fondements de l'économie de marché auront été rasés, quand la journée de travail aura été considérablement réduite, donnant, avec des loisirs égaux pour tous, l'accès général à une culture devenue sociale jusque dans sa substance, celle-ci cessera d'être pour chacun ce moyen égoïste et absurde d'augmenter la valeur de sa force de travail. Mais ceci, seule la dictature du prolétariat le réalisera et non l'appareil politique du Kremlin qui lui a depuis bien longtemps tourné le dos.

## A PROPOS

### DU PLAN SEPTENNAL SOVIÉTIQUE

L'annonce du lancement d'un plan septennal, en Russie, pour la période 1959-65, et la publication fin novembre des objectifs de ce nouveau plan par le Comité central du P.C. soviétique sous forme de nouvelles « Thèses » de Krouchtchev, viennent après l'abandon en 1957 du VI<sup>e</sup> Plan quinquennal (1956-60) à la suite des « réformes » khrouchtchevniennes : essentiellement, la création des *sovnarkhozes* au cours de l'été 1957 et la récente réorganisation des Stations de machines et tracteurs, s'accompagnant de la vente du matériel agricole aux *kolkhozes* et de la suppression des « livraisons obligatoires » à l'Etat, qui seront remplacées par des marchés contractuels passés avec les « plus offrants », comme nous l'annonce le même Khrouchtchev ces jours-ci.

L'occasion serait bonne de mener une analyse de la structure économique et sociale de la Russie au travers de ces dernières « réformes », en la confrontant aux analyses et aux prévisions que nous avons déjà faites, essentiellement dans le *Dialogue avec Sualine* et dans le *Dialogue avec les morts* : nous aboutirons facilement à la conclusion que notre diagnostic de la société russe est entièrement confirmé, qu'il s'agit, donc, d'une société entièrement capitaliste (1), où l'on ne peut déceler la moind-

(1) « Entièrement capitaliste » n'est pas un terme tout à fait approprié : certains secteurs restent encore sous-capitalisés. C'est le cas de l'agriculture, de l'économie *kolkhozienne*, mixture bâtarde de grandes coopératives et d'économie parcellaire, réservoir de la réaction anti-socialiste partout et toujours.

dre parcelle de socialisme. Nous entreprendrons une telle étude dans nos prochains numéros, en faisant porter notre effort à la fois sur l'analyse du capitalisme moderne occidental — dont nous montrerons qu'il demeure régi par les lois fondamentales énoncées par Marx — et sur le fait qu'en substance tous les caractères qui lui sont propres se retrouvent à l'Est de l'ex-« rideau de fer ».

Dans cette courte note, nous nous contentons de porter notre attention sur un seul aspect de la falsification moscovite : la question des rythmes d'accroissement annuels de la production industrielle.

\* \*

Le nœud de la question est le suivant : les Russes affirment que le système soviétique est différent de l'économie capitaliste, et qu'il lui est supérieur ; la preuve essentielle qu'ils avancent — du moins une des preuves, et qui est basée sur des faits, donc contrôlable, en faisant la part des insuffisances ou des « manipulations » de la statistique — est la suivante : en Russie, la production industrielle augmente chaque année à un pourcentage *plus grand* par rapport au produit total de l'année précédente que dans aucun autre pays et à aucune autre époque historique.

*Nous nions radicalement chacun des points de cette argumentation :*

1) Même si la Russie connaissait des rythmes de croissance de l'industrie supérieurs à tous ceux que l'on a connu dans l'histoire, cela ne prouverait en rien qu'il s'agit d'une économie socialiste.

2) Il est faux que ces rythmes élevés soient propres à la Russie.

3) Il est faux qu'on n'en ait jamais connu de semblables dans l'histoire.

Voyons ces trois points méthodiquement.

Les Russes prétendent avoir découvert une unité de mesure commune à deux systèmes sociaux différents et opposés : le socialisme et le capitalisme. Rythmes d'accroissement de la production lents : voilà le capitalisme ; rythmes effrénés : voilà le socialisme ! En fait, l'augmentation démesurée de la production, la folie hyper-productiviste ne peuvent servir, selon nous, qu'à caractériser l'accumulation capitaliste, la démente de la production pour la production qu'engendre nécessairement l'économie mercantile. Le socialisme, dans ce domaine aussi, se distinguera radicalement du capitalisme. Il est bien vrai que Marx a établi que l'on ne passe d'une forme économique et sociale à une autre, supérieure, que lorsque cette dernière a un rendement productif supérieur. Mais Marx

voulait-il dire par là que le socialisme devait sacrifier au dieu moderne de la Production et de l'Accumulation, plus encore que ne le fait le capitalisme lui-même ? Pas un instant ! Pour Marx, l'unité qui permet de mesurer ce rendement social, c'est le *temps de travail* qui doit être consacré par chacun à la forme sociale de production. Le passage au socialisme, à une forme supérieure de société, se traduira bien par un rendement plus élevé : dans la mesure exacte où le temps de travail que chacun doit à la production (qui, alors, sera la production de la société, pour la société) *diminuera énormément* (mettons, pour fixer les idées, de moitié dans une première phase : de 8 ou 10 heures à 4 heures) par rapport à l'époque capitaliste, augmentant du même coup le temps libre pour le travailleur, et qu'il consacrerait au développement harmonieux — non plus de son individualité, comme le voudrait la philosophie bourgeoise — mais de la société tout entière, de l'espèce humaine. Pour les marxistes, c'est là que réside le critère fondamental du passage à la société socialiste, et non dans un duel singulier avec Sa Majesté le Capital américain (qui, comme il apparaît dans certaines publications de propagande venant d'outre-Atlantique, se réjouit fort d'être pris pour *modèle* par l'économie « socialiste » !).

Nous croyons entendre la réponse des Russes à cela : mais notre pays sortait du tsarisme, il fallait bien l'industrialiser ! Mais n'est-ce pas avouer là, tout simplement, que le socialisme est impossible dans un seul pays qui, de plus, est *arriéré*, comme l'était la Russie tsariste ? N'est-ce pas avouer l'impossibilité de la thèse stalinienne de l'« édification du socialisme dans la seule Russie » ? Les ponts étant coupés avec la perspective de Lénine, qui attendait le salut de la révolution prolétarienne dans les pays développés et lançait toutes les forces du pouvoir révolutionnaire russe vers ce but, la perspective stalinienne ne s'ouvrait plus que sur une seule voie, et c'est celle qui a été effectivement parcourue : *l'industrialisation capitaliste de la Russie arriérée*.

Mais, nous dirait-on, cette industrialisation capitaliste, la Russie l'a effectuée sur un rythme jusqu'alors inconnu dans l'histoire. Et l'on exhibera des chiffres ; pour peu que le « on » en question soit Khrouchtchev en personne et qu'il dispose des ressources des Instituts soviétiques de statistique, nous nous trouverons en présence d'une série impressionnante de chiffres étalant la supériorité de l'« accumulation

socialiste » (sic !) sur l'accumulation capitaliste. Par exemple : de 1929 à 1956 la production industrielle russe passe de l'indice 100 à l'indice 2.000 (elle est multipliée par 20 !), tandis que dans le même temps les pays occidentaux passent de 100 à 200; les rythmes d'accroissement sont donc respectivement de 13 % et de 3 %. Cela paraît impressionnant !

Mais si, au lieu de comparer les rythmes russes et occidentaux de 1929 à aujourd'hui, les statisticiens russes avaient bien voulu comparer les rythmes de croissance des divers capitalismes lorsqu'ils en étaient à la même époque de croissance (\*), ils auraient fait cette découverte troublante : les principaux capitalismes, dans leur phase de jeunesse, ont connu des rythmes comparables à ceux de la Russie actuelle. Puisque la mode est à se mesurer avec les Etats-Unis, voyons un peu quelques chiffres américains. De 1859 à 1892, la production croît au taux moyen de 7,1 %, de 1892 à 1913 au taux de 6,1 %, de 1913 à 1929 : 4,6 %, de 1929 à 1956 : 3,5 %. Si nous considérons, de même, les rythmes de croissance de l'Angleterre dans les quarante premières années du capitalisme, nous trouverions des rythmes allant de 7 à 13 %.

Remarquons que le taux de 7,1 % des Etats-Unis correspond à un taux moyen calculé sur une période de 33 ans (de 1859 à 1892). Si nous voulons le comparer aux rythmes soviétiques, il faut nous placer dans des conditions comparables, et donc choisir une assez longue période. Si nous prenons la période 1913-1940, soit 27 ans, nous obtenons un taux moyen de 9,5 %, du même ordre de grandeur que le taux américain.

Que ressort-il de tout cela ? Tout simplement la loi générale de l'accumulation capitaliste. Le capitalisme accumule à un rythme rapide à ses débuts, à un rythme lent dans sa maturité. Le rythme de l'accroissement de la production (auquel le rythme de l'accumulation est proportionnel) décroît historiquement (1) bien que la masse de la production, du profit et de la puissance du capital croissent sans cesse. Cette loi historique de la baisse du rythme d'accumulation ou d'accroissement de la production qui — répétons le, est le corollaire de la loi de baisse du taux de profit — peut, dans de courtes périodes, être apparemment inversée : c'est le cas après une crise ou après une guerre; un pays durement touché par la guerre, dont les installations productives ont été dévastées retrouve une nouvelle jeunesse (2), de même que la production reprend sur un rythme très rapide après

une crise de surproduction. Il est donc nécessaire de vérifier cette loi dans les divers pays en considérant de très longues périodes, pour éliminer ainsi de la recherche les conjonctures momentanées.

Appliquons brièvement cette méthode à la Russie. On peut tout d'abord envisager les rythmes d'accroissement dans les divers plans quinquennaux :

• *Période précédent les plans* : 1920-1927.

Augmentation annuelle moyenne : 37 % (ce rythme très élevé s'explique par la destruction presque totale de l'équipement productif dans la période précédente : si l'on pose à 100 l'indice de la production industrielle de 1913, on obtient, en 1920, l'indice 13 !)

— *Premier plan quinquennal*, 1928-1932 : augmentation annuelle moyenne, 24 %;

— *Deuxième plan quinquennal*, 1933-1937 : augmentation annuelle moyenne, 18,3 %;

— *Troisième plan quinquennal*, 1938-1940 : augmentation annuelle moyenne, 15% (interrompu par la guerre);

— *Période de guerre*, 1941-1946 : augmentation annuelle moyenne, 3,5 %;

— *Quatre années sur le quatrième plan quinquennal*, 1947-1950 : augmentation annuelle moyenne, 23 % (le rythme remonte par rapport au troisième plan à cause des effets de la guerre et de ses destructions);

— *Cinquième plan quinquennal*, 1951-1955 : augmentation annuelle moyenne, 13,8% (reconstruction normale);

— *Deux années sur le sixième plan quinquennal* 1956-1957 : augmentation annuelle moyenne, 11 % (le plan a été interrompu courant 1957. Les données de 1958 ne sont pas encore publiées, du moins à notre connaissance);

— *Prévisions pour le premier plan septennal* 1959-1965 : augmentation annuelle moyenne, 8,5 %.

(\*) Par suite des destructions dues à la guerre (militaire, puis civile), l'héritage légué par le tsarisme est presque nul : on peut considérer 1920 comme l'an zéro du capitalisme soviétique.

(1) De même que le taux de profit moyen, qui lui est lié, et bien que Staline et ses dignes continuateurs d'aujourd'hui aient découvert une nouvelle (?) loi du « profit maximum », proprement effarante pour qui connaît l'A B C du marxisme.

(2) Pour la période 1946-1955, l'Allemagne et le Japon présentent respectivement les taux moyens annuels de 22,2 et 18,8 %. Ce qui place la Russie, avec ses 18 %, au troisième rang dans la « construction du socialisme » !

On peut déjà, au travers de cette énumération, vérifier que la loi de l'accumulation vaut intégralement pour la Russie : les rythmes de croissance de la production baissent dans le temps, et les prévisions pour le futur plan septennal confirment entièrement l'évolution générale. Les rythmes relativement plus élevés que ceux des pays occidentaux à *âge de capitalisme équivalent*, s'expliquent par le fait que la Russie a pu jouir de toutes les connaissances techniques accumulées en Occident lors de l'édification de son industrie (là encore rien d'étonnant : le même phénomène se retrouve dans la *jeune* Amérique, si on la compare à la *jeune* Angleterre; on pourrait dire que le capitalisme *dernier né* démarre à un rythme plus puissant que ne l'ont fait ses prédécesseurs, parce qu'il peut exploiter leur expérience technique et scientifique).

Une autre manière de présenter les mêmes chiffres mettra les résultats mieux en évidence; il s'agit de considérer des périodes beaucoup plus longues que celles des plans :

I. 1920-1940 : 24,6 %.

II. 1940-1948 : 2,1 %.

III. 1948-1957 : 15 %.

IV. 1959-1960 : 8,7 % (prévisions).

Cette succession de taux d'augmentation est claire, et il n'est besoin pour l'expliquer

que d'avoir recours à la loi marxiste de l'accumulation. Né en 1920, le capitalisme soviétique est encore jeune et la Russie est encore un pays relativement peu industrialisé, ce qui explique qu'il accumule, actuellement, plus rapidement que les vieux capitalismes occidentaux; mais la tendance se dessine nettement à un alignement des rythmes russes sur ceux du capitalisme occidental. Que peut-on pronostiquer à ce nouveau capitalisme qui va entrer dans son âge mûr ? Ceci, simplement : les caractères extérieurs, superstructurels ou sociaux de la société bourgeoise s'y manifesteront d'une manière de plus en plus évidente (et, ces derniers temps, des faits spectaculaires sont intervenus dans ce sens), le capitalisme soviétique sera toujours plus lié au marché mondial, même dans son aspect financier (l'Oncle Sam ne parle-t-il pas de prêter des dollars au « socialisme » russe, qui l'implore de se presser : ah, quelle belle et loyale attitude pour deux systèmes « ennemis » !), si bien que la prochaine crise de surproduction du monde capitaliste le frappera, lui aussi, en plein cœur, car il ne pourra plus se protéger derrière le « rideau de fer » des années héroïques. Et alors, en Russie, comme dans tout le monde capitaliste, le prolétariat pourra resurgir et renouer avec la glorieuse tradition de la Russie d'octobre.

# Sommaire du N° précédent :

(N° 5 - Octobre-Décembre 1958)

Le Capitalisme français au tournant.

La question algérienne :

Les fastes de la colonisation française en Algérie (R. Luxembourg)

L'Algérie Contemporaine (compléments statistiques)

L'« avant-garde » et l'Algérie

Le P. C. et la question coloniale

Le rôle du parti dans la révolution russe

Eléments de l'économie marxiste

Notes d'actualité

**Envoi franco des cinq numéros constituant la première année  
(620 pages) contre paiement en mandat-poste de Frs 1.000 à  
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

## A paraître aux prochains N°s :

La question algérienne

Les grandes époques de l'histoire africaine

L'évolution du capitalisme mondial

La méthode dialectique

Le programme de la société communiste

Particularités de l'évolution historique chinoise

Eléments de l'économie marxiste

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 2. — Pour lancer le premier numéro imprimé, 7.500 ; Claude, 250 ; un Métallo, 500 ; Bruno, 720 ; Vincent et Mario, 200 ; un Sympathisant, 800 ; Attila, 750 ; pour la reprise, 100 ; de Londres, contre les labouristes, 1.250 ; Fraternités de Mayence, 250 ; un ouvrier de Bruxelles, 800 ; un Vieux Militant, 300 ; Humboldt, 400 ; un Sans-Culotte, 100 ; pour la Suppression de l'Argent, 100 ; Salut à Othello, 1.000 ; Trois Anonymes, 6.000 ; les Deux Enragés, 500 ; le Lecteur Lointain, 1.000 ; un Employé, 500 ; Marcel, 200 ; Covone, 300 ; A bas les Confusionnistes, 150 ; un Second Numéro, 250.

Total liste N° 2 .....	23.720 fr.
Total liste N° 1 .....	32.090 fr.
Total de la souscription permanente .....	55.810 fr.